



SOMMAIRE

- P1** EH DITES OH !, image à la Une
- P2** Le 17 septembre en Haute-Savoie
- P3-5** Agenda détaillé
- P6-9** Appels pour la fermeture de l'aéroport de Meythet
- P10-11** Fête paysanne de la Confédération Paysanne
- P12-13** Mobilisation pour l'emploi le 10 octobre
- P14-15** Mobilisation pour la santé le 15 octobre
- P16-17** 28ème Nuit de la Colère, festival du Film Social
- P18** Sénatoriales : Le PCF progresse en sièges, en voix et en pourcentage ; Vous avez dit République ?
- P19** Liberté, égalité, justice ; Le MRAP profondément indigné par le saccage et les inscriptions antisémites d'un restaurant casher ; Appel à cessez-le-feu immédiat dans la guerre qui oppose l'Azerbaïdjan à l'Arménie
- P20** Crop-top : imaginerait-on un sondage sur ce qu'est une « tenue correcte » pour les garçons ? ; Lettre d'excuses de Claire Donzel
- P21-23** La Résistance aux Glières : développer son histoire ou la dénigrer ?
- P24-37** Conseil national du PCF – 5 septembre 2020 Rapport sur l'emploi – Frédéric Boccaro
- P38-39** J'accuse: il ne peut pas y avoir de hasard dans ce qui se passe au PCF..
- P39** Brèves sur les élu·e·s à Annecy
- P40-48** En bref – divers
- P49** La Fête des Allos est annulée ; Rassemblement fourre-tout et dangereux mélange des genres
- P50** Témoignage du Brésil, paradis des anti-masques
- P51** Cactus
- P52** Perroquets : le bingo des fachos

FRANCHEMENT... VOUS N'AVEZ PAS HONTE ?



Le galopin

Un petit journal qui ne respecte rien !

Série internet – N°247 9 octobre 2020

EH DITES OH! Ce n'est pas ce qu'on fait qui compte, c'est l'Histoire



Il y a une dizaine de jours, l'éditorialiste du Dauphiné se lamentait à juste titre de la place excessive prise par la campagne médiatique sur les choix vestimentaires des femmes. Il constatait en conclusion que les longs débats sur son voile avaient eu pour conséquence que l'on ignorait le message que voulait porter la responsable de l'UNEF.

Constat corroboré par la lecture du Dauphiné qui ne permettait pas d'en savoir plus... Que même 1 éditorialiste n'arrive pas à faire passer une info dans un média signe une crise démocratique aiguë dudit média. Pour ma part, j'ai plus de chance avec l'e-Galopin : les expressions de l'UNEF -et de la gauche en général- y sont plus volontiers publiées que les plaintes de l'extrême-droite.

Macron sait raconter des histoires tout en connaissant l'Histoire : comme le note entre autres la Libre Pensée, sa « loi contre les séparatismes » prévue pour le 9 décembre signera la fin de la laïcité de 1905 115 ans pile après. Pour moi, il va même plus loin : pour faire plaisir à l'extrême-droite, il fait son annonce de sorte à ce que les journaux rendent compte le 3 octobre, 80e anniversaire du tristement historique « Statut des juifs » concocté par le gouvernement Pétain, du « statut des musulmans » en préparation. Le parallèle avec la situation qui a débouché sur la guerre est incontournable : une crise économique gigantesque qui ébranle le capitalisme et la solution est de diviser les classes populaires en désignant un bouc émissaire. Des années de propagandes sur le « problème juif » ont abouti au statut de 1940 et aux crimes notamment la rafle d'enfants du Vél d'Hiv. Les leçons de la crise de 2008 n'ayant pas été tirées, la seule réponse de droite à la crise systémique qui a commencé avec les récessions de 2019 est de désigner à la vindicte les musulman·e·s. La répression à leur encontre rend possible la répression contre les syndicalistes, les associations et même les collectivités locales !

On notera le silence des dévot·e·s de la fausse laïcité quand des collectivités donnent des milliards à l'Église catholique via ses établissements d'enseignement. A Annecy, les voix des associations et syndicats opposés à la subvention de 1,5 millions à l'UCLY qui se sont portées sur les oppositions à Rigaut n'ont guère été relayées...

La connaissance de l'Histoire ne semble pas avoir été un point fort de Jeannie Tremblay. La militante écologiste est tout à fait légitime pour mener une liste de gauche pour les sénatoriales. Elle a tout à fait raison de solliciter le PS. En revanche, quelle mouche l'a piquée d'aller chercher un négationniste ? On notera qu'elle a préféré ce choix à 1 membre du PCF...

Or le PCF, 100 ans d'Histoire dont une vingtaine d'initiatives réduites, est en train de se réveiller et lance une grande mobilisation pour la Sécurité d'Emploi et de Formation, appuyée par une longue analyse de la situation. Mais ce n'est pas du goût de tout le monde, y compris au sein du Parti...

La morale de l'Histoire : Mme Tremblay n'a pas été élue et le PCF a doublé le nombre de sièges remis en jeu.

Ceci est de la politique. DANGER !

Rappel l'agenda est mis à jour régulièrement sur le blog:

<http://gemcran.wordpress.com>

Le Galopin est ouvert aux articles de tout partenaire : journaliste en herbe, association, syndicat ou parti aux infos n'intéressant pas la presse Macron. Polémistes ou poètes aux coups de gueule ou de cœur, et surtout caricaturistes sont recherchés avec le plus grand intérêt. Adresse : Boukhalfa Pierre 2, rue Pierre Mendès France Cran-Gevrier. Site : <http://galopin74.free.fr> Blogs

électorales : <http://gemcran.wordpress.com> et

<https://sites.google.com/site/umpfn74degage> Blog censuré :

<http://galopin74.gauchepopulaire.fr>

On peut me retrouver aussi sur Facebook et Twitter

Agenda détaillé

1 lundi sur 2 rencontres Annemasse au Doxaty (4 rue de la Faucille, près de la gare, dir. Émile Zola). Infos sur son site ou Facebook. Pour remplacer le Repaire de Cervens.

Mardi Rencontres sur terrain des Incroyables Comestibles.

Mercredi dès 14h rond-point de Margencel : Gilets Jaunes & sympathisants ; 14h-17h, l'Elef ouvre ses portes Maison des associations Chambéry ; 17h30-19h local Amis de la Terre Maison des Associations Cran-Gevrier Permanence pour résister aux compteurs Linky ; 18h30-20h30 Thonon restaurant le Nuancé (39 avenue de la Dame, sortie contournement) Alternati-Bar du Chablais, Apéro des actions écologiques et citoyennes locales : se rencontrer, échanger et créer ensemble...

Jeudi Réunion collectif Roms ; de 15h à 19h Marché BIO ... logique Place du Palais de Justice Chambéry ; 18h30 Les rencontres Incroyables jardin Benicasim Évian

Vendredis de la Transition Genève : pause faute de lieu

Samedi 14h-18h les gilets jaunes Annecy sont sur le Pâquier

Calendriers de la Vélobricolade en Savoie <http://bulletin-transition73.fr/events/event/velobricolade-chambery/>

Horaires du magasin coopératif Alpar <https://www.alpar.fr>
7, rue du Vieux Moulin Meythet : Lundi 15h30-20h30
Mercredi 10h-20h30 Jeudi 12h-20h30 (**nouveau!**) Vendredi 12h-20h30 Samedi 10h-14h30

Lundi 28 septembre Réunion PCF

19h Parce qu'il y a plusieurs Jean-Paul Belmondo? Le bruit qui court Chambéry Une autre histoire des classes sociales

Mardi 29 septembre 17h30 Atelier "Furoshiki" Grand Chambéry Service gestion des déchets Chambéry

20h "Jean-Pierre, Lui, Moi" Salle La Thibaudia, St Thibaud de Couz Un spectacle en partenariat avec le groupe Réseau Handicap

Réunion RESF

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

20h30 Ciné UP « the perfect candidate » de Haifaa Al Mansour Agora Bonneville

Film (Drame) allemand et saoudien du 12 Août 2020 durée 1h 45min, en VO de Haifaa Al Mansour avec Mila Alzahrani, Dae Al Hilali, Khalid Abdulrhim

Maryam est médecin dans la clinique d'une petite ville d'Arabie Saoudite. Alors qu'elle veut se rendre à Riyad pour candidater à un poste de chirurgien dans un grand hôpital, elle se voit refuser le droit de prendre l'avion. Célibataire, il lui faut une autorisation à jour signée de son père, malheureusement absent. Révoltée par cette interdiction de voyager, elle décide de se présenter aux élections municipales de sa ville. Mais comment une femme peut-elle faire campagne dans ce pays ? [voir la bande annonce](#)

Mercredi 30 septembre 19h Conférence gesticulée de Franck Lepage Le TOTEM MJC Chambéry 311, Fg Montmélian

Durée : 180 min (avec entracte 30 min) A partir de 14 ans
Alors comme ça les classes sociales, ça n'existerait plus ? Ce qui va être partagé au travers de cette conférence gesticulée collective et interactive, ce sont des bouts d'histoires, des petites histoires. A partir des récits de vie, des souvenirs nous dressons des tableaux pour interroger les enjeux de classes. Ça commence par les gesticulant-es qui racontent au public une anecdote et ensuite le public est invité à son tour à venir sur scène et à raconter ses expériences. Rapports de domination et stratégies d'émancipation se croisent ici pour nous permettre collectivement de mener une réflexion sur les enjeux actuels de la lutte des classes. Tarifs : 12€ / 10 €

Réunion Un toit pour Tous

18h30 A.G. Gentiane Salle Yvette Martinet Annecy

20h Présentation de la saison 2020 2021 par le CA de l'UP de Bonneville Agora de Bonneville

Jeudi 1er octobre 18h30 A.G. Les Amis de la Terre 74 Salle des Papèteries - 23, avenue des Harmonies, Cran-Gevrier (A côté de la Maison des Associations)

19h30 On a 20 ans pour changer le monde(animation : Art Terre). Film-débat des Bobines Palais des Festivités d'Evian

Vendredi 2 octobre Rassemblements – Nous voulons des coquelicots notamment **à partir de 18h** Quai des Arts Rumilly **de 18h30 à 19h30** Devant l'hôtel de Ville d'Annecy, de Chambéry, d'Aix-Les-Bains, Le Bourget du lac... <https://nous-voulonsdescoquelicots.org>

19h A.G. Alpar Le Météore Meythet

Samedi 3 Octobre 9h Repair café 74 Faverges La Soierie Espace social et Culturel 141 route d'Albertville

10h – 17h Echo'durable, expositions et ateliers Ateliers et expos sur le thème de notre relation avec la nature, autour du lac Saint-Clair à la Rochette. Découvrir, observer, expérimenter, créer et s'amuser en famille !

20h soirée Ciné "Les gardiens de la terre" salle polyvalente La Rochette

Programme complet sur www.bienvivre.valgelon.com ou sur la page Facebook de Bien Vivre en Val Gelon.

14h Rassemblement contre l'Aéroport de Meythet



/ Mouvement pour la réduction du trafic aérien et la reconversion de ce secteur, en solidarité avec les salarié-es ! / Le collectif Tousse en Piste et Alternatiba Savoie répondent à l'appel à marcher sur les aéroports !

Grande convergence vélos et piétons vers l'aéroport de Chambéry

Route de l'aéroport, à gauche juste après le rond-point **Goûter festif et animations à l'arrivée**

Départ vélo Aix-les-Bains : 14h Parking Géant Casino
Départ vélo Chambéry : 14h Place Palais de Justice
Départ vélo Bourget-du-Lac : 14h30 Plage
Départ piéton 15h30 Parking derrière l'hôtel Cervolan

Réserver d'ores et déjà son après-midi, son vélo, préparer de jolies pancartes et concocter de délicieux gâteaux ! Ensemble, disons NON à utiliser l'argent public pour maintenir une industrie incompatible avec les ambitions environnementales de la France !

NON à laisser croire qu'une aviation écologiquement responsable est possible ! NON à risquer l'avenir de l'ensemble des salarié-es de ce secteur ! NON au maintien de ce symbole du développement à outrance des sports d'hiver !

En revanche, disons OUI pour soutenir les travailleur-ses de l'aéronautique et les accompagner dans leur reconversion, OUI pour considérer les riverain-es qui subissent les nuisances des avions, OUI pour repenser à l'échelle nationale nos besoins en déplacement, OUI pour fermer les liaisons intérieures réalistes en train, OUI pour abandonner les projets d'extension d'aéroports, OUI pour taxer le kérosène, OUI pour inventer un nouveau modèle économique pour le tourisme en montagne !

Plus d'infos sur <https://frama.link/30OctobreChambery>

ECHO DURABLE

PROGRAMME COMPLET AU DOS

3 OCTOBRE 2020
lac St-Clair
la Rochette

Ouvert à tous et gratuit !

Active ta nature !

10 h - 17h : Stands «découvertes et expériences»
20 h : Ciné

ORGANISÉ PAR

BVVG

Renseignements : bienvivre@valgelon.com

Samedi 3 octobre de 10h à 17h

ECHO
DURABLE

Infos et actualités sur www.bienvivre.valgelon.com et sur notre page [facebook](#)

Atelier à la découverte des petites bêtes aquatiques

par Montagnes Nature et Hommes (MNH)

Atelier d'observation des oiseaux d'eau

par la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO)

Atelier : Expérimente la biodiversité

par Laetitia LEONARD

Atelier : l'eau, le climat : comment ça marche ?

par Environnement et Partage

Atelier autour de la pêche : conception de mouches

par l'AAPPMA La Truite Arc-en-Ciel

Atelier spectacle : Les jouets rustiques d'Antan : à partir de 11h

par Les Arts Verts

Atelier Kamishibai : histoire racontée sur la nature : 14h / 15h / 16h

par France Nature Environnement (FNE)

Escape-game : le secret des plantes alpines : 15h

par Sandrine BERVAS



**RESTAURATION RAPIDE
SUR PLACE**

Places limitées sur les ateliers :

Inscriptions sur place au stand de BVVG

ou

Au préalable au 04 79 65 68 42

Expos à découvrir : tentes inuits (MNH), hôtel à abeille solitaire (Colocaterre), maquette évolutive sur l'alimentation en eau potable au Mall (Arcade), déambulation animée (Acrobate Circus), etc ...

Et bien d'autres expos et ateliers à découvrir sur place...

Repli au gymnase du Centenaire en cas de météo défavorable

PNIS - Ne pas jeter sur la voie publique - Bienvivre en Val Gelon - 344230370007

14H30 Manifestation de solidarité aux Sans-Papier en présence des marcheurs à LYON, Place Bellecour

18H projection du film "Le Bon Grain et L'Ivraie, documentaire acclamé par la critique, qui suit les enfants sans abri d'Annecy pendant l'hiver 2015 cinéma de Talloires. Manuela Fresil, cinéaste, et Burim, l'un de ces enfants, seront présents pour discuter de la réalisation du film, et répondre aux questions.

Dimanche 4 octobre fête paysanne de la Confédération Paysanne ferme de la Tour Seynod

Lundi 5 octobre Réunion Greenpeace Annecy

18h Les soirées conviviales de l'Accorderie 7, Allée des Salomons ANNECY

Réunion PCF

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Mardi 6 octobre Réunion d'information de Greenpeace Chambéry

Mercredi 7 octobre 19h30 Ferme "A travers champ" Conférence gesticulée de Julian Augé Domessin

Judi 8 octobre 20h Loulou de Nathan Hofsterrer parrainé par Le Collectif d'Information sur la Santé Mentale, en présence du réalisateur. Film-débat des Bobines Cinéma Le France Thonon

Vendredi 9 octobre 18h Soirée-jeux LudothAix ! Résidence Joseph Fontanet Aix-les-Bains

Réunion Collectif Solidarité Palestine Annecy

Réunion Extinction Rebellion Meythet

ON MARCHE VERS L'ÉLYSÉE !
19 SEPTEMBRE - 17 OCTOBRE

**RÉGULARISATION
DES SANS-PAPIERS**

FERMETURE DES CRA

**UN LOGEMENT POUR
TOUS ET TOUTES**

À L'APPEL DU COLLECTIF DES SANS-PAPIERS DE LYON

MANIFESTATION SAM. 3 OCT.
PLACE BELLECOUR À 14H30

POUR ACCUEILLIR LES MARCHEUR.EUSE.S DE LA GRANDE MARCHÉ NATIONALE DES SANS-PAPIERS VENU.E.S DE MARSEILLE, MONTPELLIER, GRENOBLE, VIENNE...

+ JEUDI 1 OCT. 17H RASSEMBLEMENT À VENISSIEUX AU MARCHÉ DES MINGUETTES
! ARRIVÉE DES MARCHEUR.EUSE.S DE MARSEILLE !

+ VENDREDI 2 OCT. 16H RASSEMBLEMENT DEVANT LE CRA ST EXUPÉRY
! ARRIVÉE DES MARCHEUR.EUSE.S DE GRENOBLE !

+ DIMANCHE 4 OCT. RASSEMBLEMENT À PART DIEU
! POUR CONTINUER LA MARCHÉ, ARRIVÉE ET MANIFESTATION À PARIS LE 17 OCT. !

FB : COLLECTIF DES SANS-PAPIERS LYON // CSP69.LYON@GMAIL.COM

18h30 La rentrée littéraire 2020 Médiathèque de Bonneville En partenariat avec la médiathèque de la CCFG et l'UP de Bonneville. Les livres à retenir, les auteurs dont on parlera... Pour présenter un livre, contacter le secrétariat de la médiathèque pour retenir un livre dans la liste des livres retenus. Entrée libre [télécharger la liste des livres](#)

19h30 Conférence de Gilles Houdu Comment soigner son jardin au Naturel ancienne salle des Fêtes de Lugrin (à côté de la mairie). Le lendemain (10h-18h), visite du jardin de Gilles, sur réservation (06 78 36 93 51)

Vendredi 9 à dimanche 11 octobre Le rassemblement du Conseil National de la Nouvelle Résistance à Die est annulé

Samedi 10 Octobre 8h30 Repair Café La Serre 21 rue du Vernay Cran-Gevrier

Mobilisations pour l'emploi dont Annecy 10h30 Bonlieu

18h Conférence-débat avec Maître Olivia Symniacos, Avocate en Droit Animalier à Aix-Les-Bains

Lundi 12 octobre 20h Soirée Échanges Parentalité : démocratie en famille ? AQCVC (Association de Quartier du Centre Ville) 3 rue du Laurier Chambéry

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Mardi 13 octobre Réunion ATTAC Annecy

Mercredi 14 octobre 10h Matinée Jeux coopératifs Parents-enfants AQCVC 3 rue du Laurier Chambéry

Réunion PCF

Jeudi 15 octobre Grèves et manifestations pour la santé RV 10h parvis de l'Hôpital d'Annecy, 14h devant l'ARS territoriale

19h Soirée Jeux coopératifs en mouvement – Adultes AQCVC (Association de Quartier du Centre Ville) 3 rue du Laurier Chambéry

20h Réunion mensuelle Les Amis de la Terre en Savoie K Fé T Aix-les-Bains

20h30 Conférence UP « Faire parler les montagnes des Pays de l'Arve » Par Robert Moutard, professeur agrégé, docteur en géographie Agora Bonneville [plus d'info !](#)

Samedi 17 Octobre 8h30 Repair Café Espace culturel « La Ferme » 60 Route du Barioz Argonay

Mobilisation « Notre assiette pour demain » - voir Attac-France. Chaque année a lieu sur tout le territoire des Marches contre Monsanto. Cette année l'événement s'appelle « Notre assiette pour demain ». Il porte plus largement sur les questions agricoles et sur la Politique Agricole Commune (PAC).

Manifestation pour accueillir la Marche nationale des Sans-Papier à L'Élysée à Paris

19 septembre – 17 octobre : Marche nationale des Sans-Papiers

Pour que la marche devienne marée !

Début juillet ça semblait un pari un peu fou. Mais la détermination des sans-papiers et la dynamique enclenchée par les manifestations du 30 mai et du 20 juin ont commencé à déplacer des montagnes.

A partir du 19 septembre des marches de sans-papiers partent de Marseille et Montpellier puis de Grenoble puis de Lille, Le Havre, Rennes et Strasbourg passant ainsi par des dizaines de villes pour converger vers Paris.

La marche appuyée par la Marche des Solidarités et les États Généraux des Migrations est désormais soutenue par près de 200 structures militantes, réseaux locaux de solidarité, collectifs, sections syndicales locales, associations ainsi que par des organisations nationales dont des

syndicats (CGT, CNT, FSU, Solidaires...) et des associations (Cimade, Fasti, FUIQP, Gisti, DAL, ATMF, MRAP...).

Cet événement doit construire un rapport de forces qui permette de gagner sur les revendications des marcheurs et marcheuses et en premier lieu la régularisation de toutes et tous les sans-papiers, la fermeture des Centres de rétention et le logement pour touTEs.

Ces revendications, si elles sont d'abord vitales pour les conditions de vie de touTEs les migrantEs, sont un enjeu pour l'évolution de l'ensemble de la société. Cela peut se résumer en un argument central : celui de l'égalité.



Départ prévu de Haute-Savoie au prix de 70€ l'Aller-Retour. Possibilité de financer tout ou partie du voyage pour les plus précaires. (Renseignements au 06 74 37 54 32)

Signez l'appel, inscrivez-vous et participez financièrement (Chèques à l'ordre de Bernard NEMOZ, avec mention au dos "17 Octobre") à envoyer à : B. Némoz, 1101 route d'Épagny, 74410 Saint-Jorioz

Premiers Signataires hauts-savoyards :

Collectif "Un Toit Pour Tous 74", LDH d'Annecy, UL CGT d'Annecy, Solidaires 74, Attac 74, NPA 74, MRAP 74, Fédération Anarchiste 74, Chaîne Humaine contre les Haines, CIMADE 74, Collectif ROMS d'Annecy...

La Fête des Allobroges est annulée

Lundi 19 Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Jeudi 22 octobre Réunion ATTAC Annecy

Lundi 26 Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Réunion Gauche En Manif en Marche 7e République

Mardi 27 octobre 20h30 Ciné UP "Petit pays" d'Eric Barbier. Agora Bonneville Avec Jean-Paul Rouve, Djibril Vancoppenolle, Dayla De Medina [voir la bande annonce](#)

Mercredi 28 octobre Réunion Extinction Rebellion Meythet

Vendredi 30 octobre 28ème Nuit de la Colère, festival du Film Social La Turbine Cran-Gevrier

300 personnes à Annecy**30 personnes sur le Tour de France**



STOP au bruit et à la pollution 110 hectares pour quelques privilégiés!

Les associations **ACDNA** de Meythet (Association Contre les Dangers et les Nuisances de l'Aéroport) **ADP** (Association de Défense des habitants de Poisy) **AVVM** (Avec Vous Vivre Meythet)

appellent les habitants à participer au rassemblement organisé avec de nombreux mouvements et associations

Samedi 3 Octobre à 14h

devant l'entrée de l'aérodrome Annecy-Meythet

Masque obligatoire et respect de la distanciation

Pour dire

STOP AU BRUIT INCESSANT des jets privés, hélicoptères, avions de loisirs, gyrocopters, ULM, aéronefs, etc.

STOP AU GASPILLAGE DE L'ARGENT PUBLIC par le Conseil Départemental pour cet aérodrome qui n'a aucune utilité publique

STOP A LA POLLUTION INUTILE

L'aérodrome occupe un espace de 110 hectares pour le loisir d'une minorité aisée, alors qu'il pourrait devenir un poumon vert pour l'agglomération, permettre la réalisation de projets enthousiasmants (parcs publics, équipements sportifs, maraichage) et la création d'habitats bien intégrés

Le maintien des activités aériennes sur le bassin annécien est un non-sens économique et une aberration face au réchauffement climatique.

Rassemblement à l'Aéroport de Meythet

Nous souhaitons interpeller le département et la nouvelle municipalité quant aux suites à donner à cet aérodrome dont l'emprise au sol représente plus de 100ha. Ces terres aux portes d'Annecy pourraient être une aubaine pour la résilience alimentaire de la ville. Ce Samedi 3 Octobre, nous invitons toute personne à venir exprimer ce qu'elles aimeraient voir en lieu et place de l'aérodrome.

Événement Facebook: <https://fb.me/e/226M01xcx>

Contexte

- Fin du bail de l'aéroport avec EDEIS au 31 décembre 2020.
- Élection de Réveillons Annecy
- Crise alimentaire annoncée pour l'automne
- Difficultés pour les maraîchers à trouver des terrains pour s'installer

Historique

En 2007, l'aéroport d'Annecy qui desservait principalement l'aéroport d'Orly faisait voyager plus de 60000 personnes par an (essentiellement des cadres d'entreprises). Cette ligne directe assurée par Air France représentait 4 vols quotidiens du lundi au vendredi ainsi que deux le dimanche.

Avec l'arrêt de cette liaison en 2013 l'aérodrome a perdu toute utilité sociale ou publique. Dès lors, il ne subsiste plus qu'à travers une forme de loisirs coûteux, bruyants et polluants. Cette activité élitiste représente 81.73% de la totalité des vols de l'aérodrome.

En 2018, le département, à qui appartient l'aérodrome a investi 5 millions d'euros pour réaliser les « travaux de modernisation de l'aérodrome ».

Le bail avec EDEIS (société d'ingénierie et de gestion d'infrastructures) se termine ce 31 décembre 2020. Les candidatures sont étudiées pour la reprise du bail en 2021

Le prochain bail qui débiterait au 1er janvier 2021 pour une durée 15 ans laisse supposer un investissement d'argent public de 5 à 7 millions pour amortir les investissements précédents et développer la partie aviation d'affaires qui représente 3.37% des vols en 2018.

Cela n'est pas souhaitable.

Sur le secteur aérien

Si le transport aérien était un pays, il serait le 7ème plus gros pollueur de la planète. Une récente étude du cabinet de conseil pour la transition écologique BL évolution a révélé l'impact sous-estimé du secteur aérien.

Responsable de près de 7 % de l'impact climatique de la France, ses émissions sont vouées à croître alors même que les engagements nationaux et internationaux exigent une réduction des émissions de gaz à effet de serre. En effet, le cabinet d'étude a montré que les améliorations techniques, même poussées à leur maximum (hydrogène, agrocaburant, avion électrique...), ne permettrait dans aucun des scénarios testés de s'aligner avec une trajectoire compatible avec les 1,5°C.

Toujours selon cette étude de juillet 2020, le seul moyen crédible de s'aligner avec l'Accord de Paris de 2015 et ne pas dépasser 2°C de changement climatique est de diminuer le trafic aérien. Il faudrait par exemple diviser par 2 le nombre de passagers annuels d'ici 20 ans maximum.

Dans ce contexte global, l'aérodrome d'Annecy ne fait pas exception. A travers un tourisme haut de gamme à destination des plus riches, il incarne l'absurdité d'un système à bout de souffle qui ne cherche pas à se réinventer.

Obligeons-le !

Sur les enjeux alimentaires

Si prendre des mesures radicales concernant le transport aérien est une nécessité pour être à la hauteur de la crise écologique, c'est aussi un moyen efficace pour réduire les inégalités qui minent notre pays. A ce titre notre action vise également à sensibiliser le public sur la vulnérabilité alimentaire des territoires français et sur les risques de pénurie alimentaire de plus en plus prégnants à l'échelle mondiale.

Selon une étude d'UTOPIES sur l'autonomie alimentaires des 100 premières aires urbaines françaises, il a été révélé que 98% du contenu des aliments consommés sur le bassin Anne-

ciens sont importés. L'autonomie alimentaire d'Annecy est de 0,76%, ce qui place la ville à la 87ème place du classement. En moyenne « les habitants des aires urbaines ne contribuent chacun de manière directe qu'à hauteur de 15 à 20 euros annuels aux revenus de leurs producteurs locaux ».

Cet état de fait résonne comme un avertissement dans un contexte mondial de plus en plus alarmant. « Le nombre de personnes au bord de la famine pourrait doubler, de 135 millions en 2019 à 265 millions d'ici la fin de l'année 2020, a prévenu l'ONU dans un rapport publié fin avril [1]. « Alors que nous affrontons une pandémie de Covid-19, nous sommes également au bord d'une pandémie de faim », déclarait alors le directeur exécutif du Programme Alimentaire Mondial. »

Notre message / Nos revendications

Ce rassemblement vise à dénoncer l'irresponsabilité sociale et environnementale de nos décideurs publics.

Au regard des éléments ci-dessus, nous souhaitons interroger les habitants sur la suite à donner à cet aérodrome dont l'emprise au sol représente plus de 100ha (environ 8,5 ha de terres artificialisées en comptant les bâtiments, les parkings, la surface de stationnement pour les avions et la piste principale).

Tout projet de financement qui contribuerait à pérenniser une économie qui n'est pas viable et qui ne remettrait pas fondamentalement en question l'usage actuel qui est fait sur le site de l'aérodrome serait en totale contradiction avec les exigences de l'Accord de Paris.

Posons-nous la question, à l'avenir, préférons nous voler ou manger ? Ces 100ha de terres aux portes d'Annecy constituent une aubaine pour la résilience alimentaire de la ville. Préférons nous allouer ces terres à quelques privilégiés aux loisirs polluants et égoïstes ou préférons-nous rendre ces terres nourricières pour le plus grand nombre ?

La commune d'Annecy s'étend sur 70 km² et comprend 7 maraîchers et 37 agriculteurs. C'est bien trop peu pour assurer la souveraineté alimentaire du territoire.

Notre action vise à sensibiliser le grand public sur les grands bouleversements à l'œuvre dans une société qui se trompe de priorité. Les scientifiques font consensus sur l'ampleur de la catastrophe et il est temps de les prendre au sérieux.

L'évolution du secteur aérien tel que nous le connaissons aujourd'hui n'est plus compatible avec un monde à 1,5°C. Il est de notre devoir de reconsidérer les priorités sur nos territoires en matière d'investissements publics.

Alors qu'une pénurie alimentaire internationale se dessine, la crise du Covid19 a révélé la vulnérabilité des territoires en matière d'autonomie alimentaire. La prise de conscience est collective et nous devons tous nous interroger sur le nouveau monde que nous souhaitons voir émerger. Voulons-nous plus d'avion ou plus de nourriture ?

Préférons nous allouer ces terres à quelques privilégiés aux loisirs polluants ou préférons-nous rendre ces terres nourricières pour le plus grand nombre ?

Contexte Politique

Le sujet a été abordé par Réveillons Annecy lors de la campagne des municipales: *"Le bail de l'aérodrome va prendre fin. Réveillons Annecy! propose que les activités aériennes soient limitées aux activités strictement nécessaires au territoire (notamment la sécurité civile). Un grand projet citoyen pourra naître de ce lieu, un projet co-construit avec les riverains, qui va dans le sens de la transition écologique. Par exemple un pôle de mobilité avec une zone de maraîchage, pouvant contribuer à rétablir la nature en ville."*

Réveillons Annecy voulait, dans son programme électoral :

- Engager un Plan d'alimentation territorial en commençant par recenser le potentiel agricole en terme de productions

- Mettre un terme au gaspillage et à la pollution des terres et favoriser le développement d'une production agricole locale et diversifiée pour améliorer l'autonomie alimentaire du territoire

En espérant vous retrouver devant l'aéroport, Annecy Unis Pour Le Climat

denis duperthuy

le parti d'Annecy



Annécien·nes, Une nouvelle mairie, coeur du "Central Parc" annécien

Pour construire l'avenir d'Annecy, 130 000 habitants et 29ème ville de France, il faut être ambitieux et audacieux. Pour être à la hauteur de cet enjeu, nous vous proposons :

- de créer une nouvelle mairie centrale regroupant les services administratifs au sein d'un nouveau bâtiment, symbole de la commune nouvelle
- de créer un "Central Parc", comme un deuxième Pâquier au nord d'Annecy, véritable poumon vert de la ville
- de créer enfin un véritable éco-quartier avec des logements abordables, connecté par un réseau de transports publics efficace

... Le tout, sur le terrain de l'aéroport d'Annecy-Meythet, polluant, cher et dont la concession se termine en décembre 2020.

Ce transfert nous permettra de créer dans les murs de la mairie historique d'Annecy:

- une mairie annexe en rez de chaussée, véritable guichet unique de proximité pour effectuer toutes les démarches administratives municipales
- un site culturel majeur pourvoyeur de lien social, d'image et de retombées économiques directes.



les Annéciens

lesanneciens.com

Central Parc: un nouveau lieu de vie pour Annecy

Une nouvelle mairie centrale pour Annecy, c'est :

1. Un meilleur service public municipal

- + accessible pour les annéciens
- + de confort de travail pour les agents de la ville
- + de synergie entre les différents services pour plus d'efficacité au service des annéciens

2. Un geste fort pour l'environnement

- + d'écologie en requalifiant un aéroport polluant pour en faire un "Central Parc"
- + d'accessibilité grâce à un nouveau réseau de transports publics

3. Des dépenses maîtrisées

- de dépenses publiques en concentrant les services sur un seul site en optimisant les coûts

4. Une proximité améliorée

- + de proximité avec les mairies annexes accueillant le public pour les formalités administratives
- + de démocratie grâce au développement, en parallèle, des conseils de quartiers

Pour le meilleur et pour l'avenir, votez pour le parti d'Annecy !



Dimanche 4 octobre de 10h à 19h
FÊTE PAYSANNE



Ferme de la Tour - SEYNOD
17 chemin de la Tour



En partenariat avec :



PROGRAMME

10h30 : Démonstration de fabrication de fromage

11h : Visite de la ferme

Avec Simon FUMEX

A partir de 12h : Repas

Couscous paysan !
et autres produits à déguster sur place ou à emporter.

Billets en vente avant l'évènement au 06.32.96.70.02 ou conf74@orange.fr

14h : Visite de la ferme

Avec Simon FUMEX

15h : Discussions/Débats

"Construire l'avenir des fermes de Haute-Savoie"

16h30 : Démonstration de fabrication de fromage

18h : Vente de lait frais de la ferme

Apportez vos bouteilles !

ET AUSSI... tout au long de la journée

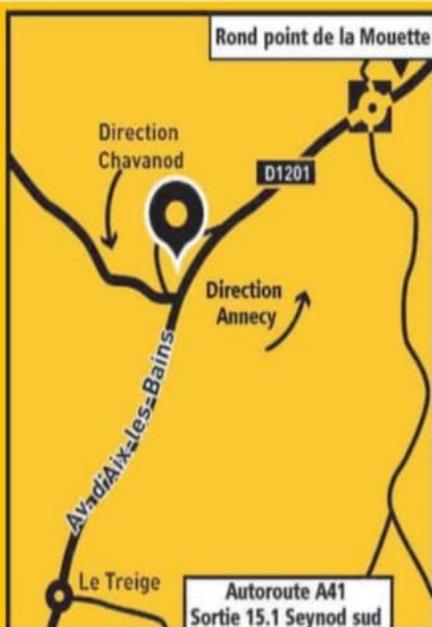
Jeux pour petits et grands
Animations autour des semences paysannes et du blé
Marché de producteurs
Mini ferme
... et des surprises !

Evènement organisé sous réserve d'une réponse positive de la Préfecture.



Suivez l'actu de l'évènement sur la page "Confédération Paysanne de Haute-Savoie"

POUR VENIR



COVID-19 - Mesures d'hygiène et de sécurité :



Tous les participants de plus de 11 ans sont invités à porter un masque adapté.



Les principes de distanciation physique devront être respectés.



Du gel hydroalcoolique sera à disposition des participants.

Résolution du Conseil national du PCF : Pour nous, l'urgence, c'est la sécurité de l'emploi ! Lancement d'une campagne nationale des communistes

La Covid-19 a révélé l'échec des politiques d'austérité et de la course aux profits qui épuise la nature et sacrifie les êtres humains, à commencer par les femmes, au détriment de toute la société.

Le grand gagnant du plan « France relance » présenté par le Premier ministre, c'est le capital. Ce sont les mêmes vieilles recettes néo-libérales de baisse des impôts qui sont utilisées sans aucune garantie de développement de l'emploi. 20 milliards sont donnés sans contrepartie. Pire, à l'image du CICE, l'argent public est massivement versé à des entreprises qui licencient. La France a besoin d'un changement majeur de politique.

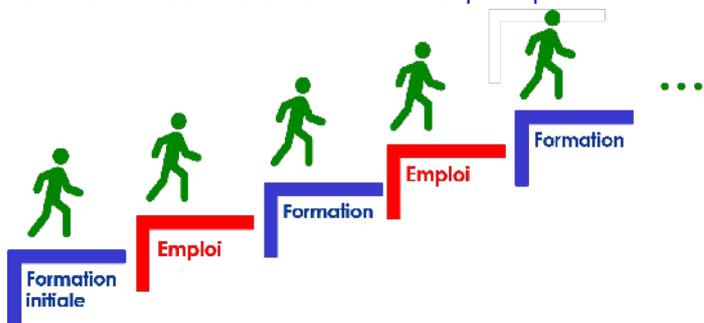
Pour sortir de la crise, l'heure est venue de construire le système d'après.

Le chômage et la précarité ne sont pas une fatalité ! Nous proposons d'engager une révolution sociale et écologique de la production en partant de l'emploi pour répondre aux défis de notre temps en imposant deux exigences :

Mettre l'argent de l'État, des banques, des entreprises au service de l'emploi et des services publics. Il faut baisser le coût du capital (dividendes, intérêts bancaires) pas celui du travail !

Créer un nouveau système garantissant une sécurité d'emploi et de formation. Plus que jamais la crise sanitaire et économique nécessite de permettre à chacune et chacun de conjuguer liberté par une mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits.

Cette proposition prend appui sur l'aspiration partagée à une formation et à une mobilité choisie, à un travail utile et qui ait du sens, à l'égalité professionnelle femmes-hommes, comme sur la nécessité d'élever le niveau de formation et de qualification. Et parce que nous ne pouvons pas faire confiance au marché pour organiser la production, cela exige de nouveaux pouvoirs des travailleurs-euses, des citoyen-ne-s et la construction de nouvelles institutions politiques.



En lien avec cette proposition, nous portons immédiatement cinq exigences dans le débat public à travers une pétition nationale :

Interdire les licenciements des grands groupes bénéficiant de fonds publics et instaurer un droit de contre-proposition des salarié-e-s et des habitant-e-s permettant de mobiliser l'argent des banques.

Objectif zéro jeune rentrant sur le marché de l'emploi au chômage ou sans formation correctement rémunérée.

Augmentation des salaires, des minima sociaux, un revenu minimum décent pour les 18-25 ans et l'application stricte de l'égalité professionnelle femmes-hommes et la fin du racisme et de toutes les discriminations.

Un plan d'embauche et de formation dans la santé et l'éducation nationale et l'annulation des fermetures de lits, d'hôpitaux, de classes et de postes. Le remplacement de Pôle emploi par la mise en place d'un service public de l'emploi et de la formation, doté d'une mission de sécurisation et de formation.

Un fonds de sécurisation de l'emploi, de la formation et pour la transition écologique, géré démocratiquement, pour agir sur

les décisions des grandes entreprises et des banques et faire contribuer le capital et les profits.

Nous appelons les communistes à se mobiliser dans chaque département pour faire émerger les besoins en matière d'emplois et en solidarité avec les salarié-e-s menacé-e-s par des plans de licenciements.

Partout en France, proposons à nos concitoyen-ne-s - salarié-e-s, habitant-e-s, élu-e-s - de créer des comités de défense des emplois, des compétences, de capacités de production pour les accompagner dans leur lutte, demander des comptes sur l'utilisation de l'argent et faire des propositions pour l'emploi et la transition écologique.

C'est en partant de ces luttes que nous pourrions appeler à la création de conférences permanentes (régionales et nationale) pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique, institutions publiques nouvelles devant lesquelles des engagements chiffrés d'emplois et de mises en formation seront pris, suivis et contrôlés démocratiquement, en lien avec les besoins de production et de services publics. Ces conférences seront dotées de fonds permettant de mobiliser l'argent des entreprises et des banques.

En lien avec les luttes locales des entreprises et services publics, nous appelons à des rassemblements partout en France les 9 et 10 octobre prochains pour faire progresser une alternative au plan de relance Macron-Castex portant ces exigences.

Paris, le 6 septembre 2020

Action pour l'emploi le 10/10 à Annecy

La Rencontre à laquelle nous appelons en vue de la journée d'action du 10 octobre 2020 (pour Annecy RV 10h30 Bonlieu côté bibliothèque) initiée, au niveau national, par le Parti Communiste Français, avec pour objectifs de développer l'action des salarié-e-s et des citoyen-ne-s pour l'emploi, pour la sécurisation de celui-ci, contre le chômage, et mettre en œuvre un projet prenant en compte la formation tout au long de la vie.

Nous présentons ce projet aux salarié-e-s aux chômeur-se-s, aux citoyen-ne-s, que nous invitons à approuver par la signature du présent texte à titre de pétition. Il s'agit d'une sortie de la politique ultralibérale, facteur quasi unique de la crise écologique et sociétale que nous subissons en corollaire de la crise économique.

Cette crise se décline sur le plan de l'emploi, des salaires et de la protection sociale mais aussi sur les plans des services publics comme l'a illustré la crise sanitaire (nos hôpitaux, nos écoles, nos universités... sont malades du manque de personnel ou de matériel), écologique (pollution récurrente ou problème de l'eau par exemple), résultat de cette politique. Le système libéral actuel est structurellement inapte à y apporter une issue positive.

Nous vérifions cette incapacité du capital dans le pays et notre département de la Haute-Savoie, avec les suppressions d'emploi dans les entreprises comme Frank et Pignard, la SNCF, les hôpitaux, etc. La précarité touche de plus en plus de personnes et en particulier la jeunesse, le chômage partiel est une atteinte sans précédent au pouvoir d'achat, les revenus diminuent pour tou-te-s, salarié-e-s comme chômeur-se-s, sans parler de l'attaque sur les retraité-e-s qui vont payer la plus grande partie de la prise en compte de la dépendance.

Cette politique est portée par toutes les forces de droite, au pouvoir ou non, droite qui s'assume comme LR ou ne dit pas son nom, tels parti macroniste ou RN.

Nous nous adressons aux formations politiques de gauche, aux syndicats tels CGT, FSU, FO, aux associations comme AT-TAC... et leur proposons de prendre toute leur place dans cette action et son développement.

Nous demandons instamment à la presse locale et départementale de relayer ce présent communiqué.

Appel adopté par la Commission contre le coût du capital réunie le 28 septembre 2020

NOS PRIORITÉS

L'EMPLOI, LE CLIMAT ET LE POUVOIR D'ACHAT !

Aujourd'hui, des dizaines de milliards d'euros sont mis à disposition des grands groupes sans aucun critère ni contrepartie. Les plans de licenciements et les délocalisations se poursuivent. **L'argent des banques, l'argent public, c'est notre argent ! Il ne doit pas servir à licencier** mais à sécuriser nos emplois et en créer de nouveaux, avec de bons salaires, dans l'industrie, le commerce, les services publics et à former massivement avec un revenu maintenu. C'est la clé pour la transition écologique et pour sortir de la crise.

ÉRADIQUER LE CHÔMAGE, c'est possible avec la sécurité d'emploi et de formation

Le PCF propose de créer un système permettant d'alterner un emploi ou une formation bien rémunérés tout au long de la vie professionnelle sans passer par le chômage. Pour y parvenir, il faut faire baisser le coût du capital (dividendes et intérêts bancaires).

5 PROPOSITIONS POUR SORTIR DE LA CRISE :

- ★ **Interdire les licenciements** des grands groupes bénéficiant de fonds publics et instaurer un droit de contre-propositions des salarié·es et des habitant·e·s grâce à un fonds dédié alimenté par un pôle public bancaire.
- ★ **Objectif Zéro jeune au chômage** ou sans formation bien rémunérée.
- ★ **Hausse du SMIC, des salaires, des pensions et des minima sociaux.** Création d'un revenu minimum décent pour les 18-25 ans et application stricte de l'égalité professionnelle femmes-hommes.
- ★ **Baisse des factures de gaz et d'électricité.** Instauration d'une TVA à 0 % sur les produits de 1^{ère} nécessité ; la gratuité des masques.
- ★ **Un plan de soutien et d'embauches pour nos services publics,** en priorité pour nos hôpitaux, nos écoles.

Signez la pétition



DONNEZ VOTRE AVIS,
participez à notre projet :
www.lafranceencommun.fr



Lois de finances et de financement de la Sécurité sociale

Le jeudi 15 octobre 2020 :

**Mobilisons-nous pour des budgets
à la hauteur des besoins !**

COMMUNIQUÉ — MONTREUIL > 1^{er} OCTOBRE 2020

À l'image du plan dit de relance, les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale confirment la mise en œuvre d'une politique au service du capital dont les exigences de valorisation et de profitabilité demeurent intactes si ce n'est plus vorace encore.

Les entreprises seraient ainsi exonérées d'impôts de production à hauteur de 10 milliards d'euros par an et ce sans aucune condition ! Cette mesure confirme la volonté gouvernementale de poursuivre et amplifier les multiples suppressions, exonérations et allègements des impôts et des cotisations sociales engagées depuis trop longtemps.

Elles ont pour objectif d'**assécher toujours plus les moyens de financement des services publics et des politiques publiques** mises en œuvre par les personnels de la Fonction publique, du médico-social et des organismes constitutifs de nos systèmes de sécurité et de protection sociales.

En s'attaquant à la cotisation sociale tout en augmentant sans cesse la contribution sociale généralisée, les pouvoirs publics organisent en fait une baisse drastique des salaires et des pensions y compris dans l'objectif d'étatiser toujours plus la protection sociale.

Dans le même temps, **c'est la plus grande privatisation possible des services publics et des politiques publiques qui est recherchée** toujours dans l'objectif de livrer au capital la fonction publique et la Sécurité sociale pour lui permettre de faire toujours plus de profits !

C'est aussi pourquoi les pouvoirs publics poursuivent et accentuent les plans de suppressions d'emplois dans d'innombrables secteurs professionnels, précarisent l'emploi en cassant le Code du travail, les conventions collectives, le Statut général des fonctionnaires. Ils ferment et regroupent les services implantés sur le territoire national en éloignant toujours plus les usagers et les administrés.

Nos organisations constatent que des centaines de milliards d'euros ont été mobilisées par les pouvoirs publics dans la dernière période. **De l'argent et des richesses, il y en a !**

C'est pourquoi nos organisations proposent de construire des lois de finances, de financement de la Sécurité sociale et des budgets à la hauteur des besoins du monde de demain.

C'est pourquoi nos organisations appellent les personnels des secteurs professionnels de la Fonction publique, du médico-social, des organismes



**Les pouvoirs
publics
organisent en
fait une baisse
drastique des
salaires et
des pensions**

de la sécurité et de la protection sociales à se mobiliser et à participer le jeudi 15 octobre prochain aux actions initiées par la CGT pour :

» La sortie des politiques d'austérité et l'octroi dans les lois de finances et de financement de la sécurité sociale des moyens budgétaires dont les services publics et la protection sociale ont besoin ;

» La réhabilitation et la montée en puissance d'un impôt juste et redistributeur de la cotisation sociale dans les dispositifs de financement ;

» La reconquête de services publics et de la Sécurité sociale de pleine compétence et de proximité implantés sur l'ensemble du territoire y compris en Outre-mer ;

» Les créations d'emplois massives pour répondre aux besoins, des embauches en contrat à durée indéterminée, la titularisation des précaires ;

» L'augmentation immédiate, significative et généralisée des salaires, du point de l'indice, des retraites et des pensions ;

» L'égalité salariale et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

» La réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaire ;

» L'abandon définitif des réformes des régimes de retraite, de l'assurance chômage, et l'abrogation de la loi portant transformation de la Fonction publique ;

» L'abandon de la création de la cinquième branche sur la dépendance et l'intégration complète de la perte d'autonomie dans l'Assurance maladie de la Sécurité sociale.

Le jeudi 15 octobre,
toutes et tous,
actifs et retraités,
Mobilisons-nous
pour imposer
d'autres choix !

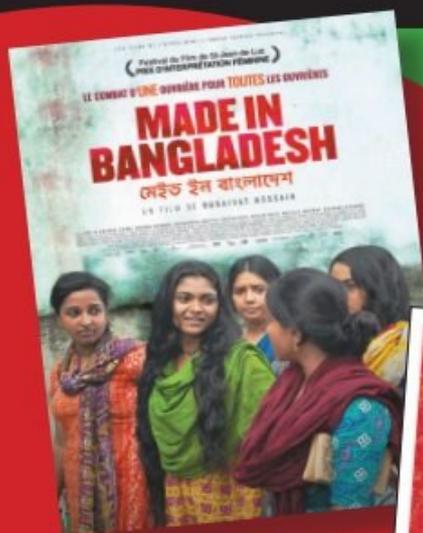


LA NUIT DE LA COLÈRE

FESTIVAL DU FILM SOCIAL

La Turbine à Cran-Gevrier

VENDREDI
30
OCTOBRE
2020



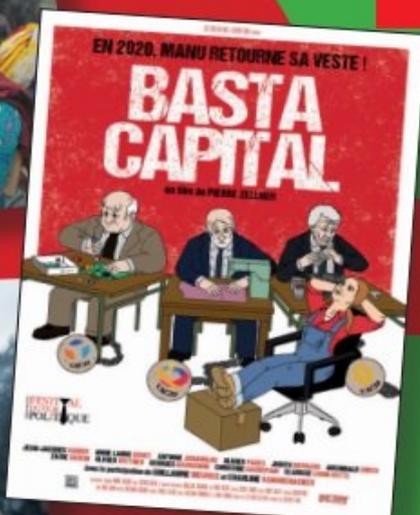
8h00
ACCUEIL

Port du masque
OBLIGATOIRE

9h00

MADE IN BANGLADESH
de Rubaiyat Hossain

suivi d'un débat



12h00 Repas

14h30

BASTA CAPITAL
de Pierre Zellner

suivi d'un débat
avec Philippe Martinez
Secrétaire Général de la CGT



18h30

**UN PAYS
QUI SE TIENT SAGE**
de David Dufresne

20h30 Apéritif - buffet

Renseignements et réservations **LCE 74**

- 3 films + repas + buffet 40 €
- 3 films + repas 32 €
- 3 films + buffet 29 €
- Matinée + repas 22 €
- Buffet 14 €
- Place à l'unité 5 €

Organisateurs: **la cgt** Union Locale Ancey et environs

Partenaires: **Mutuelle de France Unie**
Avant tout, solidaire!

LCE 74
Liaison des Comités d'Entreprises de Haute-Savoie

Union des **Mutuelles**
de France Mont-Blanc
RESEAU SANTE MUTUALISTE



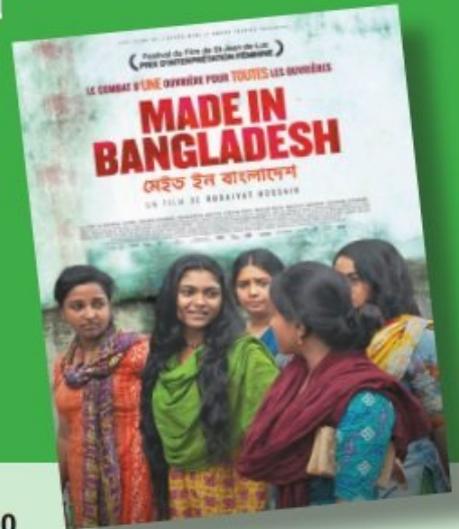
La Turbine à Cran-Gevrier

FESTIVAL

DUFILM

SOCIAL

les films :



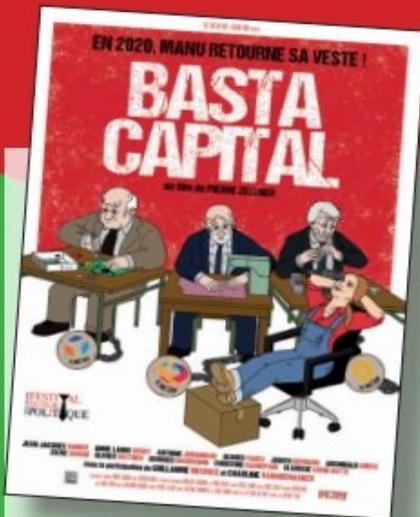
9 H 00

MADE IN BANGLADESH

de Rubaiyat Hossain

Avec Rikita Shimu, Novera Rahman, Parvin Paru

Shimu, 23 ans, travaille dans une usine textile à Dacca, au Bangladesh. Face à des conditions de travail de plus en plus dures, elle décide avec ses collègues de monter un syndicat, malgré les menaces de la direction et le désaccord de son mari. Ensemble, elles iront jusqu'au bout.



14 H 30

BASTA CAPITAL

de Pierre Zellner

Avec
Jean-Jacques Vanier,
Anne-Laure Gruet,
Antoine Jouanolou

En 2020, dans un
contexte social plus
tendu que jamais,

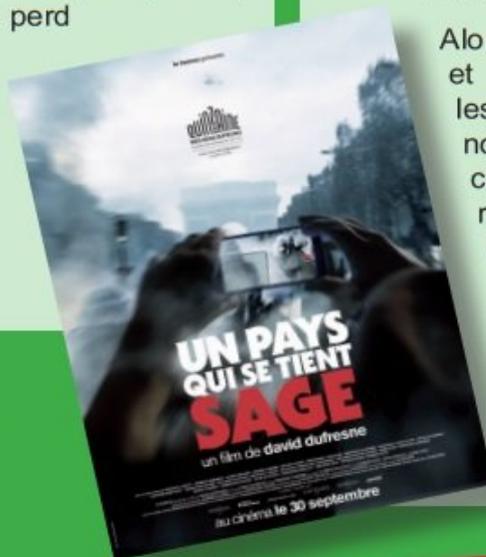
une communauté d'activistes perd l'un des leurs lors d'une manifestation, sous les coups des forces de l'ordre. Suite à ce drame, ils vont enlever des patrons du CAC 40 pour forcer Emmanuel Macron à appliquer une réelle politique anti-capitaliste.

18 H 30

UN PAYS QUI SE TIENT SAGE

Documentaire de David Dufresne

Alors que s'accroissent la colère et le mécontentement devant les injustices sociales, de nombreuses manifestations citoyennes sont l'objet d'une répression de plus en plus violente. «Un pays qui se tient sage» invite des citoyens à approfondir, interroger et confronter leurs points de vue sur l'ordre social et la légitimité de l'usage de la violence par l'Etat.



**Port du masque
OBLIGATOIRE**

Renseignements et réservations LCE 74

12 rue de la République - Annecy - Tél. 04 50 51 59 86
contacts@lce74.com - www.lce74.com

du Lundi au Vendredi de 9 h 00 à 17 h 00

Vendredi 30 Octobre 2020

Sénatoriales : Le PCF progresse en sièges, en voix et en pourcentage

<https://www.pcf.fr/sénatoriales-le-pcf-progresse-en-sièges-en-voix-et-en-pourcentage>

Ce dimanche 27 septembre, la moitié des sièges du Sénat étaient renouvelés. Il s'agissait de renouveler les sénatrices et sénateurs élu·e·s en 2014. Cette élection au suffrage indirect a été le reflet des dernières élections municipales et de l'engagement de nos candidats et candidates. Il y a de véritables campagnes électorales avec de réelles dynamiques de rassemblement où les candidates et candidats présent·e·s par le PCF ont su en général mobiliser les grands électeurs communistes et au-delà.

À la suite de son échec aux municipales, avec l'éradication de ses candidats dès le 1er tour des législatives partielles, LREM connaît une nouvelle défaite avec la perte de trois sénateurs sur les dix sortants qui étaient en lice. Ce résultat est une confirmation du rejet général de la politique du gouvernement.

La droite hors LREM progresse globalement de huit sièges, confirmant son ancrage municipal dans la ruralité et les villes petites et moyennes. Le RN ne retrouve qu'un siège, alors qu'en 2014 il avait réussi à envoyer deux sénateurs au Palais du Luxembourg.

Le groupe des radicaux paye son rapprochement avec la LREM avec la perte de neuf sièges sur les quatorze qui étaient renouvelables.

À gauche, alors que le PS accuse une perte de cinq sièges sur les trente-cinq qu'il remettait en jeu, EELV gagne six sièges, dont la moitié sur des listes de rassemblement de toute la gauche. EELV profite des dynamiques de rassemblement entre la gauche et les écologistes qui ont permis l'élection de maires écologistes à Marseille, Lyon et Strasbourg.



Les communistes ont enregistré eux aussi un succès électoral issu des municipales. Nous confirmons nos deux sièges sortants dans les Côtes-d'Armor et la Seine-Maritime, avec l'élection de Gérard Lahellec et la réélection de Céline Brulin. Nous gagnons deux sièges, l'un en Dordogne avec Marie-Claude Varailles face à un candidat de LREM et l'autre dans les Bouches-du-Rhône avec Jérémie Bacchi qui conduisait une liste de rassemblement de toute la gauche et des écologistes, qui a mis fin aux ambitions sénatoriales hégémoniques de LR. Nous avons fait la preuve de notre capacité à gagner et à faire gagner les autres forces de gauche. En Dordogne, c'est la première fois depuis 1946 et l'élection de la militante communiste Jeanne Vigier (1) qu'une femme devient sénatrice. Ce renforcement de la présence des communistes au Palais du Luxembourg est une bonne nouvelle pour les salariés et pour toutes les luttes et combats émancipateurs. Il s'agit pour nous, non plus d'un maintien de nos résultats électoraux mais d'une progression remarquable.

Dans les 21 départements à scrutin majoritaire où le PCF était présent en 2020 et 2014, il progresse en voix et pourcentage dans 14 d'entre eux, gagnant, par rapport à 2014, 868 voix et 4,7 %/exprimés sur un total de 2 271 voix et 12,54 %/exprimés en 2020. Sur les dix départements à la proportionnelle où une ou un communiste conduisait une liste de rassemblement, le PCF progresse dans six d'entre eux, gagnant 1 001 voix et 4,33 %/exprimés par rapport à 2014 sur un total de 2 249 voix et 9,9 % en 2020.

Ces bons résultats, porteurs d'espoir et d'avenir, sont les fruits des résultats contrastés des municipales, avec des défaites et des victoires, mais où dans une majorité de départements nous avons gagné des mairies et des élus. C'est aussi la reconnaissance de l'activité parlementaire et de terrain de très grande qualité des sénatrices et sénateurs communistes, et de la capacité des communistes à être initiateurs d'un large rassemblement à partir des expériences des municipales et à mener de véritables campagnes électorales où l'investissement militant a pu donner toute sa mesure.

Pierre Lacaze CEN, Yann Le Pollotec CN, secteur élections
1. <https://maitron.fr/spip.php?article88458>

Vous avez dit République ?

<https://patrick-le-hyarc.fr/vous-avez-dit-republique>
le 22 septembre 2020



La Liberté guidant le peuple, huile sur toile d'Eugène Delacroix inspirée de la révolution de 1830

Il semblerait désormais, selon le ministre de l'éducation nationale, qu'il faille aller chercher la République entre le nombril et le décolleté des jeunes filles... Le mot « République » est devenu dans la bouche du pouvoir un « mot gourdin », que l'on assène sur la tête des classes populaires au fur à mesure que l'on assèche ses principes. Un mot pour filer droit et mettre au pas, un mot pour surveiller et punir, un mot pour maquiller les propos xénophobes, un mot pour cacher la destruction méthodique de tous les fondements de la République démocratique et sociale érigée il y a 228 ans et fortifiée par le mouvement socialiste et communiste, un mot pour protéger le pouvoir.

Quelle farce de hurler « République ! » quand l'éducation nationale est laissée à la merci de la concurrence d'offices privées et affaiblie dans ses missions, quand le Parlement est bâillonné, quand les services publics sont privatisés, quand le pouvoir dit « républicain » pactise avec la finance, devant toutes les aspirations du capital, contre les retraites, les droits sociaux, la sécurité sociale.

Quelle blague de prétendre défendre l'unité républicaine quand les territoires sont laissés à l'abandon au profit de métropoles portées vers les rivages du capital mondialisé, quand la sécession des plus riches est entretenue, quand un sabir « globish » est imposé partout par les pouvoirs économiques et politiques, quand des élites corrompues adossent la France et l'Europe à l'empire états-unien.

Certes, le concept de République embrasse large. Raison de plus pour définir le sens que l'on veut lui donner. Il n'y a pas besoin d'aller chercher bien loin... L'histoire de notre pays et les principes constitutionnels arrachés contre la réaction ne demandent qu'à être défendus, travaillés et approfondis.

L'émancipation individuelle et collective ne sera le fruit que d'une République garante des libertés, démocratique, sociale et laïque. Tisser à nouveau ce fil, en rehaussant le débat et non en le maintenant au niveau du nombril, voilà l'urgence.

Patrick Le Hyarc

Liberté, égalité, justice

<https://www.pcf.fr/libertegalitejustice>

Les communistes des Hauts-de-Seine lancent une campagne sur plusieurs mois contre l'offensive réactionnaire, les violences policières, le racisme et pour une nouvelle République.



De lourdes menaces pèsent sur les principes républicains à l'image de la présentation par Emmanuel Macron du projet de loi contre « les séparatismes ». De lutte contre le fanatisme religieux, il n'en est rien. Il s'agit une fois encore de faire peser le soupçon et la suspicion sur l'ensemble de nos concitoyens de confession musulmane avec ce triptyque insupportable : islam/immigration/terrorisme.

Ce discours s'inscrit dans une période où les attaques sexistes et racistes contre des femmes qui portent le voile font l'actualité presque toutes les semaines. À Calais, le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin interdit de distribuer des repas aux migrant-e-s. Sur les chaînes d'information en continu, les chroniqueurs d'extrême droite pullulent, à l'instar de Zemmour de nouveau condamné ce mois-ci pour provocation à la haine raciale. Une parole raciste complètement décomplexée, comme l'a illustré la scandaleuse publication dans Valeurs actuelles visant la députée Insoumise Danielle Obono.

Dans ce contexte, plutôt que de dénoncer et condamner ce nouvel ordre réactionnaire, Emmanuel Macron préfère invoquer un « patriotisme républicain » qui ne vise en fait qu'à trier les citoyens entre « bons » et « mauvais » Français, à diviser, opposer et fracturer, tournant le dos à une approche émancipatrice de la République, à un nouvel universalisme, à de nouveaux droits.

C'est pourquoi il nous a semblé indispensable de travailler la riposte politique et idéologique sur ces questions en lançant une campagne autour de trois thèmes : liberté, égalité, justice.

Les mouvements sociaux qui marquent l'actualité ces dernières années portent ces exigences. Celle d'une nouvelle souveraineté populaire portée par les gilets jaunes, celle d'une égalité réelle portée par les mouvements féministes et antiracistes, celle de la justice sociale par les mobilisations syndicales ou climatique par les mouvements écologistes. Plus largement, la question de la liberté de manifester, notamment, est également au cœur de toutes ces mobilisations.

Pour nous, l'heure est venue de contribuer à construire du commun. De travailler à raccorder toutes ces luttes, à unir nos forces, nos intelligences et nos volontés, à gagner ensemble l'hégémonie idéologique. Nous voulons faire de ce site (www.liberte-egalite-justice.fr), de cette campagne pour la liberté, l'égalité et la justice un lieu de convergence, de rassemblement, de politisation des luttes. Un espace, des outils et des initiatives à disposition de toutes celles et tous ceux qui ne résignent pas et veulent gagner un nouveau monde, ici et maintenant.

Dans un premier temps, nous voulons porter le fer avec une pétition en ligne et une affiche, sur trois axes majeurs qui caractérisent le climat raciste aujourd'hui.

D'abord celui des violences policières. Les centaines de milliers de Français-e-s qui se lèvent pour dire stop au racisme et aux violences policières depuis le 2 juin portent un combat qui concerne aujourd'hui toute la société.

Nous exigeons une véritable réforme de la police et de réelles sanctions contre les exactions racistes.

Contre la criminalisation des sans-papiers et des réfugiés orchestrée par Darmanin, nous exigeons des conditions d'accueil dignes et la régularisation automatique de celles et ceux qui travaillent en France.

Enfin, nous exigeons la liberté d'expression et le droit de réponse systématique pour les forces antiracistes, féministes, républicaines. De nombreux médias audiovisuels (Cnews...) ou papier (Valeurs actuelles...) se compromettent régulièrement dans des campagnes d'opinion racistes : la loi ne doit pas leur laisser le monopole de la parole et doit organiser la pluralité.

Un meeting avec des actrices et acteurs de lutte antiraciste viendra ponctuer cette première étape de campagne début décembre, puis nous démarrons une seconde phase.

Pierric Annot, secrétaire départemental, membre du CN.

Le MRAP national fait sien le communiqué de presse du Comité local de Paris 19-20ème

Le MRAP est profondément indigné par le saccage et les inscriptions antisémites, accompagnées d'emblèmes pro-nazis, dont a été l'objet un restaurant casher de la rue Manin (Paris 19e) dans la nuit du jeudi 1er octobre au vendredi 2 octobre. Il condamne fermement toutes les formes de racisme et d'apologie du nazisme.

Il assure le commerçant de son entier soutien et confie dès à présent à son service juridique le soin d'étudier les suites judiciaires à donner à cette affaire, en contact avec la victime elle-même. Ces faits répugnants, qui interviennent alors que se tient actuellement le procès des attentats de janvier 2015, doivent nous interpellier sur la poussée de l'antisémitisme en France, conséquence d'une libération générale de l'expression de la haine, ouvrant la voie aux passages à l'acte raciste.

Paris le 7 octobre 2020.

Retrouvez ce communiqué de presse [sur le site du MRAP](#)

Appel à un cessez-le-feu immédiat dans la guerre qui oppose l'Azerbaïdjan à l'Arménie

Les forces armées azéries ont déclenché fin septembre une offensive militaire contre la province du Haut-Karabagh, actuellement connue sous le nom de République d'Artsakh, région peuplée d'Arméniens et rattachée à l'Azerbaïdjan par Staline, région de facto indépendante depuis 1991, mais non reconnue officiellement par la communauté internationale.

Rappelons qu'un cessez-le-feu a été obtenu en mai 1994 après le blocus imposé par l'Azerbaïdjan dès 1990 et la guerre qui s'en est suivie et qui a fait de nombreuses victimes. En avril 2016, les forces azéries ont de nouveau tenté une offensive arrêtée au bout de quatre jours grâce à l'intervention de la Russie, des États-Unis et de la Turquie.

L'offensive qui se joue actuellement est d'une ampleur inédite depuis la guerre de 1991-1994 et dépasse largement les frontières de la république d'Artsakh. Des combats se déroulent aux frontières de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. De nombreuses villes subissent des bombardements causant la mort de nombreux civils et la destruction de logements et d'infrastructures. Des forces aériennes (drones, aviation, tirs de missiles) et terrestres (infanterie et usage de chars) ainsi que la présence avérée de 850 mercenaires syriens au combat du côté azéri donnent une dimension particulièrement tragique et inquiétante à cette guerre qui semble se dérouler une fois de plus dans l'indifférence de la communauté internationale sur fond d'épidémie Covid-19 et de crise économique mondiale. La Turquie, membre de l'OTAN, est pour sa part soupçonnée de soutenir militairement l'offensive azérie.

Chaque heure qui passe, ce sont des vies, en particulier celles de civils innocents, qui tombent sous les bombes, les balles et les tirs d'artillerie.

Notre mouvement pacifiste interpelle et encourage vivement les autorités françaises à agir au plus vite pour faire prévaloir une solution diplomatique et mettre fin à cette guerre qui déstabilise la région. Il y a urgence pour la Paix!

A Paris, le 5/10/2020 Le Mouvement de la Paix

Crop-top : imaginerait-on un sondage sur ce qu'est une «tenue correcte» pour les garçons ?

https://www.liberation.fr/amphml/france/2020/09/29/crop-top-imaginerait-on-un-sondage-sur-ce-qu'est-une-tenue-correcte-pour-les-garcons_1800848

Par Virginie Ballet — 29 septembre 2020 à 18:47

Alors que collégiennes et lycéennes se mobilisent depuis plus de deux semaines contre les règlements sexistes de leurs bahuts en matière de tenues vestimentaires, l'Ifop a jugé bon de demander «aux Français» via un «sondage» ce qui devrait être autorisé ou non aux élèves de sexe féminin, signe du contrôle social perpétuel qui pèse sur le corps des femmes.

Il y a eu Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation, et son hallucinante exhortation à «venir à l'école habillé de manière républicaine». Puis le président de la République, Emmanuel Macron, et son invitation à se fier au «bon sens», qui vaudrait «mieux qu'un long règlement en la matière». Vinrent ensuite le ban et l'arrière-ban de la classe politique française, semble-t-il ravis de dissenter sur la mobilisation des lycéennes françaises contre des normes vestimentaires jugées sexistes dans leurs établissements. Et voici maintenant le soi-disant «point de vue de l'ensemble des Français», sur ce que devrait être une «tenue correcte pour une fille au lycée», à travers un sondage de l'institut Ifop, publié par l'hebdomadaire *Marianne*.

Observant que les politiques, comme les personnels éducatifs, semblent divisés sur le sujet, l'Ifop a semble-t-il jugé bon de consulter «2 027 personnes» «représentatives de la population», via un «questionnaire auto-administré», pour enfin parvenir à déterminer ce que devraient porter ces pauvres créatures sexuées, viles tentatrices et décébrées, n'attendant sans doute que leur bénédiction pour déterminer la longueur de la jupe à dégainer de leur penderie, ou la portion de nombril qu'elles peuvent dévoiler sans risquer de «déconcentrer» Alain Finkielkraut. Et là, mieux vaut se cramponner à son poum-poum short : l'institut a passé en revue ce qui devrait être «autorisé» ou «interdit» aux jeunes filles. Aller au lycée vêtue d'un «haut sans soutien-gorge à travers lequel la pointe des tétons est visible» ? Vous n'y pensez pas ! 66% des Français ne souhaiteraient pas «accorder cette liberté vestimentaire aux jeunes filles en milieu scolaire», réponse évidemment déclinée par genre et par tranche d'âge, pour accroître l'impression de sérieux.

De même, plus de la moitié de notre jury populaire (55%) serait favorable à interdire les crop-tops au lycée, à peu près la même proportion (56%) serait aussi favorables à interdire les shorts courts aux jeunes femmes. Cinquante-quatre ans après son invention par l'Anglaise Mary Quant, voilà la minijupe elle aussi de nouveau soumise à la vindicte populaire : 49% des interrogés seraient favorables à son bannissement pur et simple dans les bahuts, relançant un débat qui pue la naphthaline. Tiens, et que pensent les «seniors», les «sympathisants LR» et les «musulmans» des tenues féminines décentes ou non ? Ça en dirait long sur leur degré de «conservatisme», non ? On ne vous fera pas ici l'affront de reproduire les réponses, quand c'est le principe même de ces questions qui pose problème, signe des mécanismes patriarcaux en vertu desquels le corps féminin, par essence sexualisé, peut et doit faire l'objet d'un contrôle social. Ainsi, l'Ifop se fend d'analyses comparatives entre la minijupe, le short, ou le jean troué, qui selon la quantité de «chair» dévoilée (notons au passage la réification perpétuelle des corps féminins), seraient plus ou moins source de «réticence». Ah, et bien sûr, le degré d'acceptation dépendrait du degré de féminité supposé associé au vêtement, histoire d'être sûrs d'enfoncer le clou dans le diktat.

Mais pourquoi n'a-t-on pas tout simplement pensé à demander «aux Français» s'ils considèrent qu'il est de leur ressort ou non de déterminer ce que peuvent porter les (jeunes) femmes ? Pourquoi les avoir consultés sur ce sujet, en premier lieu ? A défaut de leur fichier la paix, et de lâcher une bonne fois pour toutes les crop-tops et autres décolletés des

femmes, demandons-nous pourquoi tout un chacun pourrait perpétuellement pérorer sur leur droit à s'habiller librement, si elles peuvent voiler ou dévoiler des cheveux, des nombrils, des épaules, des genoux, que sais-je encore ? A-t-on pensé à demander «aux Français» ce qu'ils pensent d'entrapercevoir des cuisses de mecs dans la rue, s'ils se sentent «déconcentrés» par des chemisettes trop courtes ou des costards trop moulants ? Bien sûr que non. Car ces corps-là, même dévoilés, ne sont évidemment pas «susceptibles d'être une source de danger physique ou scolaire», pour citer l'Ifop. A même pas 15 ans, nombre des ados engagées dans le mouvement du #14Septembre ont pourtant déjà décelé que ce qu'il faut revoir, ce n'est pas la tenue, mais le regard qu'on pose dessus. Et si l'Ifop écoutait la leçon ?



A lire aussi [La tribune, «Quand les femmes ne seront plus définies par leur corps»](#)

Julia Castanier @Julia-Castanier 21 sept. Ma tenue du jour est elle assez républicaine Monsieur le ministre @jm-blanquer ? Respect du code couleur , mais la longueur de ma jupe est elle conforme à la Constitution ? Que dit le Conseil d'État ? #tenue-Republicaine

Lettre d'excuses de Claire Donzel

Monsieur le Président de l'Association des Glières
Annecy, le 14 septembre 2020
Monsieur le Président,

Mon adhésion à l'Association des Glières a été acceptée en 2012, alors que j'étais élue au Conseil Régional, et je suis membre de l'association depuis cette date.

Étant engagée en politique, j'ai été sollicitée pour représenter le Parti socialiste sur la liste constituée par Madame TREMBLAY (EELV) pour les prochaines élections sénatoriales.

J'ai accepté de le faire par loyauté envers une idée de rassemblement. La liste a été constituée en toute dernière minute et j'ai découvert lors de sa présentation à la presse jeudi 10 septembre la présence sur la liste de Monsieur BARBIER, représentant le Mouvement Régional Savoie, qui m'avait été annoncé comme maire-adjoint de Viry.

Ce n'est que lorsqu'il a fait état de son statut d'historien que j'ai fait le lien avec ses positions historiques et les ouvrages controversés dont il est l'auteur.

La liste ayant été déposée en préfecture, il était trop tard pour revenir sur ce compagnonnage déshonorant.

J'ai alerté au cours du Week End l'équipe de campagne de madame TREMBLAY à laquelle j'ai déclaré souhaiter ne pas figurer à la tribune en compagnie de ce personnage lors de la campagne électorale.

Cela dit, je tiens à vous présenter, ainsi qu'aux membres du bureau de l'association et à ses adhérents, mes excuses pour cette erreur de parcours.

Vous aurez compris que ma confiance a été abusée, vous assure de la sincérité de mon engagement envers le souvenir de la Résistance et des combattants des Glières et vous prie donc de me garder votre confiance.

Je suis bien évidemment disposée à me présenter devant vous ou le bureau de l'association pour m'y expliquer et présenter de vive voix ces excuses.

Avec mes remerciements, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Claire DONZEL

La Résistance aux Glières : développer son histoire ou la dénigrer ?

<https://blogs.mediapart.fr/heimbergch/blog/160314/la-resistance-aux-glieres-developper-son-histoire-ou-la-denigrer> 16 mars 2014 Par [heimbergch](#)

Blog : [Chroniques pour mémoires](#)

LE MAQUIS DES GLIÈRES DE JANVIER À MARS 1944

3 mars 1944

Le maquis des Glières se renforce

Aujourd'hui, 45 hommes dirigés par Marius Cochet rejoignent le maquis des Glières. Ils sont Francs-Tireurs et Parisiens et rallient un maquis de l'Armée Secrète. Dès leur arrivée, Tom Morel, fédérateur, leur tient ce discours : « Ici c'est l'armée Française qui se reconstitue. Nous n'avons qu'un seul but : la Libération de la patrie. Pas de politique. Nous avons une discipline militaire. Si vous acceptez, vous êtes des nôtres. » Ils acceptent et défendront le plateau jusqu'à l'ordre de décrochage...



31/01	13/02	20/02	03/03	09/03	17/03	26/03
Tom Morel constitue le maquis des Glières	Premier parachutage d'armes par la Royal Air Force	« Vivre libre ou mourir »	Les maquisards contrôlent tous les accès au Plateau des Glières	Tom Morel et Georges Decour sont tués à Entramont	Maurice Anjot prend la tête du Bataillon des Glières	Attaque allemande

Depuis des mois, Claude Barbier multiplie les conférences et les déclarations fracassantes pour annoncer qu'il va enfin faire connaître la vérité sur le « mythe » des Glières, ce plateau haut-savoyard qui n'aurait connu aucune « bataille » en 1944. Aujourd'hui, soixante-dix ans après les faits, un livre tiré de sa thèse est sorti de presse. Il apporte bien des informations utiles et des analyses, parfois discutables ; mais cela n'a rien à voir, décidément, avec le chambardement qui devait surgir.

Beaucoup de dégâts dans l'espace public

Les propos de Claude Barbier dans la presse ont annoncé de fracassantes révélations. Un « mythe » allait véritablement s'écrouler. On allait enfin apprendre la vérité vraie sur les faits survenus sur le plateau des Glières. Par exemple que les hommes qui s'y trouvaient entre février et mars 1944 n'y étaient d'abord montés que pour se cacher (sic), comme il l'a affirmé en septembre 2012 dans le quotidien suisse *Le Temps* : « On a dit que c'était pour recevoir des parachutages d'armes par les Alliés que le maquis s'est formé, c'est faux, la raison première pour laquelle on a rejoint Glières, c'est pour échapper au STO et se cacher. » [1]

Ainsi, depuis novembre 2011 et la soutenance de sa thèse, Claude Barbier s'est fait l'auteur de déclarations à l'emporte-pièce de part et d'autre de la frontière franco-suisse. Citons par exemple le cas de *La voix des Allobroges* du 2 janvier 2012 [2], dans laquelle un rédacteur annonce que « le combat sans merci des Glières est une pure invention, qui a été bien utile pour alimenter le mythe de la résistance française en fabriquant une mémoire qui n'a que peu à voir avec l'histoire. Ce que lâche notre invité du jour, Claude Barbier, relève ainsi de la bombe mémorielle. Une déflagration qui remettrait l'histoire à sa place ». Un peu plus loin, c'est Barbier lui-même qui s'en explique en ces termes : ayant été « contredit sur des choses pour lesquelles j'étais plus compétent que les gens qui me critiquaient, j'ai voulu sortir de là par le haut, d'où l'idée de faire une thèse, en cherchant à avoir le meilleur directeur qui soit. Le plus loin possible de la Haute-Savoie. » Il précise encore, par une drôle de formule, avoir trouvé ce directeur de thèse, en l'occurrence « un prof de Normal Sup qui fait partie de la belle aristocratie intellectuelle française » [3].

Aujourd'hui, avec la sortie du livre *Le maquis de Glières. Mythe et réalité* [4], qui a obtenu un label du Ministère de la Défense, Claude Barbier est plus présent que jamais dans l'espace public et médiatique en revendiquant une méthode historique et de l'objectivité : « J'établis les faits », s'exclame-t-il ; tout en admettant aussi qu'un « certain discours mémoriel des événements des Glières ne peut être qu'affecté » ; mais il ne pense pas remettre « en cause le caractère valeureux » des maquisards. Ainsi, comme le précise l'auteur de cet article de *L'Essor savoyard* du 20 février 2014, « [Claude Barbier étaye

son travail] par des archives (françaises bien sûr, mais aussi britanniques, américaines, suisses et allemandes) et des recherches dont il vante la minutie et la rigueur. S'il ne veut pas tomber dans le jeu de la polémique, [il] se défend. Et plaide pour une démarche visant à s'éloigner de « la trame légendaire » de Glières et à favoriser la stricte objectivité au détriment « d'une lecture plus encline à privilégier la mémoire que l'histoire. » En bref, résume-t-il, il s'est borné à décortiquer des faits, en les dépouillant du mythe qui les entoure. » [5]

Claude Barbier a déclaré en son temps vouloir « sortir de là par le haut ». Pourtant, pris dans le vertige d'un soixante-dixième anniversaire des événements, il est tombé plus bas qu'il l'annonçait en publiant un autre livre quelques semaines avant celui sur les Glières. Nous avons déjà consacré un billet à cet ouvrage relativiste et peu éclairant consacré au village d'Habère-Lullin. Il y attribue la même qualification de « crime de guerre » à deux événements dramatiques, mais foncièrement différents : un massacre nazi contre des civils pour semer la terreur un soir d'après-Noël et une exécution de policiers ou militaires allemands et nazis dans le contexte incertain des journées de la Libération de la région. En outre, dans cet ouvrage sur Habère-Lullin, l'auteur multiplie accusations et mauvais procès à l'encontre de la Résistance [6].

Voilà pour un arrière-fond dont il est difficile de ne pas tenir compte, les actes publics et éditoriaux de l'auteur étant tous explicitement accomplis en mettant en exergue son titre académique récemment obtenu.

Prudence et minimisation dans l'ouvrage

Examinons maintenant ce livre sur les Glières. Il contient de nombreuses informations et reconstructions, appuyées comme il se doit par de non moins nombreuses références. C'est un travail de recherche. Mais il apparaît très vite qu'aussi bien son ton que ses contenus se situent en retrait des déclarations publiques antérieures de son auteur. Par ailleurs, en termes de mise à jour factuelle de certaines exagérations narratives, le lecteur averti n'y découvrira pas vraiment grand-chose qui n'ait pas été déjà établi par d'autres chercheurs que l'auteur ne prend pas tous en compte [7].

Une lecture plus attentive est alors nécessaire pour aboutir à un autre constat : un recours aux archives, mais aussi parfois à des témoignages, permet à ce livre de fournir une série d'informations sur l'histoire de l'organisation et de la vie quotidienne des hommes du maquis sur le Plateau et de restituer effectivement de nombreuses données factuelles. Toutefois, leur présentation paraît parfois biaisée ou discutable. C'est le cas par exemple à propos des motivations des maquisards montés sur le Plateau (pp. 140-147), l'auteur affirmant sans vraiment convaincre qu'une fonction de refuge aurait d'abord prévalu. Il minimise également l'engagement et la prise de risque des résistants dans les semaines précédant le 26 mars 1944 en invoquant le manque d'équipement et de motivation de leurs adversaires (pp. 360-361) ; il parle de « répressions », au pluriel, intégrant potentiellement les faits de l'épuration pour induire des propos relativistes n'ayant aucune pertinence. Ainsi évoque-t-il (pp. 302-310) la répression des « réprimants » avant même d'avoir établi un bilan des victimes du maquis des Glières. Il reste cependant relativement prudent. Ainsi, sur les raisons qui ont poussé les maquisards à rejoindre le Plateau, il se montre quand même moins catégorique que dans la presse suisse, mentionnant à la fois le fait de se cacher et celui de recevoir des armes (p. 363). Cela dit, dès qu'il le peut, il s'efforce de réduire la valeur de l'action des maquisards : « Cette affaire de Glières ne prépara pas – ô combien non ! – la libération du département » (p. 316) ; elle n'a pas fait comprendre aux alliés qu'il fallait armer la Résistance (p. 332) ; etc. Il y a donc bien une dimension de parti-pris dans cet ouvrage au-delà de tout ce dont il nous informe.

Mythe et réalité : une question peu traitée

Ce qu'il nous faut souligner, par ailleurs, c'est que cette étude ne tient pas les promesses de son sous-titre, les notions de « mythe » et de « réalité » ne pouvant se traiter au seul prisme

de données factuelles, sans une réflexion sérieuse sur la dynamique et les fonctions dudit mythe, sans en établir une description critique à partir de sources orales qui donnent accès à ceux qui l'ont produit ; et en passant trop rapidement sur une évolution des mémoires qui ne saurait par ailleurs se résumer à cette « *gangue mémorielle* » (sic) dont il est question dans l'introduction, l'auteur prétendant en avoir dépouillé « *ce drame [...] en privilégiant toujours la rigueur des faits* » (p. 19).

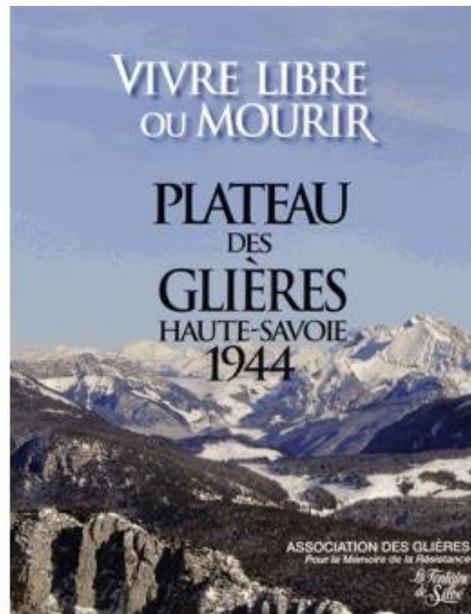
L'ouvrage évoque en tout cas de manière bien rapide la construction immédiate et dans la durée des souvenirs et des mémoires, seules quelques pages portant sur les dernières décennies. « Les faits, seulement les faits », et loin de la « *gangue mémorielle* », nous dit en substance Claude Barbier, ce dernier terme étant particulièrement malvenu et révélateur de l'état d'esprit de son auteur. Mais alors, comment est-il possible d'examiner sérieusement les notions de « *mythe et réalité* » si ces récits d'épopée de l'histoire-mémoire ne sont pas finement restitués, sans les stigmatiser a priori, en les situant dans la pleine complexité de leurs fonctions symboliques et de reconnaissance ? Comment déconstruire un prétendu mythe sans le donner sérieusement à voir dans toutes ses composantes et dans toute sa complexité ? Et comment le mettre à distance, l'interroger avec rigueur, en considérant en même temps l'impérieuse nécessité pour les acteurs qui sont censés s'y référer de préserver le souvenir de ce qui a été accompli et celui de leurs camarades disparus, en particulier dans le contexte inquiet de la disparition annoncée des témoins ?

En outre, suffit-il vraiment en histoire d'en appeler à la « *rigueur des faits* » ? Ce n'est pas si simple et ce n'est pas suffisant. Lucien Febvre avait rejeté en son temps l'idée qu'il ne puisse y avoir d'histoire que basée sur des documents ou des événements. Il défendait le point de vue qu'il y avait d'autres moyens pour la connaître : « *Tous ceux qui s'en occupent le savent, tous ceux qui s'ingénient non pas à transcrire du document mais à reconstituer du passé avec tout un jeu de disciplines convergentes s'appuyant, s'étayant, se suppléant l'une l'autre ; et votre devoir d'historien, c'est précisément de soutenir leur effort, de le décrire, de le promouvoir le plus possible.* » [8] Ainsi, l'histoire de la Résistance, dans sa singularité, requiert une pluralité d'outils et de niveaux de lecture, notamment pour l'analyse de ce que les survivants ont dit ou écrit de leur expérience afin de rendre justice aux sacrifiés et de se faire comprendre.

Claude Barbier parvient sans doute à rendre compte de ses recherches en archives, mais il ne réussit guère à les mettre en perspective, ni à leur donner du sens, pris lui-même dans le déploiement idéologique d'une contre-mémoire qui brouille notre rapport critique au passé. Cela l'empêche de prendre suffisamment en compte la parole des acteurs résistants. Et ce n'est pas une référence brève et assez superficielle aux réflexions de Paul Veyne sur les mythes en toute fin de volume (p. 363) qui peut lui suffire pour traiter sérieusement cette problématique. En outre, l'auteur ne rend pas complètement justice à la dimension de réalité du récit-épopée de la première époque, soit le fait, en amont de l'échec du 26 mars 1944, d'avoir effectivement investi le Plateau des Glières et de l'avoir défendu pendant quelques semaines dans l'attente d'autres parachutages. Quant à la forte valeur symbolique de ce qui a été accompli aux Glières, et à sa signification au-delà des faits et après eux, il passe forcément à côté.

L'histoire et la mémoire des Glières se réaffirment

Ce livre de Claude Barbier sur le maquis des Glières [9] est contestable à un autre niveau encore. En effet, ceux-là mêmes qu'il nous présente comme les « *gardiens* » d'une prétendue mystification ne sont pas aussi mal placés qu'il le laisse entendre en matière de développement d'une histoire-mémoire rigoureuse. En effet, les récits épiques de l'immédiat après-guerre, nourris qu'ils ont été, dès le moment des faits, par l'expression de la guerre psychologique et radiophonique, ont été désormais mis à distance, sans les dépouiller pour autant de leurs fonctions symbolique et civique, par les milieux qui défendent cette mémoire.



Nous en voulons pour preuve la récente réédition, en cette année commémorative, du bel ouvrage des rescapés de 1946 : « *Dans le cadre de ce 70^e anniversaire, l'Association des Glières qui œuvre avec ferveur et fidélité pour la mémoire et la transmission du patrimoine des Glières, réédite le livre écrit dès 1946 par les rescapés des Glières alors sous le titre : « Glières Haute-Savoie 31 janvier-26*

mars 1944 » et sous-titré « *Première bataille de la Résistance* » [10]. Pour cette réédition qui comprend une préface du grand témoin et historien Jean-Louis Crémieux-Brilhac, ainsi qu'une postface de l'historien Jean-Marie Guillon, un autre titre a été choisi dont l'énoncé est significatif : *Vivre libre ou mourir. Plateau des Glières Haute-Savoie 1944* [11]. L'ouvrage comprend des parties en papier blanc rédigées dans le contexte de ce soixante-dixième anniversaire et une partie en papier ivoire qui reproduit le texte original. Son appareil critique rend également compte de l'évolution de la manière dont l'Association des Glières présente les faits et leur signification, en tenant compte des travaux des historiens. Quant à la stimulante postface de Jean-Marie Guillon, elle exprime fort bien ce qu'est le travail de l'histoire en termes de critique des sources, d'interaction entre histoire et mémoires, et surtout de construction d'une intelligibilité du passé dans toute sa profondeur et dans toute sa complexité :

« *La tâche de l'historien est de restituer les événements passés, dans toutes leurs dimensions, de compléter grâce à des sources nouvelles des versions antérieures ou de les rectifier si erronées il y a eu, mais elle est surtout de comprendre et faire comprendre. Il est nécessaire de rétablir, par exemple, la réalité des chiffres, en général erronés, souvent excessifs, qui ont été diffusés pour soulever la colère ou l'enthousiasme, pour des raisons de propagande, et qui ont été rarement rectifiés par la suite. Il est normal de restituer les événements et de les ramener à des dimensions plus modestes quand il y a lieu. Mais faire de l'histoire n'est pas collecter les « faits », sans se demander ce qu'est un fait, sans s'interroger sur les niveaux de perception, sur les motivations et les grilles de lecture des divers acteurs ou commentateurs, sans questionner toutes les sources, y compris celles qui paraissent les plus « objectives » (notamment lorsqu'elles sont fabriquées sur le champ avec des intentions qu'il faut percer, des rédacteurs et des destinataires dont il faut connaître les calculs ou les responsabilités).*

On en revient toujours à Marc Bloch qui relevait que, « *longtemps, l'historien a passé pour une manière de juge des Enfers, chargé de distribuer aux héros morts éloge ou blâme* », or, « *à force de juger, on finit presque fatalement, par perdre jusqu'au goût d'expliquer* ». Marc Bloch a été l'un des premiers à s'intéresser aux rumeurs de guerre dont il était le témoin alors qu'il se trouvait sur le front entre 1914 et 1918. Il en a repéré les ressorts et en a cherché le sens. La réalité de la guerre, des combats, les motivations des poilus, leurs attitudes ne sont pas pour autant disqualifiées par ces « *légendes de guerre* ». En repérant et « *déconstruisant* », Marc Bloch cherchait avant tout à éclairer la psychologie, les sentiments, les croyances des combattants. À sa suite, le travail historique considère les récits, légendaires ou non, comme un matériel, une source dont il doit faire, comme pour toutes les sources, l'analyse critique. » [12]

Volonté d'expliquer, tentative de comprendre, mais sans manquer non plus de rester à l'écoute des acteurs ; capacité aussi de s'en tenir simultanément à différents niveaux de lecture : ce sont bien là, en effet, quelques-unes des conditions qui permettent de faire véritablement de l'histoire.

L'oubli de la complexité

Mais revenons au livre de Claude Barbier. Au-delà des polémiques qu'il provoque dans l'espace public, et des outrances de l'opération contre-mémorielle concernant Habère-Lullin, ce travail passe à côté d'une analyse critique un tant soit peu argumentée de la notion de mythe, de ses usages et de ses fonctions. Et il nous en dit finalement très peu sur cette mémoire qu'il voue par principe aux gémonies. Par ailleurs, les limites de cet ouvrage sur les Glières s'inscrivent sans doute aussi dans deux postures historiographiques qu'il y aurait lieu de discuter

La première se caractérise par le fait de considérer l'histoire de la Résistance dans une acception restreinte, limitée à la seule dimension strictement organisationnelle. François Marcot, dans un article récent, montre pourtant l'intérêt d'une approche qui soit davantage attentive à la complexité des faits et des engagements. Il a « *proposé une conception globale de la Résistance formée de deux cercles concentriques, aux limites floues : une Résistance-organisation, qui ne comprend de toute évidence qu'une toute petite minorité, et une Résistance-mouvement social qui l'englobe* » [13]. Cette conception permet de prendre en compte le rôle de tous les acteurs dans la complexité de leurs postures ; et surtout de traiter plus finement la question des liens « *multiples et complexes* » entre « *la Résistance et la population* ».

La seconde consiste à négliger par principe l'apport des témoignages au profit des seuls documents d'archives, même si ces derniers comprennent aussi des dépositions de témoins dont il faudrait interroger les conditions de production. L'idée n'est pas ici de se référer seulement aux témoignages ; mais l'étude d'un mouvement clandestin et de ses liens avec la population ne saurait se passer de la complémentarité et du croisement de ces deux types de sources. Certes, l'usage critique des témoignages, leur analyse et les critères de choix des acteurs à inclure dans l'enquête posent a priori des problèmes complexes. Mais il n'en reste pas moins, souligne Laurent Douzou, « *qu'une histoire de la Résistance a été écrite et tissée à partir d'une trame établie par les efforts conjugués (sinon toujours convergents) des acteurs et des historiens. Nul ne pourra à l'avenir écrire sans faire fond, d'une manière ou d'une autre, sur ce legs et sans réfléchir à ses multiples implications* ». Certes, ajoute-t-il, une « *conscience critique aigüe* » s'est imposée aux historiens et est sans doute « *salutaire. Non point tant en raison de la défiance dont elle est porteuse à l'endroit d'une dimension légendaire [...] indissociable de la nature même de cette histoire singulière. Mais bien plutôt en ce qu'elle permet justement de faire toute leur place à de fortes représentations qui expliquent, pour une bonne part, que des femmes et des hommes aient pu mettre leur vie dans la balance sans autre espoir que de la faire pencher du côté de fortes valeurs éthiques* ». [14]

Un enjeu pour l'enseignement de l'histoire

Cette problématique de l'histoire de la Résistance en Haute-Savoie et la critique sans concession de son dénigrement, et surtout du dénigrement de sa mémoire, constituent des enjeux majeurs pour la transmission de cette mémoire, de son histoire et de son intelligibilité auprès des jeunes générations à venir qui n'auront pas l'occasion d'entendre directement la parole des témoins et des acteurs. Comme pour tous les faits traumatiques du passé, cet enseignement autour de la Résistance se doit d'éviter deux écueils majeurs, soit aussi bien la sacralisation des faits et de leur signification que leur banalisation, dont le dénigrement est un avatar. Qu'en est-il donc finalement de ces deux ouvrages qui viennent d'être publiés dans le contexte d'un soixante-dixième anniversaire et qui évoquent ce qui est survenu au Plateau des Glières début 1944 ? Celui de l'Association des Glières, qui rend un juste hommage à l'action des hommes qui ont risqué ou perdu leur

vie pour la liberté, évite la sacralisation en mettant en perspective, par un appareil critique de qualité, un beau texte des rescapés publié en 1946 ; en revanche, celui de Claude Barbier, davantage par omission que de manière frontale, et quels que soient par ailleurs ses apports, n'évite pas l'écueil d'une forme de dénigrement de la mémoire des acteurs en négligeant de faire ce pas de côté qui devrait permettre à l'historien de porter un regard dense sur le passé et d'exercer pleinement sa fonction critique. **Charles Heimberg (Genève)**

[1] *Le Temps*, 14 septembre 2012. Cet article faisait suite à une conférence donnée par Claude Barbier à la Société militaire de Genève le 4 septembre précédent.

[2] <http://www.lavoixdesallobroges.org/histoire/461-itw-claude-barbier-sur-le-mythe-de-glieres>, consulté le 14 mars 2014.

[3] Il s'agit d'Olivier Wieviorka, un chercheur qui a lui-même écrit, dans son dernier livre (*Histoire de la Résistance 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013), en référence explicite à la thèse de Claude Barbier, que les maquisards des Glières y étaient montés pour se « *réfugier* » (p. 347) et qu'il n'y avait pas eu de « *bataille* » aux Glières (p. 351).

[4] Paris, Perrin, 2014. Il est à noter que le titre de la thèse de Claude Barbier, *Des « événements de Haute-Savoie » à Glières, mars 1943-mai 1944 : action et répression du maquis savoyard*, n'évoque pas les notions de « *mythe* » et « *réalité* », contrairement à l'ouvrage.

[5] consulté le 14 mars 2014 http://www.lessonsavoyard.fr/Actualite/Annecy/2014/02/26/article_glieres_le_retour_de_la_polemique.shtml

[6] Voir sur ce blog : « *Brouillage mémoriel sur la Haute-Savoie* » <http://blogs.mediapart.fr/blog/charles-heimberg/220114/brouillage-memoriel-sur-la-haute-savoie>, consulté le 14 mars 2014.

[7] Voir notamment Alain Dalotel, *Le maquis des Glières*, Paris, Plon, 1992 ; Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La bataille des Glières et la guerre psychologique. Glières - février-mars 1944*, Annecy, Association des Glières, 2004 (réédition d'un article paru en 1975 dans la *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, avec une préface et une postface de Jacques Golliet ; Gil Emprin, « *Les associations d'anciens résistants et l'écriture de l'Histoire : Glières, une historiographie sous tutelle ?* », in Laurent Douzou (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance*, Rennes, PUR, 2008, pp. 187-199 ; Marina Guichard-Croset, *La construction d'une mémoire collective de la Résistance en Haute-Savoie : les Glières*, thèse de doctorat, Saint-Étienne, Université de Saint-Étienne, 2011.

[8] Lucien Febvre, « *Combats pour l'histoire* », in *Vivre l'histoire*, Paris, Robert Laffont- Bouquins, 2009 (édition originale 1953), pp. 64-65.

[9] L'auteur écrit « *de Glières* », mais cela ne change rien au fond du problème contrairement à ce qu'il prétend sur un ton sentencieux.

[10] Citation tirée du dossier de presse *Glières, un patrimoine pour la Haute-Savoie et pour la France* présentant en février 2014 cette réédition de l'ouvrage de 1946.

[11] Diffusion : Montmélian, La Fontaine de Siloé, 2014.

[12] Jean-Marie Guillon, « *De l'histoire de la Résistance à l'histoire des Glières. La Résistance dans la mémoire collective* », in *Vivre libre ou mourir...*, op. cit., pp. 209-237, 219-220 pour la citation. L'auteur tire les propos de Marc Bloch de son ouvrage *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, Cahiers des Annales, 4^e édition de ce texte publié à titre posthume, 1960, p. 70.

[13] François Marcot, « *Comment écrire l'histoire de la Résistance ?* », *Le Débat*, Paris, Gallimard, n° 177, 2013/5, pp. 173-185, 174 pour la citation.

[14] Laurent Douzou, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Paris, Seuil, points-histoire, 2005, pp. 284 et 286. Voir aussi Pierre Laborie, « *Acteurs et témoins dans l'écriture de l'histoire de la Résistance*, in Laurent Douzou (dir.), *Faire l'histoire...*, op. cit., pp. 81-94.

Introduction

Mes chers camarades, le but de ce Conseil national consacré à l'emploi, c'est de mobiliser le Parti, les communistes, leur créativité et de les outiller. Il s'agit d'en faire un moment d'appropriation collective pour la mise en mouvement du Parti et des communistes. Et aussi, bien sûr, de tenir notre place dans le débat d'idées.

Comment, face à la crise, pousser des batailles sur l'emploi et les politiser comme autant de chantiers de lutte pour sortir de la crise ? Les politiser comme des chantiers convergents vers des chantiers de la sécurité d'emploi et de formation (SEF).

Ces derniers mois ont été l'objet d'annonces récurrentes de liquidations judiciaires, fermetures d'entreprises, plans de licenciements. De nombreux jeunes et moins jeunes prennent conscience de la fermeture des perspectives d'embauche. Les salaires et revenus diminuent. Le chômage touche des somnolents.

Et pourtant, il y a une sorte de sidération, d'attentisme. Ils tentent de faire croire qu'ils font ce qu'il faut, et qu'on ne peut pas faire grand-chose d'autre.

C'est dire l'exigence de mise au travail, de « déconfinement » du Parti ! (même si l'on en rajoute beaucoup trop, en France, sur une « seconde vague »).

Point de vue « déconfinement » militant, cela commence bien, nous avons la fête de l'Huma dans quelques jours, même virtuelle, puis la manifestation syndicale du 17 septembre, première salve qu'il nous faut conforter et appuyer avec les forces dont nous disposons.

Mon rapport s'articulera en 5 temps, inégaux en durée :

- l'emploi, une question politique ;
- le plan Castex et les réponses du gouvernement ;
- la déferlante du chômage et les chantiers de lutte ;
- la SEF, ce qu'elle est, ce qu'elle n'est pas ;
- le maniement politique de la SEF et le dispositif militant proposé.

Cet après-midi, nous aurons 5 moments de discussion, sur 5 thèmes : licenciements des grands groupes, jeunes, Sécurité sociale, égalité femmes-hommes et discriminations, services publics.

1- L'emploi une question politique centrale

L'emploi est une question politique en soi, pas seulement une question dite « sociale », mais une question de pouvoirs, donc d'institutions, et une question de système, de logique du système. Dans le capitalisme, la logique, c'est que l'emploi est traité comme un solde, ce qui vient après la rentabilité, au mieux ! C'est nier le rôle créatif et productif du travail. Le rôle des travailleuses et travailleurs qui ont pourtant été clairement en première ligne dans la santé ou le commerce durant le confinement !!

a- Enjeu de société, de civilisation

L'emploi est une grande question politique parce qu'il est aussi source de revenu, et qu'il est aussi au cœur de la construction des vies humaines, de la construction du mode de vie, mais aussi d'une dignité humaine. Le travail est loin d'être toute l'émancipation, d'autant qu'il peut être sacrément aliénant ! Il fait partie de ce que Marx appelle « le royaume de la nécessité » ; plus exactement, il s'agit du travail imposé par une nécessité extérieure. Ainsi, écrit-il dans *Le capital*, « cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base, celle de la nécessité. ». C'est dire la dialectique profonde entre travail et hors-travail, dans les deux sens. Bien entendu, le travail fait partie des constructions de vie et d'identité.

Mais pas que, et sans s'y enfermer. Car il y a une aspiration anthropologique à des identités multiples et désaliénées du travail. C'est dire l'importance de la politique pour une maîtrise révolutionnaire de cette relation entre travail et non-travail,

au cœur de l'humanisation, au cœur de ce que Jaurès appelait « la réalisation de l'humanité » dans son premier éditorial de l'Humanité.

Venons à nos hommes politiques français d'aujourd'hui...



b-Le discours de nos gouvernants

Ainsi, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, nous tient un discours très politique sur l'emploi. Il dit en substance, comme E. Macron et son Premier ministre, Castex : « Nous avons fait ce qu'il faut en soutenant la "demande" (la consommation), par les mesures sur le chômage partiel et sur le revenu des artisans, TPE et auto-entrepreneurs.

Mais l'essentiel, maintenant, c'est de soutenir l'investissement, c'est-à-dire "l'offre" (la production) ! ».

Ainsi, par un tour de passe-passe habituel (1) il réduit l'offre à l'investissement, donc exit l'emploi, la formation, donc le travail, alors qu'ils sont décisifs pour développer l'offre, une tout autre offre, une tout autre production ! ; (2) et il réduit l'appui à l'offre à un appui au capital – « l'investissement » – à des cadeaux aux profits, au lieu d'appuyer les salaires, les dépenses pour les services publics et les dépenses sociales ; (3) il instaure et conforte le patronat comme interlocuteur exclusif sur l'offre, sur l'investissement et la production, face pourtant au besoin de plus en plus pressant de pouvoirs démocratiques pour les travailleurs, les habitants et leurs élus sur ces investissements et sur les décisions de production, et même de recherches !

S'ajoute un second volet. Il laisse entendre : « Les exigences de verdissement et d'écologie vont nous aider et nous faciliter la tâche : il faut d'autant plus aider les entreprises à investir ! ». Et c'est un point majeur du plan Castex. En gros : « ne vous en faites pas, ce ne sera pas le même type de capitalisme », mais appuyez le capital.

Pourtant, en matière d'écologie, l'emploi, la créativité humaine, la formation, la recherche sont la clé décisive, la condition pour trouver les solutions, et pour les mettre en œuvre !

Pour nous, l'emploi n'est pas un accompagnement « social », une « contrepartie », pour faire accepter des solutions prétendument écologiques supprimant des masses d'emploi.

Pour nous, une transition écologique réussie sera indissociablement écologique et sociale, ou elle ne sera pas !

Et pour nous, l'emploi est une priorité avec plus de 6 millions d'inscrits à Pôle emploi, un million de chômeurs en plus et la perspective d'un second million d'ici la fin de l'année !

L'emploi est une priorité, mais un emploi non précaire, sécurisé, avec un bon revenu, un travail d'un autre type, progressivement émancipé, où les travailleurs et travailleuses sont des personnes, interviennent sur le sens de leur travail, et dans la gestion, et ne sont pas réduits à une marchandise, simple force de travail.

C'est pourquoi, nous récusons le discours à la mode qui consiste à accompagner « la » transition écologique par de la « justice sociale ». Ce serait considérer, encore une fois, le social et l'emploi comme une simple conséquence et non un levier décisif pour une véritable transformation écologique.

D'autre part, ramener à l'investissement c'est maintenir la domination de la rentabilité du capital et la priorité au profit, c'est-à-dire à l'accumulation. Alors qu'il s'agit au contraire d'économiser du capital et de développer les capacités humaines, de développer dans le même temps notre niche écologique dans une nouvelle conception de l'efficacité, économique, sociale et environnementale. C'est cette conception qui doit s'imposer. Mais elle exige une transformation révolutionnaire des rapports sociaux pour que puisse pleinement s'accomplir la révolution informationnelle et écologique des forces productives sociales qui pousse et reste emprisonnée dans la gangue des rapports capitalistes et marchands, comme nous nous le disions en substance à notre 38e congrès. Car nous sommes porteurs de l'avenir, dans cette société bloquée !

Pour cela, il faut affronter la logique capitaliste et toute cette classe capitaliste moderne au pouvoir, celle du capital financier et de la techno-finance. Ce n'est pas une simple « transition » automatique et technique, gentilette.

Enfin, troisième couche de ce discours politique, les relocalisations, la « souveraineté » si l'on veut. Pour les relocalisations, c'est simple nous disent-ils : « baissions les impôts des entreprises et acceptez de baisser vos salaires ». La baisse des impôts dits « de production » (qui sont en fait surtout des impôts sur le capital et les profits) est présentée comme une condition pour relocaliser. Mais, précisément, c'est la fuite en avant dans la même chose qu'avant : la compétition meurtrière entre pays pour attirer les capitaux, ... au détriment des implantations existant dans les autres pays ! Et donc une guerre économique renforcée. Une guerre économique qui se ferait par le moins-disant social et fiscal, donc au détriment de nos services publics, des salaires et des revenus du plus grand nombre, depuis les ouvriers jusqu'aux cadres, en passant par les agents des services publics, les chômeurs et les retraités.

C'est pourquoi, pour ne pas être suiviste de cette conception, nous disons (dans le document adopté par notre CN de juin) : « nouvelle maîtrise de la localisation des productions ». Et nous ajoutons non seulement le besoin de partage des coûts autrement que par les prises de contrôle d'immenses ensembles financiers, mais aussi le besoin d'une autre mondialisation avec d'autres institutions internationales, et des traités de maîtrise des échanges internationaux et investissements, des traités qui viseraient dans leur objet le développement des biens communs dans les différents pays impliqués. C'est notre réponse au défi posé par Trump. Et, là-dessus, nous ne serons pas seuls. Car des milliards d'êtres humains sont confrontés à ce défi.

c- Un bougé important : « sécuriser »... en paroles

Revenons au discours développé par nos dirigeants. La violence de la crise et la maturation des consciences comme de la réalité objective, les ont amenés à l'infléchir sur un point majeur : ils ont dû expliquer qu'il fallait sécuriser les gens pour maintenir les revenus et pour conserver les compétences. C'est très important ! C'est un bougé majeur dans notre sens.

L'ont-ils fait ? Ils ont fait du chômage partiel massivement, ce qu'ils n'avaient pas fait après la crise de 2007-2008. Et ils l'ont justifié par ces deux arguments : maintien des revenus et compétences. Mais ils ont maintenu le principe du chômage, et ils n'ont pas maintenu l'ensemble du revenu (84 % du salaire net, pour le chômage partiel), sans compter qu'il n'y a pas de cotisations sociales sur l'indemnité de chômage partiel !

Tant et si bien que près d'un million d'intérimaires ou en fin de CDD se sont vus rejetés au chômage et que les revenus ont quand même connu un recul historique, avec -1,4%, puis -4,6% au second trimestre par personne² pour le revenu disponible brut après allocations chômage et autres prestations sociales ! C'est le plus fort recul jamais enregistré depuis 1949 (début des séries de comptes de la nation).

Cela a engendré une explosion de la pauvreté, notamment chez les jeunes, y compris les jeunes couples avec enfant.

Et, dans les grandes entreprises comme Airbus, Derichbourg, Renault et bien d'autres, recevoir les fonds du chômage partiel (rebaptisé « activité partielle ») n'a pas empêché les annonces de licenciements et de suppressions d'emplois qui

sont donc à venir. Ces grands groupes ont même reçu des milliards pour accompagner les licenciements, et soi-disant recomposer leur offre.

1 Seulement la CSG et la CRDS.

2 Plus exactement : par « unité de consommation », qui pondère différemment les gens s'ils sont plusieurs dans le même ménage ou isolés, ou les jeunes enfants. Par exemple deux personnes en couple représentant un peu moins que 2 unités.

En outre, le dispositif de chômage partiel va se réduire progressivement aussi pour le revenu, limité à 72 % du salaire à partir du 1er juin, soit encore 14 % de moins. Tout ceci jusqu'au 1er novembre... Après « nous verrons », a déclaré B. Le Maire à l'université d'été du Medef.

Donc, ils sont obligés de bouger, mais ils le font tous freins serrés et la tête à l'envers, si j'ose dire ! En faisant massivement le contraire en même temps. D'ailleurs, ils présentent à présent le chômage comme fatal : il va y avoir, disent-ils, 800 000 emplois détruits et plusieurs milliers de chômeurs supplémentaires. Ils nous présentent le chômage comme inéluctable tout en prétendant tout faire contre !... Mais ce « tout faire », Castex vient de le dire avec son prétendu « langage de vérité », ce sera 160 000 emplois. Au mieux !!

Ce faisant, ils peuvent toujours appeler à « la confiance » dans l'avenir, chacun sait que le risque de chômage va aller grandissant, et ce n'est donc pas demain que les ménages vont décaisser massivement l'épargne de précaution qu'ils ont mise de côté pour ceux qui ont pu le faire !

Il en serait tout autrement si l'on affirmait le principe de zéro chômeurs avec une sécurisation et une réelle perspective d'emploi, des mises en formation avec un bon revenu, le développement de ces fameuses « compétences », parce que l'on préparerait réellement les emplois de demain pour chacune et chacun. Mais j'anticipe sur notre proposition révolutionnaire de sécurité d'emploi ou de formation.

Ceci dit, voyons bien que la société elle-même, pas les communistes tous seuls !, met à son ordre du jour la recherche de sécurités de vie nouvelles et émancipatrices... Mais elle le pratique à l'envers.

Comme le disait Marx, « la pourriture est le laboratoire de la vie ».

En réalité, au fond d'eux, nos gouvernants, pensent qu'on a eu une crise « exogène », c'est-à-dire dont les causes sont totalement externes, que cela va prendre 1 ou 2 ans, disent-ils pour qu'on retrouve la trajectoire antérieure, et que celles et ceux qui l'ont perdu retrouvent un emploi ! D'ici là, il faudrait limiter au maximum la casse.

Ils nient profondément, en fait, l'exigence de transformation de leur système !

d- Une recherche de remodelage des institutions

Ainsi, au total, nos gouvernants nous disent, « Laissez les mains libres à l'État, un État fort qui va vous protéger et organiser tout cela »...

Mais oui !! Merci. Comme on l'a si bien vu durant le confinement ! Avec la désorganisation du système de santé, la non-production de masques, l'insuffisance de production de tests et d'organisation coordonnée dans les territoires, de machines dans les laboratoires pour réaliser et suivre les tests.

Et pour prétendre agir, on nomme un Commissaire au Plan. Avec quels pouvoirs ? Quelles missions ? Quelle démocratie ? Quelles relations avec les travailleurs, les habitants, avec les associations, les organisations syndicales, qui sont véritables forces vives du pays ?

Il s'agit plutôt, au mieux, de boucher un trou dans la raquette de leur organisation étatique excessivement déstabilisée par des années de néo-libéralisme, un trou qu'on va combler pour organiser une coopération plus étroite et décentralisée avec le patronat et au service du grand capital.

Il s'agit aussi pour eux, dans le même temps, de poursuivre une intégration fédéraliste européenne, mâtinée d'étatisme autoritaire, contrairement à ceux qui ont cru à un délitement de l'Union européenne (UE). Et cela va de pair avec l'attisement des nationalismes et des dominations internes.

Tout cela au nom de l'emploi.

On le voit, l'emploi est bien une question politique majeure, même si elle a longtemps été refoulée en tant que telle.

Un mot encore sur l'Union européenne et l'euro. Loin d'exploser, on leur a fait franchir un nouveau pas en avant dans le fédéralisme et dans la soumission aux marchés financiers.

Ainsi, le fameux plan européen adopté le 21 juillet (un volet de 360 milliards de prêt aux États et un volet subvention pour 390 milliards €). Il est présenté comme le summum de la solidarité européenne, qu'il n'est pas car la partie empruntée sera apportée par les marchés financiers, et dans leurs mains. Certes, on ne mettra pas de conditions (contrairement à ce qui avait été imposé au peuple grec il y a quelques années) mais, tout de même, les pays emprunteurs pourront se voir tancer et leur utilisation de l'argent examinée par d'autres pays, au mépris des souverainetés nationales. C'est honteux ! Quant au volet subvention, on ne sait pas comment il sera financé : et il sert déjà de prétexte à un pas terrible vers un impôt européen.

Dans le même temps, mais on ne le dit plus beaucoup, c'est la BCE qui apporte la part la plus importante, avec d'une part 1 500 milliards € à taux négatif pour les dettes publiques, via sa politique dite de quantitative easing, où elle émet une masse monétaire qui passe d'abord dans les mains des marchés financiers avant de financer les États. Elle agit aussi d'autre part, en mettant 3 000 milliards € à disposition des banques à taux très faible ou négatif, pour les refinancer lorsqu'elles font du crédit. Mais, dans les deux cas, sans aucune condition, ni sur l'emploi, ni sur le type de production, ni sa localisation !

Enfin, la zone euro continue à séduire : en juillet, la Croatie et la Bulgarie ont fait un pas vers l'euro en intégrant le mécanisme de change européen...

Tout cela, bien sûr avec en toile de fond un certain réalisme de la part de Macron et Merkel, à savoir que nous dépendons les uns des autres : dans leur logique il faut que les pays dits « du sud », puissent être un débouché pour les productions des autres, notamment des Konzerns allemands. Alors, on met en commun les forces des pays européens. Et tant pis pour les traités, quelles que soient les contorsions pour prétendre qu'on les applique, ils sont au congélateur pour une grande part... : à la trappe les 3 % du déficit, à la trappe l'indépendance de la BCE puisqu'elle intervient en coordination presque assumée avec l'exécutif européen, etc.

Mais tout cela pour aller plus vite et plus loin dans la logique profonde qui a inspiré ces traités. La question politique posée est donc aujourd'hui surtout « que fait-on à la place de ces traités ? ». Macron et Merkel, en tout cas, veulent faire un pas fédéraliste, intégrateur sous la coupe des marchés. C'est dire le champ que nous pouvons occuper avec notre position originale et sans concessions !

Ainsi, tant pour la France que pour l'Europe, les dirigeants tâtonnent pour trouver une autre organisation, tout en gardant la même logique profonde ! Ce capitalisme monopoliste d'État social (CME-S) est en crise. Ses institutions aussi. Mais, ne nous y trompons pas. Le néo-libéralisme a besoin d'un État fort, pas de sa disparition. ... D'un État fort... mais au service du capital.

Et il va y avoir rivalité sur tout l'échiquier politique dans cette recombinaison des institutions... ! Avec le trépied : (a) État fort, (b) discours sur l'emploi ou la justice sociale, (c) appuyer le capital (ses pouvoirs, ses profits, sa logique). Et avec des variantes : plus ou moins européiste, plus ou moins verdissant. Et, avec cela, toute la recombinaison régionale, qui peut même détricoter la République et l'unité nationale.

Nous avons à batailler sur ce débat politique de recombinaison des institutions, avec notre propre vision à partir de cette grande question de l'emploi, l'emploi comme justifiant de nouvelles institutions commençant à dépasser ce capitalisme étatique, financier et sa mondialisation. J'y viendrai tout à l'heure avec notre proposition de grande portée, révolutionnaire et réaliste, de « Conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique ».

Je voudrais vous livrer un point de vue symptomatique des réflexions en cours dans les différents milieux et de la dérive des dirigeants du PS qui a fracturé profondément la gauche et amené E. Macron au pouvoir. Cette dérive dont le CICE est emblématique. Elle est produite par l'inénarrable Alain Bauer, ancien conseiller sécurité de N. Sarkozy, mais rocardien de toujours et ancien dirigeant de l'Unef-ID au début des années 1980, aux côtés de J.-C. Cambadélis, ami de 40 ans de Manuel Valls et de Stéphane Fouks, PDG de Havas, mentor d'Ismaël Emelien, conseiller spécial d'E. Macron. Il lâche le morceau dans Les Échos du 31 août :

« La "Sainte-alliance" entre l'État et le capital, qui avait renforcé le pays (sic !), a été sérieusement handicapée ».

Tenez-vous bien ! Il dénonce auparavant « le démantèlement de l'hôpital public », les ARS « qui ne sont que des organismes comptables visant à réduire la consommation de soins », le fait que, dit-il, « notre secteur industriel a été largement sacrifié à la mondialisation » et que depuis les privatisations des années 1980, une « relation incestueuse s'est instaurée avec des fonds d'investissement déracinés ». Il faut, dit-il, « retrouver le sens de l'État ». Cela ne mène pas bien loin ! Et il conclut : « Aux entrepreneurs, le soin de relancer l'innovation et l'emploi. À l'État, le soin de préserver sa souveraineté, notamment numérique, et de protéger ses citoyens ».

Donc une alliance État-Capital ravalée ! Même pas renouvelée ! ... avec un État plus fort.

Tout cela au nom de l'emploi... Emploi, confié aux bons soins du grand capital.

Eh bien justement, l'emploi et l'entreprise sont des grandes questions politiques, on ne peut pas laisser faire le grand patronat en matière d'emploi. Nous le savons bien !

Je l'ai dit, l'emploi est une question de pouvoirs, d'institutions, de logique du système capitaliste qui considère l'emploi comme un solde. Dans le capitalisme, l'emploi est ce qui vient au mieux « après » les décisions dites « économiques », les décisions sur lesquelles, dans notre CME-S en crise, le capital a le pouvoir et impose sa logique de rentabilité financière. Tandis que l'État, dominé par l'idéologie libérale-sociale, assure vaille que vaille des compensations « sociales » et la sauvegarde des intérêts du capital... Cela inclut un certain soutien à la consommation (la fameuse « demande »), et - révolution informationnelle oblige - un soutien à une certaine formation, à des dépenses immatérielles, ainsi que quelques autres éléments stabilisateurs pour éviter la destruction trop forte des capacités productives et informationnelles. D'où leurs besoins d'un certain remodelage...

Mais l'emploi doit, pour eux, rester soumis à la rentabilité financière, à la dictature du taux de profit imposée par tout le système de pouvoirs du capital et du grand patronat, dont les derniers avatars sont le résultat des ordonnances Macron en matière de droit du travail.



2- Le plan du gouvernement Castex

Arrêtons-nous à présent sur le plan du gouvernement présenté ce jeudi 3 septembre à grands coups de trompette. Au terme d'un suspens quasi insupportable !...

On nous annonce 100 milliards d'euros. Ce serait historique ! Heureusement ! Il n'y a pas de quoi s'en flatter. Car le recul d'activité comme le niveau du chômage ou le recul du revenu sont eux aussi historiques.

En réalité, sur les 100 milliards, le gouvernement français n'en met que 60, les 40 autres viennent de l'UE. C'est simple : baisse des impôts sur les profits des entreprises et leur capital (20 milliards) et investissement, encore investissement ! Pour l'emploi aucune condition aux entreprises. Ce sera, si les patrons, si la conjoncture, les banques et la technique le veulent bien... ! Il n'espère au mieux que 160 000 emplois, et en 2021 !! Et puis, on fera un peu moins qu'avant pour le chômage partiel. Pour la formation, c'est plus que ridicule : 1 % des 100 milliards !

Mais Castex en fait des caisses sur l'écologie, secteur par secteur, sans bien savoir ce que cela donnera. Sauf en espèces trébuchantes pour les grands patrons et le capital. Comme ils ont maintenu la baisse de l'impôt sur les bénéfices en même temps que celle des impôts dits de production, Les Échos écrivent avec gourmandise « ce sera fromage et dessert » !

Aucune condition ai-je dit ? Ou plutôt si, il y a une condition ... offerte aux entreprises ! Et elle concerne les jeunes : on prie les entreprises d'embaucher des jeunes, surtout en alternance et en stage. Et, pour cela, on va baisser encore les cotisations sociales sur leur salaire, donc le coût du travail. Ce sont les vieilles, vieilles solutions qui ne marchent pas !! Il ne suffit pas de dire que cela ne crée pas d'emploi. Disons aussi que c'est pervers, car :

- cela mine l'emploi en qualité et donc l'efficacité ;
- attise la concurrence entre les générations et les travailleurs, entre diplômés et non-diplômés ;
- et instille l'idée qu'un jeune, cela doit être en quelque sorte « bradé » pour être embauché !
- En outre, cela déstabilise le financement de la Sécurité sociale.

Concernant les jeunes, Castex instaure en outre une prime à l'embauche pour des CDD de 3 mois, ce qui va accélérer la rotation et donc leur précarité.

Notons au passage que la baisse des impôts dits « de production » est en réalité une baisse des impôts sur le capital ou sur les profits... et que c'est le monde du travail, chômeurs et retraités inclus, qui va les payer puisque l'État annonce qu'ils seront compensés par la TVA.

Par ailleurs, en insistant sur les 100 milliards € du plan Castex, ils masquent les quelques 300 milliards qui ont été mis jusque-là, durant le confinement et en juin-juillet et ont creusé le déficit... déficit financé - indirectement - par la BCE. Et au nom duquel on va nous demander des sacrifices, alors qu'il faudrait abaisser à 0 % les intérêts de remboursement de la dette (aujourd'hui, la France débourse autour de 40 milliards €), en logeant celle-ci dans un fonds européen spécifique pour les services publics, recevant la monnaie créée par la BCE alors qu'actuellement, ce sont les BlackRock, Axa, Goldman-Sachs et consorts qui reçoivent cet argent pour eux-mêmes financer ce qu'ils veulent, dont les États. Et pour commencer, la Caisse des dépôts et consignations peut lancer le mouvement, le proposer à d'autres banques publiques d'Europe, et exiger elle-même d'être refinancée par la BCE.

Dans ces 300 milliards, il y avait essentiellement 4 types de mesures :

- le dispositif de chômage partiel ;
- les aides directes aux grands groupes et aux filières annonçant des suppressions d'emplois (aérien, automobile, ..) ou spécifiquement touchées (tourisme, spectacle vivant, ..) sans conditions sur l'emploi ;
- un soutien au revenu des artisans, patrons de TPE/PME et auto-entrepreneurs ;
- Des suspensions de paiements (impôts, cotisations sociales, ou encore remboursement des crédits en cours).

Quatre ensembles, auxquels s'ajoute le fameux PGE, prêt garanti par l'État, qui n'est pas un déboursement de l'État, mais uniquement une garantie assurée par l'État en cas de

non-remboursement des prêts bancaires. Pour l'instant, il semble que l'État n'ait rien eu à déboursier.

Le Monde ne s'y trompe pas, qui titre : « Baisse d'impôts et investissements de long terme », sans prendre le risque de titrer sur l'emploi. Tandis que le très macronien et très patronal Les Échos relaie la propagande gouvernementale et titre « L'exécutif met le paquet pour contrer la montée du chômage ». C'est faux. Des aides aux profits et aux investissements, cela ne fait pas de l'emploi ! Cela peut même faire des délocalisations ...

Pour renforcer l'esbroufe, le Premier ministre, Jean Castex, énumère avec son plan toute une ribambelle de secteurs et de pseudos projets : hydrogène, fret ferroviaire, rénovation thermique, etc. Mais ce ne sont que des thèmes, pour masquer qu'il effectue essentiellement des cadeaux aux profits et au capital et rien pour l'emploi : zéro emploi pour l'hôpital, autant d'argent pour l'investissement de la SNCF que l'an dernier et aucun engagement d'emploi, alors que 10 000 suppressions d'emplois sont prévues dans le fret ferroviaire !! On peut toujours acheter des trains et construire des rails, s'il n'y a personne pour les conduire, pour organiser la logistique etc., cela ne marchera pas et fera des gâchis considérables.

Par ailleurs, 1 % de la somme totale, oui 1 % seulement pour la formation !! Quant à la rénovation thermique, comment peut-on envisager de faire une rénovation thermique sans formation massive ceux qui en sont les artisans ? Et sans un appui financier conséquent à celle-ci.

Dire investissement pour l'« hydrogène » ou dire « fret ferroviaire », ce n'est pas dire « emploi ». Et, en réalité, avec la révolution informationnelle qui donne un rôle clé au travail vivant, si l'on ne fait pas emploi et formation, il n'y aura ni développement du fret ferroviaire, ni utilisation efficace et massive d'un hydrogène non polluant ! A partir des besoins de production, besoins sociaux de vie et besoins écologiques, il faut dire « emploi et formation » d'abord, et investissement ensuite, la recherche se situant entre les deux.

Donc, argent pour les profits et le capital, au nom de l'investissement, et ils croisent les doigts pour l'emploi ???! Tout en organisant encore plus la baisse du coût du travail, mais en conjuguant certaines protections par le chômage partiel avec affirmation du risque de chômage et de sa fatalité. Ils appellent ainsi à se satisfaire de sacrifices renouvelés...

Pro-entreprise ? Pro-offre ? Mais cette même politique a fragilisé la production, c'est-à-dire l'offre, pendant des décennies !! Nous sommes pour développer une toute autre entreprise, une toute autre offre, avec une efficacité nouvelle, sociale et écologique : c'est-à-dire avec en son cœur l'emploi et la formation comme moteur, et non comme conséquence éventuelle, et la lutte contre le coût du capital au lieu de celle contre le coût dit « du travail ».

Alors bien sûr, il y a le changement sur le chômage partiel. Mais enfin, le chômage partiel, ce n'est pas l'emploi !! Et en plus, il n'est que momentané.

La ficelle principale, je le rappelle, c'est de couper d'un côté l'investissement, la production, de l'autre côté, l'emploi et le chômage. Les décisions d'investissement, de production, les décisions de recherche seraient du ressort des patrons et des choix boursiers du capital financier. Les décisions d'emploi seraient une pure conséquence de ces choix en amont, réservés aux patrons et dominés par le capital, ses pouvoirs et ses exigences de rentabilité.

La puissance publique, la politique ne pourrait qu'accompagner cela, avec des aides à l'investissement, indépendamment de l'emploi, avec l'indemnisation du chômage ou en amendant à la marge par quelques subventions à l'emploi, ou en baissant le coût du travail, renforçant au passage la concurrence et fragilisant la situation des salariés, donc leur efficacité.

J'insiste, l'emploi ne doit pas être une simple « contrepartie » d'un plan malsain, mais un levier majeur incluant la formation. Ce qui implique, non pas de mettre des contreparties, mais des conditions très précises, d'organiser leur suivi, et de baisser d'autres coûts que celui dit « du travail ».

On retrouve cette coupure jusque dans les institutions puisque l'on va prétendre que les régions ont en charge le « développement économique », mais pas l'emploi ! ... qui, lui, serait réservé à d'autres niveaux institutionnels. Il est crucial de mettre à bas cette construction politique, idéologique et institutionnelle par une campagne tenace, de la dénoncer et de proposer autre chose, jusque dans nos campagnes électorales. J'ai en tête les prochaines élections régionales, les départementales, mais bien sûr aussi les scrutins présidentiel et législatifs à venir.

C'est dire l'exigence d'un apport communiste, de l'intérêt de son originalité, pour répondre à la crise du pays et pour en quelque sorte « recomposer la gauche », mais en recomposer le contenu, en rupture avec les errements pro-capital engagés dès le tournant de 1982-83, mais avec un projet à la hauteur des défis du 21e siècle, avec les révolutions informationnelle et écologique, et celle de la mondialisation ou de la monnaie, mais aussi à la hauteur de l'exigence profonde démocratique et d'intervention.

Nous avons tout un ensemble de propositions immédiates contenues dans le plan adopté lors de notre CN de juin dernier. Je n'y reviens pas, ni même sur les éléments de financement (cotisations sociales, nouvel impôt sur les bénéfices incitatif à la production de richesses et à l'emploi, pénalisant les autres, taxation du capital des entreprises et pas seulement l'ISF, crédit bancaire nouveau, fonds publics en levier sur les banques et entreprises, création monétaire de la Banque centrale européenne, avec d'une part notre proposition de fonds européen et d'autre part la proposition que la Banque de France impulse un refinancement des entreprises sur critères de création d'emplois, comme les textes européens le lui autorisent). Elles sont de nature globale. Mais l'heure est à la résistance acharnée et à la construction, à partir des exigences des gens, là où ils sont, en donnant une perspective d'ensemble certes, mais à partir du terrain.

3- La déferlante sur l'emploi et les chantiers de lutte

Les exigences de terrain se nourrissent de toute une série de situations.

On l'a dit, en soumettant l'emploi à la rentabilité financière, au taux de profit imposé par tout le système de pouvoirs et les institutions, le capitalisme nie le travail et son rôle créatif, son rôle productif, ainsi que celui des travailleurs.

C'est insupportable.

Cela l'est encore plus alors que plus de 6 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi, alors que des millions de salariés sont en sous-emploi, ou sur des contrats précaires, alors que des sur-qualifiés sont employés à des travaux répétitifs et de peu d'intérêt dans lesquels on les enferme (les fameux « bullshit jobs »), alors que des millions d'autres sont mis à l'écart du travail, discriminés, voire relégués dans un assistanat révoltant, comme des millions de jeunes, de femmes, comme des travailleurs âgés, ou des femmes et de hommes issus de l'immigration et de ce qui était hier des colonies (issus de l'immigration... depuis parfois plusieurs générations !), etc.

C'est encore plus insupportable alors que la révolution informationnelle qui se développe de l'intérieur de notre capitalisme très mûr rend décisives ces capacités créatives des femmes et des hommes, et exige une autre conception du travail et de l'activité hors travail. Elle rend tout particulièrement décisifs la formation et la culture de toutes et tous, ainsi que l'accès à une pleine citoyenneté démocratique.

La déferlante économique commence à se déchaîner sur l'emploi, avec déjà près d'un million de chômeurs supplémentaires et, comme je l'ai dit, la perspective d'un autre million d'emplois supprimés.

Nous disions lors de notre Conseil national du 12 octobre 2019 : « Avec la profondeur de la crise du capitalisme, l'échec des tentatives de réponses nourrit la défiance envers toute forme de pouvoir dans la société comme à l'entreprise. Parce que le consensus autour des gestions patronales est ébranlé, les dirigeant-e-s redoublent d'efforts pour diviser et intégrer

les salarié-e-s. » et nous ajoutons qu'il s'agit de « gagner de nouveaux droits et de nouveaux pouvoirs pour les travailleuse-s, révolutionner les rapports de production, imposer la responsabilité sociale et environnementale, il faut reconquérir les entreprises et les lieux de travail. Plus encore avec le risque d'une nouvelle phase de crise qui s'annonce particulièrement grave. C'est un enjeu immédiat, économique, écologique, social, démocratique ! ». Nous y sommes...

Mais celles et ceux à qui nous nous adressons sont confrontés à des situations concrètes différentes. Il nous faut partir de celles-ci. Je voudrais y revenir brièvement, car ce sont autant de chantiers de luttes que nous pouvons nourrir et faire fermenter.

J'en aborderai 7, brièvement.

(1) Les licenciements des grands groupes dans les filières industrielles ou de services, (2) les services publics (a) santé (b) éducation, (3) les jeunes, puis, plus brièvement (4) les PME, artisans et commerçants, (5) le chômage partiel, en effleurant la question de la protection sociale qui va être discutée tout à l'heure ; et encore plus brièvement, parce que cela demande encore du travail collectif de notre part (6) les intérimaires et précaires, (7) les discriminations, sachant que trois questions branchent sur l'ensemble : la transformation écologique de la production, la mondialisation, la démocratie.

a- Licenciements-restructurations des grands groupes et filières industrielles ou de services

Plusieurs secteurs sont d'ores et déjà immédiatement concernés : l'automobile, l'aéronautique-transport aérien, la filière énergie (General Electric avec EDF, le CEA et d'autres, qui lancent une carte-pétition nationale pour une ré-appropriation publique et pour des états généraux de la filière énergie), les transports ferroviaires (Alstom et SNCF), mais aussi les télécoms et tout l'informationnel (avec Nokia et France Télécom-Orange) ou, bien sûr, la pharmacie et Sanofi avec la grande question d'un pôle public du médicament, mais aussi le commerce-grande distribution. Mais il faudrait parler aussi des banques. Il y a aussi la filière du spectacle et celle du tourisme.

Tout d'abord, une remarque, les grands groupes multinationaux français représentent en emploi direct plus de la moitié des salariés des entreprises, en France. Ce qui est considérable. Ensuite, ils sont très concentrés : les 20 plus grands groupes emploient en France plus de 2 millions de salariés. D'où aussi l'intérêt de travailler là-dessus.

Je me centrerai sur l'exemple de l'aéronautique. Une note a été produite conjointement par la commission Entreprises, par la commission Économique et par la coordination nationale des communistes de l'aéronautique, dont je vous conseille la lecture.

Pour simplifier, on assiste à des annonces visant à des plans sociaux massifs, dans les principaux groupes du secteur, Airbus, Safran et Air France mais aussi des sous-traitants importants comme Derichebourg. La demande s'effondre, donc la production et le service de transport aussi. Mais, tout du moins pour la production, elle devrait reprendre à horizon de 2 ou 3 ans. C'est pourtant le prétexte à des restructurations de grande envergure : près de 15 000 emplois chez Airbus, soit plus de 10 % de l'effectif, près de 10 000 chez Air France soit 20 % de l'effectif. C'est aussi le prétexte à des chantages à l'emploi, à l'image de Derichebourg aeronautics services qui est parvenu à imposer un « accord sur la performance collective » supprimant le 13e mois, la prime au travail de nuit, de transport, ou de restauration.

Les pressions du capital pour sa rentabilité maximale étaient déjà à l'œuvre avant la crise et ne demandaient qu'une occasion pour obtenir gain de cause contre l'emploi !

Au rebours, il est essentiel de préserver les qualifications et compétences des centaines de milliers d'ouvriers, employés, d'ingénieurs, techniciens, cadres, de chercheurs de cette filière. Cette question est vitale pour eux et leurs familles. Elle est aussi déterminante pour relever le double défi de la révolution écologique et de l'accès de 7 milliards d'êtres humains à des moyens de transport, sûrs, efficaces et ouverts à toutes et tous.

Pour cela, pourquoi ne pas mettre en formation massive et engager des recherches pendant ces 2 à 3 ans. Notons que 10 % de l'effectif, c'est le volume de formation continue que nous revendiquons, à l'unisson de la CGT et d'autres organisations syndicales. Il s'agirait ainsi d'engager des recherches et des formations pour l'avion et l'aéronautique du futur, vraiment écologique, pour un transport aérien différent, autrement organisé, en coordination avec les autres modes de transport, etc.

Au lieu de cela, les aides du gouvernement sont de trois types : soutien aux achats (la demande) par des aides à l'exportation et des anticipations de commandes publiques, soutien à l'offre par un fonds d'investissement aéronautique pour les quatre grands groupes, soutien aux efforts de recherche et développement (R&D). Sans aucun engagement pour l'emploi, la formation.

Derrière les objectifs écologiques affichés, il s'agit d'abord d'un soutien au capital et à sa rentabilité. A Air France, la logique est du même tonneau, avec 3 milliards € apportés directement plus un prêt de 4 milliards € garanti par l'État, sans aucune condition sur l'emploi, les capacités humaines : donc liberté aux directions de ces grands groupes de licencier et de satisfaire leurs actionnaires, ceux qui détiennent le pouvoir.



C'est toujours la même logique : diminuer ce qu'ils appellent le coût du travail, mais on ne dit rien des prélèvements du capital : les dividendes exigés par les actionnaires de ces sociétés, les intérêts prélevés par les banques, les rachats financiers coûteux et les gâchis d'utilisation des équipements dus au manque de formation.

Nous proposons au contraire de :

- s'appuyer sur les compétences des femmes et des hommes du secteur en sécurisant leur emploi et en formant massivement ;
- l'objectif, c'est de viser une toute autre filière du transport aérien, plus propre et coordonnée par un grand service public organisant la complémentarité des modes ;
- pour cela, il faut des pouvoirs et une autre logique : organiser des coopérations entre entreprises publiques existantes, administrations et collectivités ; faire remonter la propriété publique et le contrôle démocratique des groupes (Safran, Thalès, Dassault, Airbus et des grands équipementiers) ; travailler à l'appropriation sociale des gestions pour que les salariés aient des droits d'intervention sur les choix stratégiques (de recherche, d'investissements, de production, et sur la gestion). De même, des droits pour les habitants et usagers par leurs élus dans le cadre d'une nouvelle planification décentralisée ;
- des financements nouveaux doivent être apportés avec des critères précis – emploi et création écologique de richesse – en impliquant l'État mais aussi la BPI et la BCE, finançant à la fois les entreprises et un fonds de recherche pour le développement économique, social et écologique de l'ensemble du transport ;
- Enfin, les règles doivent être renégociées pour aller vers un principe de coopération (par exemple les accords dits de « ciel ouvert »). Plutôt que le marché, la taxation des billets, etc. il s'agit de rechercher la coopération, la mutualisation au

niveau européen et mondial, les complémentarités train-avion dans une démarche d'aménagement du territoire, la coopération avec les services publics qui peuvent être prescripteurs de l'industrie, et non dans une démarche marchande d'appel d'offre. Mais cela va demander de faire évoluer les règles européennes de concurrence. Cela tombe bien, c'est à l'ordre du jour !

Plus généralement, il faut prendre les choses en inversant la logique : l'emploi, la formation, leur sécurisation sont les leviers principaux ; ensuite, faire le lien avec l'enjeu d'une nouvelle industrialisation, à la fois écologique et sociale, branchée sur une complémentarité entre services (déterminant les besoins, comme ici le service de transport) et industrie ; une coordination par des outils démocratiques et des éléments de planification ; avec des apports de financement publics sur des critères précis baissant le coût du capital et non du travail, et agissant sur l'ensemble des dépenses des entreprises (pas en « béquille » ou en complément suiviste des financements privés). Ces financements peuvent être aussi bien des prises de contrôle public, des nouvelles nationalisations, que des crédits à taux très bas, avec des conditions, des critères précis, ou l'appui financier à la reprise d'entreprise par les travailleurs qui veulent la faire entrer dans le champ de l'économie sociale et solidaire (ESS) ; un suivi démocratique de la mise en œuvre de ces conditions ; et enfin, rechercher une baisse des coûts par le partage et la mutualisation, au lieu de la concurrence et la prise de contrôle financier. D'autres critères d'efficacité et de gestion qui économisent le capital et les ressources naturelles au lieu de maximiser la rentabilité financière des capitaux, c'est la partie la plus coriace, mais aussi la plus radicale.

Le besoin de partage des coûts, notamment les coûts de recherche et de mise au point, est important. N'opposons pas services et industrie : il ne s'agit pas d'avoir des localisations d'assemblage en France avec des salaires de misère et d'accepter que la R&D, la conception et les brevets soient localisés ailleurs et pompent la valeur ajoutée industrielle.

On pourrait prendre chaque autre secteur, mais je n'ai pas le temps.

Un mot cependant sur Alstom, qui fabrique notamment le TGV. Sa fusion avec Bombardier pose de très nombreux problèmes. Entre autres, pour des raisons de concurrence, la Commission européenne exigerait qu'Alstom cède la fabrication des trains à hydrogène. Ce serait une folie à mon sens !!! C'est pourquoi nous plaçons pour des accords entre entreprises de coopérations et des partages notamment sous la forme de GIE, au lieu de prises de contrôle par rachat du capital financier, coûteuses pour la société et les entreprises, mais juteuses pour les actionnaires...

Un mot aussi sur l'enjeu souvent passé sous silence de Nokia et France Télécom-Orange.

Un plan social est annoncé chez Nokia, Nokia qui a racheté Alcatel il y a quelques années, il supprimerait 1 200 emplois dans l'Essonne et dans les Côtes-d'Armor, à Lannion. Or, on nous parle sans cesse de la téléphonie 5G pour ne traiter le sujet que par la réglementation qui devrait être plus ou moins anti-Huawei, ou par la question écologique, « faut-il avoir peur de la 5G » et va-t-elle être écologique ou pas ? Mais justement, il y a là deux défis majeurs à relever. Ces défis sont : favoriser le développement d'un matériel et de logiciel franco-européens de 5G, développer une approche écologique et sanitaire de la 5G.

Mais pour cela, il faut développer l'emploi, sécuriser les salariés, chercheurs et producteurs, coordonner la filière, tant avec les sous-traitants et équipementiers qu'avec le service public France-Télécom-Orange, mettre les moyens financiers, et organiser démocratiquement les choix.

On pourrait encore parler de la filière de la grande distribution où les syndicalistes travaillent sur des propositions d'évolution des métiers de caissier dans le sens de la relation avec les fournisseurs et producteurs, par exemple pour les normes alimentaires. Dans tous les cas, les idées ne manquent pas.

Ce qui manque, c'est d'une part de faire partir la logique de l'emploi et sa sécurisation, d'autre part de mettre des financements qui vont faire levier sur les entreprises pour changer leur façon de faire, et enfin d'exercer un suivi, des pouvoirs sur ces entreprises.

Par ailleurs, souvent, dans chaque filière industrielle, il y a un service public important qui doit être impliqué en relation avec la définition des besoins et le pilotage de leur réalisation.

Travaillons bien la relation nouvelle industrialisation-services.

Bref, il s'agit de toute une cohérence entre objectifs, moyens et pouvoirs démocratiques.

Pour conclure cette partie, un mot sur les banques. Leur restructuration en cours est très grave, même si elle risque d'être invisible. Schématiquement, on expulse les femmes et les hommes, pour développer une activité de banque faite de traitement standardisés, aveugles, de placements de produits financiers, loin des territoires de leurs réalités et de leurs besoins, et pour développer encore plus les salles des marchés. Mais précisément, le moment est au besoin d'une toute autre relation entre banques et entreprises qu'une relation standardisée, impersonnelle, basée sur ce que Marx appelait « les eaux glacées du calcul égoïste ». L'heure est à l'évaluation adaptée de projets innovants, comportant une forte dimension technique et écologique. L'heure est à l'accompagnement d'un tissu de presque 3 millions de PME-TPE ou d'entreprises de l'ESS, à des financements adaptés, sur mesure, évolutifs, à une relation de confiance, durable et construite et non à une relation de marché. Bref, si l'on veut changer le crédit avec de critères précis, et suivre ces critères, il faudra du monde, et du monde qualifié, tant dans les banques que dans les services publics !!

b- Services publics

J'en prendrais deux, l'hôpital et l'Éducation nationale. Et de façon très schématique.

Pour l'hôpital, il faut certes des embauches. Nous avançons le chiffre de 100 000 avec la CGT. Mais il y a deux énormes enjeux. D'une part, la formation, car il n'est pas du tout sûr qu'il y ait 100 000 personnels formés disponibles, il faut donc embaucher, puis former, en organisant une alternance viable, dans la continuité de revenu, entre périodes de formation et situations de travail, et une mobilité ascendante d'une situation de travail à l'autre (brancardier-e, aide-soignante, infirmière, par exemple). Ceci sans compter les 300 000 revendus pour les Ehpad, sans compter les besoins de médecine scolaire, de démographie des médecins et de déserts médicaux, etc. D'autre part, il y a un énorme enjeu de pouvoirs des soignants et usagers dans l'hôpital face à la technocratie.

Pour l'enseignement et l'Éducation nationale, je serai encore plus court. S'il faut durablement faire cours avec des effectifs divisés par deux, et si l'on veut récuser la privatisation, comme l'ultra-individualisme, porté par le télé-enseignement à tous crins, alors il faut, grossièrement, moitié plus d'enseignants, et de même pour tous les autres personnels. Or, il est évident qu'il n'y a pas autant d'enseignants formés disponibles ! Il faut donc, là aussi, organiser tout un chantier considérable de formation-emploi-qualification dans l'urgence. Cette question du recrutement est d'ailleurs au cœur de notre projet pour l'école tel que nous l'avons adopté.

Il faut ajouter aussi les besoins considérables dans les universités et dans la recherche. Il y a, d'une part, l'extrême pauvreté des universités, où le taux d'encadrement et la disponibilité des locaux ne permet que rarement un enseignement en présentiel ! Il y a, d'autre part, la précarité de la situation des chercheurs eux-mêmes, due non seulement à la faiblesse des recrutements et des rémunérations, mais aussi à la domination progressive des recherches sur contrat et de court terme.

Alors qu'il faudrait sécuriser et développer, pauvreté et précarité sont renforcées par le projet de loi en discussion au Parlement sur l'enseignement supérieur et la recherche !

Mais les choses vont encore au-delà. Si la formation de toutes et tous est au cœur de la mutation productive nécessaire, si la formation est au cœur de la sécurisation, alors le système éducatif, à tous ses niveaux, et tant le système initial que continu, va être sollicité comme jamais pour définir des formations et pour accueillir des milliers et des milliers de nouveaux entrants !! Et c'est tant mieux. La formation est au cœur de la nouvelle régulation de notre projet de société commençant à dépasser le capitalisme : formation et recherche prédominant de plus en plus sur l'investissement matériel. J'y viens dans un instant.

Pour les services publics, réfléchissons un instant aux ordres de grandeur. Si l'on considère que sur les 1 500 milliards de la BCE, la France en aura peu ou prou 20 % (soit sa part dans la zone euro), c'est-à-dire 300 milliards. Si la moitié peut aller aux services publics cela fait quand même 150 milliards... ! Donc peut-être 10, 15 voire 20 milliards supplémentaires dans chacun de ces secteurs. Cela change la façon de réfléchir et pourrait permettre d'oser voir les choses vraiment en grand.

Dans les deux cas, hôpital et Éducation nationale, doivent être mis en place des pré-recrutements avec un pré-salaire, une formation de qualité, diplômante et un emploi garanti, avec probablement des stages et travaux immédiats et peut-être une forme d'alternance nouvelle, par rapport à ce qui se pratiquait auparavant.

c- Jeunes en formation et jeunes entrants sur le marché du travail

La question des jeunes prend une importance énorme.

Nous avons dit, avec le discours de Fabien Roussel à Malo-Bains, pas un seul des 750 000 jeunes arrivant sur le marché du travail ne doit être sans emploi. De même, pas un seul des autres jeunes ne doit être sans une formation. Et avec un revenu, une allocation pour ceux qui sont étudiants.

Il y a donc d'une part ceux qui sont en fin d'études, d'autre part ceux qui sont en formation.

Pour les nouveaux entrants sur le marché du travail et nouveaux diplômés, on devrait avancer tout de suite vers un contrat combinant CDI + droit à la formation avec maintien de revenu pour compléter leur cursus. D'autant plus que les cursus se sont finis dans des conditions très dégradées. Ils doivent avoir droit à une véritable formation complémentaire, avec un temps conséquent, sans perdre leur emploi. Sinon, beaucoup d'employeurs vont refuser d'embaucher cette cohorte de diplômés. C'est très grave. De façon plus générale, ce type de contrat CDI+formation doit concerner tous les jeunes, même ceux arrivant sans diplôme.

Nous proposons en outre, d'instaurer un quota de 10 % de jeunes dans les nouvelles embauches, comme nous l'avions inscrit dans la proposition de loi « Chassaigne » de 2017.

Il nous faut récuser l'idée d'exonérer de cotisations sociales les jeunes embauchés, ou de sous-payer les stagiaires ou les jeunes en alternance. Ce sont d'autres coûts qu'il faut baisser, ceux du capital. Sinon, ce serait jouer les jeunes contre les autres catégories d'âge.

En effet, Castex propose 4 000 euros aux entreprises pour un CDD de 3 mois (« ou plus » dit-il, hypocritement). Dénonçons le fait que Castex marche sur les jeunes pour proposer plus de précarité et plus de cadeaux aux profits.

Pour les jeunes en formation initiale, nous voulons avancer vers une allocation d'autonomie, en principe pour tous. En pratique, on commencerait par un fixe pour tous les jeunes de moins de 25 ans dans un parcours d'études ou d'insertion, complété par une partie supplémentaire dépendant des revenus du foyer fiscal de rattachement.

d- PME, artisans et commerçants

Pour le chantier PME, artisans et commerçants, nous pourrions travailler la question de façon très territoriale, en lien avec les municipales et notre proposition de CESEL (comités économiques, sociaux et environnementaux locaux), en mettant la pression sur les banques et interpellant les banques publiques (banque postale, BPI) ou le secteur mutualiste pour un tout autre appui aux PME-TPE et artisans. La garantie du

crédit est une chose importante, mais le coût de cette garantie aussi, ainsi que tous les autres coûts que les banques font supporter aux PME, artisans et commerçants. Or, tout reste opaque dans le coût de ce fameux PGE. Pourtant les chiffres agrégés montrent que les charges financières pesant sur les PME-TPE représentent entre 27 et 40 % de leur excédent d'exploitation. C'est considérable. C'est aussi un sujet qui peut permettre de préparer les élections régionales. Ce monde se focalise souvent sur les cotisations sociales parce qu'on leur dit que c'est la seule chose qui peut baisser et sur laquelle la politique peut agir. Mais si nous développons un discours sur la baisse des charges financières et bancaires, pour permettre d'embaucher, alors nous pouvons être entendus de façon intéressante.

Et puis, il y a toute la question de la sous-traitance et des relations avec les grands groupes.

e- Chômage partiel

Il y a tout un chantier qu'il nous faut travailler en urgence sur le chômage partiel. Il traverse les différents chantiers (aussi bien les grandes entreprises, que les PME ou les travailleuse-s précaires). Il concerne à la fois la rémunération (100 % du salaire, au lieu de 84 %, voire 72 %), le financement de celle-ci (pour l'instant cotisations sociales + abondement État), son déficit à venir³, mais aussi les conditions mises envers les entreprises pour qu'elles soient éligibles au chômage partiel et donc les droits collectifs des salariés, exercés à travers les CSE (certains groupes tels Bouygues apprenant qu'il leur fallait renoncer aux dividendes ont décidé de basculer leur salariés en télé-travail...), et enfin, surtout, exiger la transformation du chômage partiel en allocation-formation pour un certain nombre de salariés et l'élaboration collective de ces formations.

f- Protection sociale

Plus généralement, je souhaite dire quelques mots de la protection sociale. Elle est d'une part sollicitée comme jamais par la crise actuelle, et son déficit s'en ressent, d'autant plus que le gouvernement a pratiqué des reports de cotisations sociales à tours de bras. Elle va donc être l'objet d'une bataille terrible de contre-réforme dans le sens d'une régression sociale : fiscalisation contre la cotisation sociale, marchandisation, conception assurantielle en termes de risques et « spécialisations » des dits risques, création d'une cinquième branche. Je ne peux pas développer ici, mais le PLFSS va être un enjeu énorme.

Rappelons que la protection sociale, c'est à la fois la Sécu, avec ses quatre dimensions, la maladie, la retraite, la famille, les accidents du travail, mais c'est aussi le chômage.

Le point fondamental est que le développement de l'emploi et sa sécurisation sont la base majeure de consolidation de la protection sociale et de son financement, en lien avec une production nouvelle et efficace.

Je ne développerai pas ici nos propositions de financement.

g- Intérim et précaires – Service public de l'emploi et de la formation

Le grand enjeu de l'intérim et des contrats précaires, c'est non seulement leur sécurisation, au sens de la conversion en CDI, mais aussi, parfois surtout, la conversion des emplois eux-mêmes en emplois de qualité ! Ou l'accès à une formation sérieuse et de qualité permettant d'évoluer.

Cela implique, d'une part, une approche par site, où dans l'industrie et les grands groupes de services, ils travaillent aux côtés des autres salariés, en veillant à avoir une expression spécifique de leur situation.

Il faut aussi mettre le coup de projecteur sur le rôle du service public de l'emploi et de la formation (SPEF). Celui-ci pourrait jouer un rôle d'appui aux précaires et intérimaires dans leur relation avec les employeurs. Il devrait pour cela avoir beaucoup plus de moyens et avoir pour mission, comme nous le proposons, la sécurisation des parcours et de l'emploi.

Nous pourrions porter cela dans les discussions qui ne vont pas manquer d'avoir lieu sur Pôle emploi. Enfin, nous proposons d'aller vers un contrat double, sécurisé, chaque salarié ayant un contrat avec son employeur et une convention avec

le SPEF chargé de l'appuyer et de travailler à sa sécurisation, et à celle de son revenu. Bien sûr, c'est un renversement total.

3 Actuellement, il semble que le financement est équilibré par l'État à travers l'utilisation de son propre déficit, donc in fine la question est : financement par création monétaire versus par emprunt sur les marchés financiers.

Chacun, s'il s'engage dans un projet d'emploi et de formation, pourrait avoir ce type de convention avec le SPEF. Cela ouvre sur tout le chantier de l'indemnisation du chômage, et de l'accompagnement des chômeurs, mais aussi de tous les privés d'emploi qui, actuellement, ne sont pas comptés comme chômeurs. L'idée d'un système de SEF est celle d'une sécurité d'emploi, de formation et de revenu, donc d'un revenu décent pour tous, y compris les privé-e-s d'emploi.

h- Discriminations, racisme

Brisons le silence !

JE VOUS EMBAUCHERAIS BIEN, MAIS JE N'AIME PAS LA COULEUR DE... EUH.. VOTRE CRAVATE!

Discriminations, ouvrons les yeux!

Campagne de lutte contre les discriminations racistes engagée par le **mrap**

Il nous faut avancer sur cette question avec la même démarche que pour les autres : accès à toutes et tous, sans discrimination. C'est une question qui est au cœur de notre projet communiste, comme de celui de SEF. Accès à toutes et tous, mais pas en laissant chacun se débrouiller face au marché et aux patrons. Voyons bien que l'insécurité fondamentale de vie, dont le marché du travail capitaliste est un pilier, est au cœur de toutes les discriminations et du patriarcat. Nous voulons, d'une part, des obligations pour les employeurs, d'abord sur l'égalité salariale entre femmes et hommes, avec sanction et droit de saisine du CSE ou des représentants du personnel par les discriminé-e-s, un appui des services publics. D'autre part, il est hors de question que telle ou telle catégorie soit employée au rabais, donc pas d'exonérations de cotisations sociales ou autres mais des baisses du coût du capital. En revanche, il faut un appui spécifique par le service public de l'emploi et de la formation, avec des dispositifs précis pour permettre l'entrée dans l'emploi et l'accompagnement, avec un droit systématique à des formations de qualité pour l'accès à l'emploi, avec des allocations, avec des services publics notamment pour la garde d'enfants ou pour le logement.

Il pourrait y avoir des engagements territoriaux quantitatifs, au sein des conférences permanente, à résorber telle ou telle discrimination sur un certain laps de temps, avec un suivi de ces engagements. Ce sont des principes, qui restent bien évidemment à travailler avec les secteurs concernés et à croiser avec le vécu et les aspirations.

D'autre part, il nous faut nous appuyer sur les aspirations émancipatrices, des femmes et du féminisme, de l'antiracisme, des jeunes, de la liberté du dépassement de la catégorisation en genre et de l'essentialisation des différences, d'autant plus qu'il rassemble et ne touche pas que les discriminé-e-s. S'appuyer, d'une part, sur des aspirations à être considéré dans tous les domaines comme une personne humaine, au lieu d'être considéré comme une marchandise, un objet, appendice des machines et du capital, dont le système exige une standardisation, ou tout du moins un pré-formatage. Ceci alors que, d'autre part, la nouvelle civilisation de la révolution informationnelle – qui n'est pas que technologique comme y insistait Paul Boccard et comme le développe notre camarade Jean Lojkin – a besoin de la créativité, de l'originalité de chacun, et qu'elle s'en enrichit même, au sens propre, dans les nouvelles conditions objectives potentielles de cette révolution que le capitalisme refoule, tord et pervertit.

Ce sont donc indissociablement des aspirations et une exigence à un tout autre travail, mais aussi à une toute autre relation avec ce qui n'est pas travail (vie sociale, vie personnelle, vie familiale), sans cliver et cloisonner les différents aspects. Qui tous participent à la construction de soi, en société et non contre les autres, ni contre la dignité humaine.



Le fond des choses, c'est que chacune et chacun a droit en égale dignité à un accès à un emploi choisi librement, dans la sécurité mais sans être enfermé dans cet emploi, à un emploi de qualité, et à une formation permettant cet emploi et permettant de faire autre chose et de se développer, y compris de réduire le temps de travail et déverrouiller ce système.

Nous avons à travailler ce lien dans notre façon de porter ces luttes et de nous adresser à toutes et tous.

Au total, chacune de ces situations que j'ai brièvement abordées constitue autant de chantiers de travail pour notre CN et ses secteurs de travail, et pour l'ensemble de notre parti, ses fédérations, ses sections, ses militant·e-s avec leur apport créatif, sur le fond, mais aussi pratique absolument indispensable à présent avec le mûrissement de notre société et la profondeur « catastrophique » de la crise de civilisation.

Par ailleurs, et plus généralement, si l'épidémie de Covid-19 dure, au final tout le monde, tous les secteurs d'activité devraient se dé-densifier. Et donc l'organisation de rotations réalistes entre emploi et non-emploi, et non pas l'obligation du télétravail, va se poser pour toutes et tous.

4- La sécurité d'emploi et de formation : ce qu'elle est, sa logique, sa portée

L'idée est que de l'intérieur de chaque chantier, se pose la question de mettre au cœur des réponses la sécurisation de l'emploi et de la formation. Il ne s'agit donc pas d'aller bille en tête avec notre proposition mais, au contraire, de montrer

qu'elle découle de la réponse aux problèmes posés concrètement.

Mais dans le même temps, sans une proposition d'ensemble et systématique, on aurait du mal à voir les éléments communs, la logique d'ensemble des réponses.

C'est bien pour cela que nous avançons l'idée d'un système de sécurité d'emploi et de formation (la « SEF »). Pour donner un sens à une myriade de revendications. Le sens d'un projet de société. Pour le nommer, comme dit le poète.

Mais pas seulement pour donner un sens, pour munir les batailles d'institutions communes à l'appui des réponses, d'une visée commune. C'est de cette façon que nous proposons de porter notre proposition de fond, confirmée d'ailleurs par notre 38e congrès. C'est en ce sens que nous mettons à jour notre proposition, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle monte de la situation objective elle-même.

a- Contexte et sens

La sécurité d'emploi ou de formation est un projet communiste, radical et réaliste. Il a été formulé dès 1996 par Paul Boccard, à la suite des grandes batailles de décembre 1995, avant qu'il ne le présente de façon détaillée dans un livre de 2002. Mis en débat dans le parti, il en est devenu ensuite le bien commun.

Repris et déformé en tous sens par d'autres, ce projet nécessite une nouvelle appropriation créative et collective car elle constitue une proposition communiste centrale et une perspective majeure renforcée par la situation actuelle et à l'appui des luttes, comme y insiste notre 38e congrès.

Présenter la SEF comme l'ambition d'une Sécurité sociale du 21e siècle montre à la fois l'ambition profonde, radicale, révolutionnaire, mais peut l'amener à être comprise et récupérée de droite – et elle l'est parfois – comme un simple dispositif d'accompagnement social des licenciements (baptisées « transitions professionnelles ») par des indemnités et une formation alibi. Il s'agit, au contraire, d'un levier pour agir sur les entreprises et sur l'emploi, et d'une perspective révolutionnaire politique et de société d'une nouvelle conception de l'efficacité, et même de la civilisation, de l'émancipation des femmes et des hommes conjuguant travail et autres activités sociales libres, avec la formation qui se situe entre les deux.

Récemment, en janvier 2017, elle a fait l'objet d'une proposition de loi élaborée avec André Chassaigne et déposée à l'Assemblée nationale pour mener la bataille politique désertée alors par une partie de la direction nationale.

Je ne reviens pas sur notre texte de congrès, mais je vous invite à vous y reporter.

« Nous voulons avancer vers une sécurité d'emploi et de formation permettant à chacune et chacun de conjuguer mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits. Cette proposition prenant appui sur l'aspiration partagée à une formation et à une mobilité choisie, à un travail utile et qui ait du sens, comme sur la nécessité pour la société d'élever le niveau de formation et de qualification pour répondre aux besoins de souplesse et d'adaptabilité de la production moderne.(...) ce système pleinement réalisé permettrait de supprimer le chômage, de révolutionner le contenu du travail, de dépasser l'opposition travail-hors travail (...). Il ouvre la voie à une nouvelle organisation des temps de la vie, donnant à toutes et tous plus de temps pour se former, plus de temps à consacrer à sa famille, plus de temps pour la vie sociale, pour les activités sportives, politiques, syndicales ou associatives. Progresser dans sa construction est inséparable de la défense et de la promotion d'une protection sociale efficace ». (Extrait du texte d'orientation adopté au 38e congrès du PCF)

Avec la SEF, il s'agit de dépasser le marché du travail dans un processus de lutte à partir des exigences objectives (la réalité) et subjectives (exigences des gens). C'est, de façon marxiste, un but formulé à partir de ce qu'expriment les luttes, une sorte de « passage à la limite », dans un processus marxiste d'élaboration d'aller-retour avec le réel.

Comme nous l'écrivions lors de notre 38e congrès « à l'opposé [du] travail de division [que mène la grande bourgeoisie], il s'agit de faire prendre conscience par les luttes et l'éducation populaire que [chacune et chacun] s'affrontent à la même logique, au même adversaire et combien leurs aspirations ont des besoins communs : (...) une sécurité d'emploi, de formation et de revenus ».

De quoi s'agit-il concrètement ?

Éradiquer le chômage et la précarité en répondant à trois besoins : (1) besoin de souplesse, pour l'évolution des productions, tout particulièrement la transformation écologique et sociale de notre mode de production, (2) besoin de sécurité et aspirations sociétales à une vie émancipatrice dans la maîtrise des temps et de la relation entre travail et hors travail ; (2) besoin d'efficacité nouvelle qu'appelle la révolution informationnelle qui met les compétences des salariés, leur créativité en son cœur, et plus généralement rend prioritaires les dépenses de développement des capacités humaines plutôt que l'accumulation du capital financier et matériel.

Éradiquer le chômage, ce n'est pas rien dans le capitalisme. Car les chômeurs sont « l'armée de réserve » utilisée par le capital pour peser sur les cotisations de rémunération des travailleurs en poste et sur leurs conditions de travail. En la supprimant, on retire au patronat une arme de poids contre les travailleurs.

b- Idée de base et caractéristiques

L'idée de base de la SEF est que chacune et chacun se verrait assurer soit un emploi, soit une formation débouchant sur un emploi, un meilleur emploi que le précédent, dans une sécurité de revenu, et un progrès de celui-ci, et une liberté de choix.

On peut relever 11 caractéristiques du projet, qui renvoient à des droits, des libertés et des principes :

J'insisterai sur le premier

1. Sécurité : le droit à la sécurité de revenu et à la maîtrise des sécurités, au lieu de l'insécurité aliénante du marché du travail liée à la fois au chômage, au revenu précaire et au balottage d'un emploi à l'autre, et même d'un poste à l'autre au gré des restructurations, dans les entreprises et même dans la fonction publique. Cette question de la sécurité est fondamentale. On pourrait même présenter la très longue histoire des civilisations humaines, de l'humanisation, comme une longue marche vers la sécurité, ou les sécurités fondamentales, au contraire de la précarité sauvage dont Laurence Parisot, ancienne présidente du Medef avait fait l'éloge. Nous devons prendre cette aspiration de façon offensive. Ne laissons pas cette aspiration à ceux qui la pervertissent, à l'instar des « va-t-en guerre » qui pervertissent la grande aspiration humaine à la paix. Sécurité s'oppose radicalement à précarité et à flexibilité. L'aspiration à la sécurité renvoie au besoin de toute une construction sociale de pouvoirs par des institutions, des règles et des droits personnels et collectifs, des moyens hautement socialisés, un progrès économique, avec la recherche d'une autre efficacité, mais aussi un progrès de civilisation.

2. Mobilité : le droit à la mobilité entre emploi et formation, entre emploi et un emploi différent jugé meilleur. C'est l'idée de la possibilité de dépasser les enfermements et certaines aliénations.

3. Pouvoirs nouveaux face aux marchés financiers : des pouvoirs sur la définition des productions, sur les décisions d'investissements, sur l'organisation du travail, mais aussi en amont sur les décisions de recherches, et bien sûr sur l'utilisation des fonds.

Ce sont à la fois des droits et des libertés nouvelles.

4. Efficacité nouvelle : je l'ai déjà développé.

5. Liberté nouvelle : une liberté de se former, de se développer soi-même, une liberté de réduction du temps de travail, d'autres activités sociales émancipées du marché du travail, mais en articulation avec celui-ci.

6. Travail nouveau et épanouissement. Je l'ai développé, notamment en introduction et à partir du chantier « discriminations, antiracisme, féminisme ».

7. Levier : un levier d'intervention et d'action sur le couple entreprises-banques.

8. Services publics : des services publics dans une conception nouvelle, en appui à la sécurisation et à l'intervention. Je pense tout particulièrement à trois services publics : un service public de l'emploi et de la formation (SPEF), le service public de la monnaie et du crédit, le service public de la statistique de la prospective et du suivi économique et social. Le SPEF n'existe pas, en réalité. On a le service public de la formation professionnelle d'un côté, celui du chômage de l'autre. Il faudrait vraiment le développer et le transformer profondément et qu'il agisse en appui aux gens et à leur sécurisation (en partant de Pôle emploi, la formation continue, l'inspection du travail, etc.). Le service public de la monnaie, avec la création monétaire, les banques publiques existantes et des banques à nationaliser, doit devenir très important et il y a celui de la fiscalité sur les entreprises, qu'on pourrait considérer comme un service public de l'action sur les entreprises (y compris le suivi des aides, etc.).

9. Dignité et insertion : c'est l'idée de promouvoir l'emploi, ainsi que l'emploi digne et de qualité pour chacune et chacun, mais aussi de promouvoir les personnes et la capacité à développer son originalité en société commune. En effet, le plein-emploi, notion keynésienne, ce n'est pas l'emploi pour toutes et tous, et l'on ne se préoccupe pas de son contenu, avec une vision standardisée, voire assignée, des travailleuses et travailleurs. La SEF au contraire, c'est une responsabilité pour une égale dignité et pour que chacune et chacun ait un emploi, et progresse : insertion des jeunes, faire reculer le sous-emploi des femmes, avec des temps partiels imposés, etc. Il s'agit de toutes et tous, quel que soit le genre, la génération, l'origine présumée ou assignée, ou encore la différence physique.

10. Démocratie : il s'agit des conférences territoriales, régionales et nationale, sur lesquelles je vais revenir.

11. On pourrait ajouter la dimension internationale que je ne développerai pas pour l'instant

c- Portée révolutionnaire

La SEF articule émancipation personnelle (notamment par la formation, mais aussi par un travail plus digne et mieux maîtrisé) et contribution à la société, à son développement, par son travail, par la participation à la production, mais aussi par les autres activités créatrices.

D'une certaine façon, on va au-delà du communisme de nos anciens, parce que la société est plus développée. Par exemple, au-delà d'une certaine idéologie rugueuse qui s'est développée en Union soviétique et qui tend à réduire la personne à sa contribution à la société par son travail.

Là, nous pouvons poser la question d'un communisme plus ambitieux et plus moderne.

C'est aussi parce que nous ne sommes pas dans les mêmes conditions historiques que l'arriération russe, dont souffrait tant Lénine, ni même dans les conditions de la France des années 1950 !

La SEF prend au sérieux la possibilité ouverte par la révolution informationnelle que « le libre développement de chacun devienne la condition du libre développement de tous ». En tous cas, d'aller en pratique vers cette définition du communisme par Marx.

La SEF, c'est de nouveaux droits et une nouvelle liberté, dans l'efficacité et grâce à l'efficacité. Il faut insister sur la liberté. Il s'agit de sortir le travail et l'emploi – ainsi que la production – de la domination du capital. Bref, d'engager le dépassement du marché du travail... qui est un marché.

Voyons bien en effet que la sécurité s'oppose à la précarité fondamentale du marché du travail capitaliste où tout salarié (à l'exception notable des fonctionnaires⁴) est fondamentalement précaire, il peut être licencié. C'est lié au fait de le réemployer à une marchandise, la force de travail, que les employeurs achètent ou non, et peuvent rejeter dans le chômage.

Cette précarité serait supprimée. Avec la formation rémunérée et choisie, la SEF s'oppose aussi au maintien des travailleurs dans un statut subalterne, et à l'alternative fermée

entre travail et chômage. La SEF s'oppose aussi aux monopoles de pouvoir du capital sur l'organisation du travail, la direction des entreprises les moyens de financement car les travailleurs disposeraient de pouvoirs d'intervention nouveaux dans les entreprises et de pouvoirs de saisine du crédit bancaire. Paul Boccarda considérerait même la SEF dans la perspective d'un dépassement du travail lui-même comme « forme historique aliénée des activités créatrices, qui sont le propre des êtres humains, pour des activités sociales de créativité maîtrisées par chacun ».

d- Fonctionnement

Comment serait assuré le revenu ?

Il faut d'abord revenir sur un point. Pour une personne, il faut distinguer le salaire et les autres revenus, comme les allocations formation.

Le salaire c'est la contrepartie monétaire d'un travail prescrit par un employeur, tandis que le revenu qu'on touche c'est plus large que le salaire et cela peut être sans contrepartie. Un revenu qui n'est pas du salaire c'est, par exemple, les allocations formation, les aides sociales qui sont de la redistribution prise sur une production faite par les travailleurs.

Dans toutes les sociétés, les travailleurs produisent plus que ce dont ils ont besoin pour eux, individuellement. Dans le capitalisme, c'est le capital qui a le pouvoir sur ce qu'ils produisent en plus de leurs besoins, la plus-value. Et une grande partie va en profit. Mais dans notre société, qui est quand même très développée, le capital a dû faire la part du feu et cette valeur supplémentaire est déjà mixte, même si le capital la domine. Ce revenu supplémentaire est mutualisé, pour une part importante, en cotisations sociales ou va aux services publics, etc.

Dans un système de SEF, le salaire serait assuré par l'entreprise ou l'employeur (État, collectivité publique, etc.). Le revenu autre serait financé par le nouveau système, notamment à partir de cotisations sociales mutualisées, de nouveaux prélèvements, d'une contribution possible de l'entreprise et d'éventuelles avances par un fonds de sécurisation de l'emploi et de la formation.

4 Et encore, pour les fonctionnaires, les modes de gestion avec la mobilité imposée et les restructurations permanentes, comme la récente mise à bas du statut de la fonction publique, tendent précisément à précariser les fonctionnaires et à revenir sur les avancées de sécurité offertes par le statut, y compris avec ses mobilités et moyens de formation. A rebours, il faudrait développer ces deux éléments – sécurité et droit à la formation – avec des mobilités plus ouvertes et mieux maîtrisées.

Le système développe le revenu global produit sur lequel est prélevé le revenu versé. Car la formation améliore l'efficacité et les droits d'intervenir sur les investissements, la production, l'utilisation des fonds permettent de viser cette croissance du bon revenu, au lieu de l'intoxication de la croissance par le profit et le cancer financier.

Il faut bien se rappeler que le revenu global n'est pas un gâteau existant, il faut le produire, pousser son élargissement, même si l'on peut un temps avancer des revenus par la création monétaire en attendant d'avoir produit ce qui a été avancé.

Le travail que nous avons réalisé pour la proposition de la loi « Chassaigne » sur la SEF déposée en 2017, juste avant la présidentielle, contenait différents éléments de mise en pratique. J'en donnerai quatre ici.

Le pivot de la mise en œuvre de la SEF commun aux différents chantiers serait l'instauration de conférences régionales permanentes de l'emploi, de la formation et de la transformation productive écologique réunissant des représentants des travailleurs, des élus, des associations, des représentants des entreprises, des services publics de l'emploi et de la formation. Elles fixeraient des objectifs annuels chiffrés d'emplois et de mises en formation, et des objectifs de production répondant aux besoins sociaux et écologiques.

Elles débattraient de l'efficacité des politiques d'emploi et des pratiques des entreprises.

Elles pourraient saisir un fonds régional pour l'emploi et la formation (FREF) à l'appui de la réalisation des objectifs d'emploi qu'elle se fixe. Le même type de conférence et de fonds serait instauré au niveau national, coordonnant les conférences régionales.

e- Le débat politique

La SEF s'oppose à la flexi-sécurité, objectif majeur de l'UE, laquelle flexi-sécurité a sa version de droite et « de gauche », de Macron à la CFDT. La flexi-sécurité, c'est faciliter les licenciements en contrepartie de petites sécurités très limitées. Les licenciements sont pris comme une donnée qu'il faudrait accepter, puis accompagner plus ou moins, selon son degré de social ou de libéralisme. De nombreuses voix à EELV sont aussi en faveur de la flexi-sécurité.

Il faut avoir aussi en tête la formule sous laquelle le Medef avait présenté sa propre vision par la voix de l'Institut Montaigne lors de la présidentielle de 2017 ... le CEF : capital emploi formation. Chaque salarié aurait un capital argent (non pas heures) qui ouvre un droit à la formation... sans aucune garantie pour lui en emploi, ni contrainte sur les entreprises pour assurer un emploi et un financement. Ce « capital » s'accumulerait au fur et à mesure et lors des « ruptures professionnelles ». Au salarié de le mobiliser quand il est mis au chômage. Le montant évalué était non seulement dérisoire (autour de 6 milliards €), mais était supposé remplacer d'autres cotisations sociales, voire les primes de licenciement. C'est l'accompagnement des licenciements.

Il faut voir aussi le débat à gauche.

Nous partageons deux objectifs : un revenu pour tous et la possibilité d'un travail pour tous (ce n'est pas la même chose que tous au travail !! qui ressemblerait gravement au travail obligatoire...).

Il y a d'abord le « revenu universel » de Benoît Hamon. Nous partageons l'idée d'un revenu pour tous, y compris sa dimension philosophique. Mais avec cette proposition, le revenu est totalement coupé du travail et de l'emploi, cela enferme dans un ghetto qui s'oppose à l'aspiration à la dimension de dignité et d'apport à la société que contient le travail. En outre, on ne se préoccupe pas de produire le gâteau à partager et encore moins de l'étendre.

Ce revenu risque donc, comme beaucoup l'ont remarqué, d'être surtout un minimum social car on reste dans la pure répartition de la richesse produite. Et d'ailleurs, la première étape proposée, récupérée en outre depuis par Macron, consiste en une reconversion-fusion des minimas sociaux existants. Enfin, cette approche partage l'idée d'une fatalité de la baisse du volume d'emplois, de la rarefaction technologique de l'emploi. Et donc elle nourrit l'idée de l'acceptation des licenciements.

De son côté, Jean-Luc Mélenchon a avancé la proposition de « l'État employeur en dernier ressort ». C'est l'idée que l'État embauchera tous les chômeurs, qui n'auront pas été embauchés autrement. Présentée comme très keynésienne et avec l'apparence de radicalité que sait bien mettre Mélenchon, c'est en réalité déresponsabiliser totalement les entreprises et le patronat, aussi bien sur les licenciements que sur le volume d'emploi, ou encore sur la qualité des emplois. C'est ce qu'a bien expliqué Denis Durand dans son article, toujours d'actualité, publié en 2017 sur Médiapart : « Mélenchon, le problème c'est le programme ». En outre, cette proposition, hyper étatique, ne tient pas la route économique : d'où l'État tirerait les moyens financiers d'embaucher les chômeurs ? Et si c'est par création monétaire, comment produire les richesses correspondant à cette création monétaire ? Il faut former, investir. Donc se poser la question des entreprises (leurs critères de gestion et les pouvoirs sur les entreprises) et de la formation, du lien formation emploi. On y revient nécessairement ! Or, l'évolution des activités, la conception de l'efficacité sont des questions politiques majeures qu'on ne peut pas éviter. Mais Jean-Luc Mélenchon a souvent déclaré : « laissons les patrons faire ce qu'ils savent très bien faire : gérer » !... Je ne ferai pas de commentaire.

Un peu dans la même veine, on a la proposition de « salaire à vie » portée par le sociologue Bernard Friot. L'idée est la suivante : un salaire tout la vie, financé par des cotisations sociales, car toute activité est un travail. Sous une apparence simple, c'est un ultra-simplisme. Confondre salaire et revenu revient à dire aux licenciés de l'automobile qui vont toucher une allocation (un revenu) après leur licenciement : « Vous touchez votre allocation, on va dire que c'est un salaire et que votre activité est un travail, et vous toucherez votre allocation toute votre vie. » Dans ces conditions, pourquoi se battre pour un emploi ? Non seulement c'est totalement à côté des luttes et exigences, mais en plus cela ne tient pas la route. Il faut bien distinguer travail, qui produit des valeurs sociales permettant de financer (par des cotisations ou autres) le revenu de ceux qui ont une autre activité ! Et il faut développer l'efficacité, par la formation, la recherche et l'investissement efficace.



Enfin, parmi les formations qui se réclament de la gauche, on continue à trouver la notion de flexi-sécurité : sous forme d'un « accompagnement sympa » des chômeurs... Par exemple chez EELV, ou du côté du PS. L'idée, que l'on peut même retrouver parfois chez nous, est de travailler sur les reconversions en responsabilisant le service public de l'emploi... tout en prenant les licenciements pour une donnée et sans agir sur les entreprises. Mais même, une première version de proposition de loi (PPL), intitulée « garantie salaire-formation » nous avait été soumise qui allait tout à fait en ce sens : face à des licenciements, on met une allocation qui maintient le salaire pendant 2 ans, mais on ne maintient pas le contrat de travail, on accompagne par Pôle emploi avec de la formation. Il est nécessaire d'améliorer les allocations chômage, mais cela ne suffit pas. Qu'est-ce qu'on fait s'il n'y a pas d'emploi au bout ? Il faut au contraire impliquer les entreprises, les responsabiliser dans la création d'emploi pour des productions efficaces et utiles dans les territoires, tout en mobilisant certes Pôle emploi. Des restructurations sont nécessaires, des évolutions profondes des productions, mais c'est au contraire en s'appuyant sur l'emploi et en faisant levier sur les entreprises pour un autre type d'investissement et de production qu'on en relèvera le défi.

C'est d'ailleurs le sens des batailles en cours, que ce soit à Renault, à General Electric, à Alstom, à Air France ou ailleurs.

La SEF est un levier d'action sur les entreprises et les banques, pour qu'elles suivent une autre logique que celle

des marchés financiers et du taux de profit des capitaux. Cela veut dire qu'il faut assumer une forme de conflictualité. Certes, il ne s'agit pas d'entrer dans une logique de « tout ou rien », notamment avec les autres forces de gauche, mais de voir la nécessité d'une cohérence minimale et d'une certaine radicalité pour être au niveau des exigences objectives.

L'enjeu du débat à gauche, comme des luttes politiques ou sociales dans le pays c'est : mettre à l'appui de l'objectif social d'un emploi et d'un revenu sécurisé des moyens à la hauteur (argent, formation, services publics) et des pouvoirs adéquats exercés par des institutions nouvelles, notamment sur l'utilisation de l'argent par les entreprises et les banques (et par l'État employeur).

f- La logique économique profonde

Je l'ai dit auparavant. Il s'agit juste ici de récapituler les choses. La logique économique profonde, c'est celle de répondre au défi de la révolution informationnelle. A savoir le défi d'une nouvelle efficacité reposant prioritairement sur les capacités humaines, leur développement, la créativité, qui développent l'information par contraste avec la révolution industrielle où l'efficacité reposait sur le développement des machines ou équipements matériels. C'est pourquoi les choses doivent commencer à se retourner : l'emploi, les dépenses de qualification, de recherche, les services publics (porteurs de partage), doivent commencer à prédominer. Nos gouvernants ne veulent pas voir la révolution qui pousse avec la révolution informationnelle qui exige une révolution dans les rapports sociaux de production, de circulation, de répartition du revenu, et de consommation.

Qu'est-ce qui empêche d'aller vers cette logique nouvelle ? C'est la domination du capital : sa logique, ses prélèvements (coût), ses pouvoirs.

g- Nouvelle régulation sociale et dépassement du marché du travail

Un mot de théorie sur le marché du travail et son dépassement. Le dépasser, de façon révolutionnaire, donc une abolition réussie, cela veut dire prendre son rôle, sa fonction au sérieux.

Son rôle, c'est d'organiser les mobilités. Et ceci pour permettre deux choses : la baisse des coûts et la « redistribution » des activités, le changement des activités.

Mais il le fait de façon violente, en jetant les femmes et les hommes au chômage, en les traitant comme des marchandises, en cassant leurs capacités.

Dans une vision marxiste, c'est un progrès par rapport au féodalisme. C'est le progrès qu'apporte le capitalisme, à travers des crises. Mais les gâchis et souffrances prédominent très largement aujourd'hui. Il s'agit donc de dépasser le marché du travail, non pas avec un emploi fixe et rigide, mais avec cette sécurité d'emploi ou de formation, dans une mobilité maîtrisée, avec une sécurité de revenu, et en recherchant un progrès de l'emploi et du revenu.

L'idée, c'est qu'il faut conserver les femmes et les hommes, développer leurs capacités et leurs compétences, pas nécessairement conserver les structures si l'on doit s'en séparer. Le capitalisme fait presque l'inverse.

Dans la régulation capitaliste, le marché du travail joue de la façon la suivante, en régime normal. S'il y a une baisse de la demande, alors (1) on jette les gens au chômage, l'entreprise s'en sépare, ce qui diminue ses dépenses salariales ; (2) on fait des investissements nouveaux, en machines, qui vont déjà tirer eux-mêmes la demande de fabrication de machines et ainsi soutenir l'activité ; (3) on redémarre avec des productions nouvelles sur une base plus large et donc on réembauche, éventuellement de nouveaux arrivants. C'est ainsi que le capitalisme se développe et développe l'emploi, de crise en crise. De nos jours, bien sûr, cela ne marche que de façon limitée, voire pas du tout, car nous sommes en crise systémique.

Dans la nouvelle régulation que porterait la SEF, très liée à la révolution informationnelle, on aurait les enchaînements suivants. S'il y a une baisse de la demande, alors (1) on diminue le travail et on met les gens en formation, mais ils

gardent leur emploi et leur revenu ; (2) cela induit une demande de services publics de formation qui soutient l'activité ; (3) on engage des recherches, de la R&D et des concertations pour des productions nouvelles écologiques et sociales, et des investissements d'un type nouveau avec un contenu humain important (investissements immatériels de type reprogrammation des machines, etc.) (4) on redémarre pour des productions nouvelles et les gens passent de la formation au travail, avec éventuellement des embauches nouvelles et de la RTT. Et nous, avec la SEF, nous voulons organiser cela autrement que par le marché.

Remarquons que les services publics de formation, voire de recherche, jouent là un rôle fondamental : à la fois pour soutenir la demande, mais aussi pour améliorer l'offre.

5- Maniement politique et mise en œuvre

a- Maniement politique

Il faut partir des exigences et des batailles concrètes en les considérant comme autant de ripostes à la crise et de chantiers implicites de la SEF. On pourrait parler de « chantiers pour de nouvelles sécurités de vie ».

Abordons le terrain en étant à l'écoute, attentifs aux exigences et au vécu, et avec le souci de proposer une cohérence et un sens. La cohérence, c'est celle entre l'objectif de sécurisation (au sens plein et fort), moyens financiers et pouvoirs démocratiques. Le sens, c'est celui la réponse aux besoins (sociaux et écologiques) par une efficacité nouvelle, favorisée par la baisse des coûts du capital, par une priorité à d'autres dépenses que celles pour le capital et par le partage des coûts.

Cela peut se cristalliser dans une bataille commune qui ramène à de nouvelles institutions démocratiques, à partir des territoires, des institutions portant cette cohérence et leviers d'une efficacité nouvelle, en lien avec les services publics. C'est cela qui est révolutionnaire.

Il s'agit des conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique. Institutions de fait, que nous pouvons lancer dans les luttes à partir comités de lutte ou de défense ; et institutions dont nous réclamons la mise en place officielle. A travers ces institutions, il s'agit de se donner les moyens de délibérer et d'agir sur les entreprises et les banques pour avancer sur cette grande question qui travaille toute notre société, tout le monde. Question de société et question de politique, pour une nouvelle conception.

La SEF est fondamentalement une sorte de boussole, de guide pour l'action et les luttes politiques. Il ne s'agit pas de proposer un système clés en mains, mis plutôt d'éclairer les batailles, en leur donnant une perspective, en ayant en tête les obstacles et la nécessité de cohérence à faire monter.

Deuxièmement, il nous faut porter la SEF dans le débat politique comme un apport à notre pays et à gauche pour les idées de transformation sociale. Elle donne un but, comme le fut le grand objectif de la Sécurité sociale à la Libération, en plus ambitieux encore. Dans le même temps, elle montre la nécessité d'une transformation radicale, c'est-à-dire qui prend les choses à la racine. Elle peut recomposer la gauche sur un contenu et avec notre originalité.

Ce n'est pas une proposition « clés en mains », non seulement parce qu'il s'agit de prendre les recherches politique actuelles ou les tâtonnements des luttes pour leur donner une perspective. Mais aussi parce que le moment politique n'est pas à faire des plans « à blanc » comme si nous étions au gouvernement ! Ou comme si le gouvernement allait appliquer notre plan dans les semaines qui viennent...

En revanche, il faut faire comprendre la nécessité de cohérence, au sein des luttes ou dans les échanges politiques, et le besoin d'une vraie sécurisation qui se heurte à la logique du capital, de baisse du coût du travail et de rentabilité financière maximale.

Le principal problème, actuellement, à gauche, c'est d'une part le manque d'ambition, notamment sur l'objectif (sécurisation) et l'adversaire (le capital avec la logique duquel beau-

coup cherchent à concilier, à biaiser). C'est d'autre part l'absence de véritable responsabilisation des entreprises sur le volume d'emplois et le nouveau type d'investissement et ne pas penser le rôle que devraient jouer les services publics pour appuyer cette action (SPEF et service public de la monnaie, de la dépense publique ou de la fiscalité). Il en découle des propositions d'accompagnement suiviste des licenciements, d'un Pôle emploi « sympa ».

b- Des conférences régionales et nationale pour l'emploi, la formation et la transformation écologique et sociale : nouvelles institutions jumelées avec des fonds régionaux

La bataille pour des conférences régionales, d'une part, et pour relier sécurisation de l'emploi, avec la formation, et avec la transformation productive écologique peut donner un sens et une perspective aux luttes. Elle peut les politiser, d'autant plus qu'il s'agit de créer de nouvelles institutions mettant en cause, non seulement la 5e République, mais surtout deux fondements mêmes du capitalisme : le monopole patronal de l'utilisation de l'argent dans les entreprises, l'emploi sécurisé et la formation comme levier d'efficacité et non comme un solde, un résultat aléatoire s'ajustant à toutes les autres contraintes.

La composition de ces conférences serait à travailler si nous étions en responsabilité, ou dans la perspective d'une campagne d'élection présidentielle. Je vous renvoie pour cela au numéro spécial d'Économie & Politique sur la SEF.

Ces conférences définirait des objectifs chiffrés, de production, d'emploi et de formation.

Elles définirait des objectifs d'investissement et de mise à disposition de ressources (fonds publics et crédit bancaire) en lien avec les institutions publiques et la création monétaire. Elles joueraient un rôle de planification nouvelle, décentralisée et démocratique.

Elles pourraient avoir un droit d'appel au crédit bancaire des institutions publiques. On peut batailler par exemple sur les 1 500 milliards d'euros de création monétaire de la BCE pour la zone euro, dont 300 milliards environ devraient revenir à la France... Cela fait beaucoup ! Ou encore sur le refinancement des banques par la BCE (environ 3 000 milliards) qui actuellement ne respecte pas une sélectivité emploi ou écologie.

Il s'agit de jumeler ces conférences avec des fonds (régionaux et national) pour l'emploi et la formation, ne venant pas à la place du crédit bancaire et de l'investissement des entreprises, mais en levier sur eux, pour les bonifier d'autant plus qu'ils respectent des conditions précises d'emploi.

Ces conférences auraient aussi un droit de suivi avec une modulation des aides et de la bonification du crédit bancaire, pénalisante si les engagements ne sont pas respectés. Les comités sociaux et économiques (CSE, successeurs des CE), ou les délégués du personnels quand il n'y a pas de CSE, pourraient saisir les conférences si elles considèrent que les engagements ne sont pas respectés.

Les élections régionales et départementales, comme la présidentielle, vont se jouer sur l'emploi. En tout cas, nous devons les jouer sur l'emploi pour une part importante, je crois.

Pour la présidentielle, elles se jouera sur l'emploi et sur une autre mondialisation.

Dans ces conditions, aux régionales, nous aurions intérêt à faire progresser l'idée que si nous voulons être élus, c'est parce que nous voulons conquérir non pas des « postes » mais des leviers d'action, des position de pouvoir pour agir sur l'emploi, pour mettre en place ces conférences régionales permanentes et ces fonds régionaux. Nous pouvons faire gagner l'idée que, quelle que soit la configuration tactique retenue dans telle ou telle région, c'est un communiste qui doit prendre la responsabilité de ces conférences et de ces fonds.

c- Dispositif

J'en viens à présent, avant de conclure, au dispositif que nous vous proposons. Il s'agit pour l'essentiel d'un dispositif d'appui aux luttes et de développement de notre apport politique.

Mais, auparavant, je ne saurais souligner suffisamment l'importance d'organiser le parti auprès des principaux intéressés, et notamment dans les entreprises, mais aussi dans les cités populaires. Et pour les entreprises, de s'organiser en réseaux nationaux pour les grands groupes d'entreprises ou les services publics.

Ne disions-nous pas, il y a presque un an dans la résolution adoptée par notre CN sur les entreprises, le 12 octobre dernier : « Pour porter le combat jusqu'au cœur du système capitaliste, il faut renforcer l'intervention du Parti dans les entreprises et les lieux de travail, lieux décisifs de la lutte des classes. Lieux de pouvoir du capital sur l'économie, l'État, les collectivités territoriales, la société et la vie quotidienne, les entreprises permettent au patronat d'imposer ses idées. Ce sont des lieux où se forgent un vécu d'expériences et des mentalités sur lesquelles peuvent s'imposer les idées dominantes, comme se construire une conscience de classe. ». C'est dire l'effort d'organisation et de mise en pratique qu'il nous faut produire.

- Tout d'abord nous pourrions mettre en place des cellules de veille, d'appui et d'animation dans les départements et une cellule de coordination au niveau national, avec le secteur Vie du parti, la commission Entreprises et la com Économie.

- Ensuite, nous proposons de lancer une pétition portant sur 5 revendications clés :

- les licenciements des grands groupes : moratoire, droit de contre-propositions, levier du crédit bancaire par les travailleurs ;

- un plan jeunes avec des embauches immédiates, un contrat sécurisé (CDI + formation), allocation formation ;

- une augmentation générale des salaires (SMIC et les autres) + extension de l'allocation jeunes aux moins de 25 ans ;

- plan massif d'embauche et de formation initiale et continue dans la santé publique et l'Éducation nationale, annulation des fermetures de lits, d'hôpitaux, des fermetures de classes et de postes ;

- un fonds de sécurisation de l'emploi, de la formation et pour la transition écologique en levier sur les entreprises et les banques.

Des fiches argumentaires, d'accompagnement de la pétition seront disponibles dans les prochains jours.

Nous pourrions constituer des comités de défense de l'emploi, des comités de lutte. Ils demanderaient des comptes sur l'argent et son utilisation, feraient des propositions sur l'emploi et la production. Ils préfigureraient les conférences permanentes que nous voulons instituer.

Les 5 revendications se concrétiseraient par l'exigence de réunir des conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique.

Nous porterions cette exigence auprès des préfets par des initiatives ayant lieu dans tout le pays, les 9 et 10 octobre, dans chaque département.

Un tract national va être mis à disposition.

Nous pouvons aussi travailler des adresses à la jeunesse avec les camarades de la JC.

Nous pouvons annoncer des réunions publiques et débats sur l'emploi et notre projet à l'appui des luttes, utiliser le tour de France des entreprises réalisé par notre secrétaire national, Fabien Roussel. Ces initiatives de rencontres et de débat peuvent aussi bien se faire avec des travailleurs et citoyens en lutte, des organisations syndicales, que pour organiser le débat avec d'autres forces politiques. Des confrontations d'idées pour comprendre les différences afin d'éclairer les termes du débat et d'avancer dessus.

Sur les 5 chantiers majeurs (licenciements par filière, jeunes, Sécurité sociale, égalité hommes-femmes et discriminations, services publics), des débats pourraient être organisés par certaines fédérations.

Un kit national pour les initiatives locales, celles des sections.

Nous pouvons réfléchir un éventail de petites vidéos.

Enfin, deux interrogations :

- une proposition européenne, avec une initiative est à concevoir. C'est la proposition de principe du secteur Europe. Il faut voir comment elle s'articule avec le forum européen prévu en novembre en Grèce et avec le PGE.

- Faut-il une initiative nationale à Paris (manifestation, marche sur Paris, etc.) en fin d'année ou en janvier ?



En conclusion, mes chers camarades, je voudrais insister. Cela va être difficile. Nous avons un effort important à fournir. Mais, d'une part, nous n'avons pas le choix, nous ne pouvons pas baisser les bras sur cette question. D'autre part, nous avons de fortes « munitions », si j'ose dire. Et puis, la situation est à la fois difficile, car il y a cette sidération, et favorable car notre projet est à l'unisson de ce qui monte de la vie elle-même. Il va nous falloir faire un grand effort pour s'outiller les un·e·s et les autres, face à ce qui est développé dans les consciences par nos gouvernants. Mais nous menons une bataille de longue haleine. Ce ne peut pas être un « coup ». Nous allons ajuster, corriger, évoluer, voir comment faire dans les sections. Il va nous falloir de la rigueur, de l'évaluation, avec peut-être certaines sections en direct, de l'autocritique, de la confiance entre nous.

C'est dans la pratique que nous allons progresser. C'est avec nos différences d'approche et de préoccupations que nous allons enrichir, corriger, parfois même « équilibrer » entre celles et ceux qui forcent le trait sur la conservation des emplois, parce que c'est le cri légitime des plus menacés, et celles et ceux qui parfois aussi peuvent forcer le trait sur le refus du travail tel qu'il est, des productions sans sens. Dans les deux cas, c'est la folie du système, avec sa logique que nous mettons toutes et tous en cause.

Nous allons trouver l'équilibre, si nous cherchons à le faire, par la pratique, entre revendications très concrètes, terre à terre, et exigence d'un nouveau système, conviction qu'il faut aller vers un système de sécurité d'emploi, de formation et de revenu pour chacune et chacun.

Abordons les choses en recherchant comment mettre en pratique à partir du terrain et des préoccupations populaires, plutôt qu'en se disant « il manque ceci, ou cela », avec un état d'esprit créatif et conquérant, conquérant de nouveaux droits, de nouvelles sécurités émancipatrices.

Avant tout, il s'agit de mettre en mouvement notre parti, et qu'il prenne confiance dans ses capacités qui, j'en suis persuadé, sont considérables, comme celles de notre peuple en qui la braise n'est jamais éteinte.

Ne sous-estimons pas le mûrissement de notre société, ne passons pas à côté !

J'accuse: il ne peut pas y avoir de hasard dans ce qui se passe au PCF...

<https://histoireetsociete.com/2020/09/23/jaccuse-il-ne-peut-pas-y-avoir-de-hasard-dans-ce-qui-se-passe-au-pcf/>

- DANIELLE BLEITRACH
- 23 SEPTEMBRE 2020

● CINÉMA

A propos d'Assange et de la plupart des questions internationales, je voudrais que chacun mesure bien le frein à l'action et la confusion systématique semée à l'intérieur du PCF par une partie de la direction depuis le 38e congrès. J'ai quitté le PCF le 22 avril quand la célébration de la naissance de Lénine a été censurée... Pour pouvoir dire dans ce blog ce que je vois et je comprends de ce qui se passe.

J'accuse donc une fraction du parti unissant les "refondateurs" et l'ex-direction de s'opposer à l'action courageuse, portant ses fruits, de ceux qui avec Fabien Roussel sont en train de reprendre pied dans le monde du travail, dans les couches populaires et retrouver une part de l'estime au niveau international que le PCF avait perdu. Si j'étais restée à leurs côtés je ne pourrais pas écrire ce que j'écris ici parce qu'ils privilégient avec esprit de responsabilité l'unité du parti, la compréhension de l'ensemble des militants. Mais dans ce blog, nous sommes désormais libres de dire ce qui nous semble juste sans impliquer personne dans nos déclarations.

J'accuse donc ceux qui n'ont cessé de détruire le PCF, de l'effacer de la mémoire des Français, de le mettre à la remorque d'une social démocratie de plus en plus déconsidérée de poursuivre dans cette ligne et de le faire dans un esprit de revanche. Je les accuse d'œuvrer consciemment ou inconsciemment en faveur de l'impérialisme et contre tous ceux qui cherchent à s'en libérer.

Avant ce congrès, c'était pire encore et ce depuis plus de 20 ans. A partir de Robert Hue, je défie quiconque de trouver dans la politique menée par la direction du PCF et le secteur international, relayée par la presse communiste, l'humanité en particulier, autre chose qu'un soutien de fait aux positions de l'OTAN et de la CIA.

Ceux qui ont été capable de cautionner l'invasion de la Yougoslavie, de promouvoir une liste "bouge l'Europe" qui s'engouffrait sans état d'âme dans cette invasion qui violait tout le droit international ont continué à promouvoir au nom d'une présumée dénonciation des "dictateurs" toutes les invasions, qu'il s'agisse de la Libye, de la Syrie. Ils ont accompagné de leur hypocrite cœur "démocratique" toutes les atteintes et les pillages contre les peuples, ont cautionné de fait l'expédition du Mali, et fermé les yeux sur la francAfrique, fait la fine bouche devant le Venezuela, ils ont fidèlement suivi la social démocratie dans ses errances y compris en Ukraine. Et pour cela ils ont dû inventer l'histoire du communisme, de notre propre parti pour de fait nous faire admettre la monstrueuse équivalence entre Communisme et fascisme à travers Staline égal Hitler, ce qui n'avait jamais été imaginé même quand nous avons condamné le stalinisme de 1956 à 1980. Et ils s'apprêtent à poursuivre cette entreprise immonde pour le centenaire du Parti.

La critique de ce qu'on a désigné sous le nom de Stalinisme est nécessaire, comprendre les raisons de la chute de l'URSS, indispensable mais cela doit être fait à partir de nos propres exigences et pas en suivant toutes les propagandes anti-communistes. Ceux qui affirment cette évidence sont taxés de "stalinisme" ce qui du point de vue bigot et diabolisant qui est le leur donne tous les droits sans avoir à s'expliquer. Cela va avec la destruction de toute formation des militants, un marxisme qui doit se limiter à la doxa trotskiste, une pratique politique qui se détourne de l'action et fait des organismes du parti les lieux d'un bavardage vain.

J'accuse et j'affirme que l'interdiction et la censure, la diffamation dont j'ai été la victime tout ce temps là avec d'autres, n'était pas simple mesquinerie lâcheté contre un individu mais bien un choix politique. Ceux qui comme l'actuelle direction de l'humanité ou Marie George Buffet ont été capables de soutenir

la campagne d'un Robert Ménard contre Cuba sont capables de tout et ne changeront jamais. Il y a une logique dans le soutien à une liquidation du parti derrière Melenchon ou autre, son effacement et leurs choix internationaux. La même logique que l'on retrouve chez celle qui voit dans les blondes créatures défilant sous les drapeaux des collaborateurs nazis en Biélorussie une victoire du féminisme ...

Paradoxalement, renforcer le parti communiste, lui redonner toute sa place est le contraire de la manière dont on canalise la colère des militants contre de potentiels alliés. Personnellement j'ai toujours été contre que nous nous effacions derrière Melenchon, qui n'a jamais fait mystère de là où il venait, du lambertisme et du mitterrandisme, l'anticommunisme de fait. Sa conception du mouvement dirigé d'une manière occulte par un petit groupe est le contraire d'un parti communiste. Ce n'est pas lui le fautif mais ceux qui nous ont forcé à l'adober comme porte parole du parti. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de renforcer les attitudes haineuses des militants contre Melenchon ou d'autres, au contraire, il s'agit de mesurer qu'il y a des alliances électorales, des gestions locales qui réclament l'entente, mais que la conduite d'un parti communiste, ses luttes, son programme, sa finalité doit exister d'une manière autonome et ne pas s'effacer derrière ces alliances électorales. Oui il nous faut des élus, mais des élus communistes sans un parti communiste sont soumis aux mêmes pressions, aux mêmes abandons.

Le secteur international témoigne de cette subordination totale à la social démocratie alors même que celle-ci est de plus en plus intégrée à l'hégémonie nord-américaine, à son bellicisme néo-colonial et à son refus du multilatéralisme. Nous célébrons aujourd'hui les 75 ans de l'ONU dans un contexte où les Etats-Unis se dirigent de plus en plus vers la guerre, le refus des organismes internationaux et une pression dictatoriale exercée contre les peuples qui résistent. Tout cela parce qu'un autre monde est en train de surgir et que la Chine qui s'affirme socialiste sous la direction d'un parti communiste est en train d'impulser une autre direction. Les militants communistes ne doivent selon le secteur international du PCF, la presse communiste, la formation, ne rien connaître de cet enjeu... Pour quoi?

A partir du 38e Congrès les choses évoluent à peine en ce qui concerne le secteur international relayée par une commission féminine qui fait à peu près n'importe quoi, et s'excite sur tout sauf les problèmes concrets des femmes des couches populaires, et des travailleuses en particulier dans le service public. Ainsi dans le cas Assange, il a fallu la bataille déterminée de notre camarade Fabienne Lefebvre pour que le PCF soit invité à dénoncer ce qui se passe avec Assange. La commission féminine n'a cessé de monter au créneau pour empêcher que l'on soutienne Assange en reprenant les accusations contre ce dernier accusé d'avoir fait l'amour sans protection, une opération venue de Suède et qui est apparue comme une manipulation indigne. Il faudrait tout reprendre le refus de soutenir le Venezuela, le choix d'appuyer le maidan et quasiment toutes les interventions y compris à travers un bruyant soutien au Kurdes dans une coalition criminelle contre la Syrie... Que l'on éprouve tout à coup de la sympathie pour ce malheureux peuple qui n'a cessé d'être victime de la Turquie et d'autres puissances peut être compris mais que ce soit au moment où on leur fait jouer le rôle de supplétif derrière les USA dit ce qui est défendu.

Ce positionnement obstiné toujours en faveur des bonnes œuvres de la CIA et de l'OTAN sous couvert de "démocratie" peut-il être le fruit du hasard sur une vingtaine d'années?

Pourquoi y compris les campagnes en faveur de la paix, et de Cuba ne sont-elles jamais organisées. Les déclarations du secrétaire du PCF restent-elles lettre morte?

Pourquoi s'acharnent-ils à ce que ne soient jamais posées des questions comme la sortie de l'UE et de l'OTAN? Y a-t-il des subsides de ce côté là ? Pourquoi interdisent-ils que soit posée la question du socialisme? Pourquoi interdisent-ils de répondre aux campagnes contre la Chine ?

Pourquoi les avancées indéniables dans les discours de Fabien Roussel sont-elles ainsi contraintes à un commun dénominateur "progressiste" sans intervention réelle, de peur d'une scission dont ils menacent de plus en plus ouvertement?

Pourquoi les militants communistes ne sont-ils jamais informés et les laisse-t-on simplement s'imbiber de la propagande anticommuniste sur un enjeu aussi fondamental que la réalité du socialisme chinois ? Pourquoi peuvent-ils imposer une telle ligne, le feront-ils au Congrès?

Pourquoi cette censure totale sur tous ceux qui comme moi interrogent la stratégie, l'histoire et l'avenir ? Ils s'appuient il est vrai sur les divisions, les concurrences, les haines imbéciles qu'engendrent les contrerévolutions et la faiblesse des organisations révolutionnaires, s'unifier, ouvrir le dialogue a été le premier pas du manifeste, il faut poursuivre et le faire derrière Fabien Roussel, le secrétaire du PCF qui par sa pratique, ses choix fait la preuve que nous sommes en train de sortir de la liquidation. Il faut amplifier cette volonté d'unité des communistes parce que l'abstention des couches populaires, la politique de plus en plus offensives contre celles-ci, contre les travailleurs, la jeunesse, prouve qu'il faut l'unité par pour les places mais pour imposer une autre orientation à notre pays. Il n'y a pas d'issue dans des stratégies de division, groupusculaires, il faut reconquérir ce parti communiste dont nous avons tous besoin et pour cela "que les bouches s'ouvrent pas de mannequin dans le Parti!" que chacun reprenne sa place et tire dans le même sens.

Et pour cela ne serait-il pas temps que les militants mesurent le travail de sape interne tel qu'il est réellement mené et s'y opposent. Pourquoi les pratiques ouvertement fractionnelles et liquidatrices dans le Val de Marne et les Bouches du Rhône ne sont-elles jamais sanctionnées, comment se fait-il qu'ils soient encore en état de diriger la presse communiste ce qu'elle peut écrire et ce qu'elle doit taire?

Agir ainsi depuis plus de vingt ans et d'une manière qui constamment va dans le sens de ce que recherchent les USA, l'UE, l'OTAN peut-il être le simple fuit du hasard, d'une méconnaissance des questions internationales et des enjeux ? Cela défie tous les calculs des probabilités... il y a des individus dont la conscience est telle qu'ils bravent la mort, la fin dans un cachot comme Assange, Manning, ils peuvent finir dans un stade comme Jara ou dans une chambre d'hôtel comme Vjtschek hier, il est des peuples indomptables comme Cuba, mais il est des gens que l'on convainc de trahir plus aisément et qui rejoignent facilement le chœur de pseudo démocrates et vrais impérialistes... mais l'histoire ne les acquittera pas.

Ici dans ce blog, nous posons les questions à notre manière, directe, sans avoir à ménager rien, ni personne... mais nous savons que de partout monte la prise de conscience et que ceux qui voudront maintenir la chape de l'ignorance sur ceux que la colère soulève ne peuvent le faire que par des leurres, des dévoiements qu'il faudra bien dénoncer.

Danielle Bleitrach

Brèves sur Annecy et ses élu·e·s

1

C'est le nombre de votes au conseil d'Agglo contre la subvention de 1,5 millions d'euros à l'« Université » catholique de Lyon. La laïcité est représentée par la seule Fabienne Grebert. Une minorité de la majorité (18 dont le maire Astorg et l'ex-maire déléguée de Cran Ségoud-Labidi) a choisi l'abstention, les 71 autres validant le projet Rigaut repris par Lardet.

Pendant ce temps, l'Université publique n'a pas reçu un sou supplémentaire pour accueillir ses étudiant·e·s, notamment en première année. Malgré les normes sanitaires, pas un prof ni un m² de local en plus, alors que l'agglo dispose de locaux inutilisés en journée...

2

C'est le nombre de membres du conseil municipal à la manif contre l'aéroport de Meythet : Claire Lapan et Antoine Grange y ont représenté la liste Duperthuy. Réveillons Annecy qui avait communiqué avant les élections (cf. P7) s'est manifestement endormi... sur ses lauriers ???

Disparition (1)

« Entre nous soit dit », le délèbre blog de Denis Duperthuy a cessé suite aux élections pour faire place au blog <https://www.les-anneciens.fr/le-blog>. C'est légitime. Mais le blog historique donnait une foule d'infos sur la vie politique annécienne et sur l'homme politique Denis Duperthuy, ses convictions et ses doutes, y compris ses erreurs. Pour l'occasion, rappelons que la Politique est menée par des humains et non des machines. Cette archive n'est plus accessible. C'est très regrettable.

Disparition (2)

Le blog du PCF74 n'est plus accessible non plus. Il était beaucoup moins riche mais une fois de plus, sa disparition ferme une page d'histoire.

Disparition (3)

La secrétaire départementale du PCF a quitté le département pour raisons professionnelles.

Disparition (4)

Quelqu'un aurait des nouvelles du collectif citoyen « Les habitants » ? Certain·e·s de ses membres font carrière dans le nouveau conseil municipal mais cette organisation démocratique a manifestement disparu...

Vague

La FNE 74 soutient le surf sur le Thiou. En effet, la pub dit : « une vague statique, avec un débit naturel ». Si c'est naturel...

Calcul

Mme Lardet a été élue présidente du Grand Annecy. La loi interdit de cumuler les mandats (et les indemnités) de députée et de Présidente d'agglomération. La solution aurait été qu'elle abandonne son mandat de députée. Mais le recours en annulation de l'élection municipale de l'équipe Rigaut suspend les sanctions légales pour ce cas avéré de cumul. Mme Lardet assume donc préférer garder sa place de députée au chaud en attendant le jugement final. Mais veut aussi les indemnités de Présidente d'agglomération. Après débat, l'agglo lui en a donné une partie...

En bref, divers humour

Disparition momentanée

Le Covid 19 a opportunément disparu de Chambéry du 11 au 21 septembre, le temps de la foire de Savoie...

Mais depuis mercredi 23 septembre au soir, la Savoie a atteint la zone d'alerte pour l'épidémie de Covid-19. Cela signifie que dans le département, la circulation du virus est active avec un taux d'incidence supérieur à 50 nouveaux cas pour 100 000 habitants, pour 7 jours.

Le local du PCF a Frontignan, recouvert cette nuit de tag fascistes par de courageux anonymes.

Voilà où mène la banalisation de l'extrême droite dans notre pays, en particulier sur notre littoral méditerranéen. Ils croient libérer la parole, ils ne libèrent que les haines.

Laurence Cohen @LaurenceCohen94 14/9 Soutien aux camarades de Frontignan. Le fascisme n'aura jamais le dernier mot!

Fabien Roussel @Fabien_Rssl 17/9 Bridgestone investit 140M en Pologne, 190M en Hongrie et ferme Béthune. Michelin a investi 500M en Slovaquie, 250M en Pologne et ferme 2 sites en France. Continental a ouvert une usine en Lituanie, en Slovaquie et a fermé son site de Clairvoix. Toujours avec l'argent de l'UE.

Sébastien Jumel @sebastienjumel 20/9 Pour 18 milliards t'as 100 000 postes: en toc pour l'emploi en or pour le profit, le #CICE rend des comptes minables pour la société mais inspire le #PlanDeRelance et sa baisse d'impôts dits de production. Quand les gouvernements arrêteront-ils la soupe libérale à la cantine du medef ?...

PCF @PCF 21/9 "Il n'est pas acceptable que les moyens n'aient pas été mis dans les écoles et les hôpitaux en 4 mois." @Fabien_Rssl #le79inter

Cartographe encarté @nico_lambert 21/9 En épluchant moins de 0,02 % de 12 millions de déclarations d'activités suspectes, un collectif de journalistes révèle au moins 2 000 milliards de dollars de transactions suspectes. Une goutte d'eau dans un océan d'argent sale. Reprenons le pouvoir sur l'argent ! #FinCENFiles

Gilles Perret @Gilles_Perret 21/9 Une citation de l'ami camarade Marcel Trillat, journaliste réalisateur, décédé vendredi : "C'est la résistance qui t'assure une carrière paisible et non la soumission. Si tu te soumetts tu vas être obligé de t'incliner toujours plus bas."

Perspective communiste @PerspCommuniste 22/9 Le 21 septembre 1933, à Leipzig, s'ouvre un procès factice lancé par les nazis contre des communistes accusés d'avoir incendié le Reichstag Le principal accusé, Georgy Dimitrov a utilisé ce procès pour dénoncer le fascisme Le tribunal a été contraint d'acquitter les communistes

Fabien Roussel @Fabien_Rssl 22/9 Derrière la fusion annoncée de Veolia et Suez c'est une grosse opération d'Engie qui se désengage de 60% de ses activités de service. Tarif et distribution de l'eau, traitement des déchets, nous demandons une maîtrise publique !

Laurence Cohen @LaurenceCohen94 22/9 Depuis le 17 juillet et la fin du mandat d'@AdelineHazan, il n'y a toujours pas de nouveau Contrôleur général des lieux de privation de libertés @CGLPL ! Cette vacance, en pleine crise sanitaire, est inacceptable! @lacimade @LDH_Fr @amnestyfrance @OIP_sectionfr

Députés Communistes @deputesPCF 22/9 "À quand des contreparties pour les multinationales qui perçoivent des aides publiques ?" L'interpellation de @JP_Dufregne à Macron face aux délocalisations qui se poursuivent malgré les beaux discours sur la reindustrialisation. #DirectAN

Jeunes Communistes @MJCF 23/9 Les riches nuisent gravement à notre planète La réduction des émissions de CO2 et le combat pour le climat sont aussi des combats pour plus de justice sociale et la suppression des inégalités sociales. Il est temps de changer le système, pas le climat !



LES RICHES NUISENT GRAVEMENT À NOTRE PLANÈTE !

Pierre Dharréville @pdharreville 23/9 Hier soir, je participais à la réunion des Présidents de groupe et responsables de Partis organisée par Jean Castex. Nous n'avons rien appris. Et rien ne nous a été dit sur les mesures annoncées aujourd'hui. C'était une fois de plus pour faire semblant de discuter.

Fabien Roussel @Fabien_Rssl 23/9 Annonces de Véran avec création de zones d'alerte renforcée et fermetures des bars, restaurants dans 10 grandes villes ! Mais pourquoi nous réunir hier pour étudier les mesures à mettre en œuvre ? Jamais ce scénario nous a été présenté.

Jean-Pierre Mercier @Jpierre_Mercier 23/9 Annonces #Veran #COVID19 du 23 sept

COVID-19 : DES RÈGLES PLUS STRICTES

PLUTÔT QUE DE DÉTAILLER CE QUI EST DÉSORMAIS INTERDIT, VOICI PLUTÔT LA LISTE DE CE QUI RESTE AUTORISÉ



Cartographe encarté @nico_lambert 24/9 Ca y est, il y a plus de 1000 personnes en réanimation. Un chiffre qui n'avait pas été atteint depuis le 7 juin dernier. Take care #Covid19 #geocovid

Aqua @jnaqua 24/9 Une première pour moi : une urne avec plus de bulletins que d'inscrits. Une liste d'électeurs qui change au cours du vote. Le tout présidé par André Santini. Ce n'est pas de la politique fiction mais le CA du #sycotom digne d'une mauvaise série B @cbrossel

Seb Paresseux @pattesaufour 24/9 Massacrer les bars et les restaurants mais laisser les écoles ouvertes, réduire la quarantaine à 7 jours, laisser les gens s'entasser comme des veaux pour aller travailler. Tout va bien dans la sacro sainte société capitaliste hein. #COVID19 **Fabien Roussel @Fabien_Rssl 25/9 Un virus qui t'empêche de faire du sport, d'aller au café, de voir ta famille mais qui te permet de t'entasser dans les transports pour aller au boulot. Belle trouvaille ! #COVID19 #VALP**

CSPAN @cspan 30/9 Chris Wallace: "Are you willing, tonight, to condemn white supremacists and militia groups...?" President Trump: "Sure, I'm willing to do that...Proud Boys, stand back and stand by! But I'll tell you what...somebody's got to do something about Antifa and the left."

Sénateurs CRCE @senateursCRCE 1/10 Élection du président du Sénat, cet après-midi à 15 h : @ElianeAssassi sera notre candidate au perchoir. Sénatrice de Seine-Saint-Denis, elle demeure la seule femme à présider un groupe parlementaire au sein de la Haute assemblée. **Cartographe encarté @nico_lambert 1/10 C'est la seule femme présidente de groupe au Sénat. La parité, on est encore loin du compte.**

Gabriel Serville @GabrielServille 1/10 J'ai été réélu ce matin, pour la 9e année consécutive, secrétaire de @AssembléeNat. Seul ultramarin à siéger au bureau, je remercie mes collègues @deputesPCF pour leur confiance sans cesse renouvelée.

Nicolas Marlin @NMarlin_ 1/10 Faudra m'expliquer en quoi mettre une carré bleu ciel en PP va changer quoique ce soit ? Cette mode ridicule de publier des carrés de couleurs avec son smartphone au chaud depuis chez soi, vraiment un truc de bobos.

Fabien Gay @fabien_gay 1/10 Élection du président du @senat cet après-midi. Avec @JeremyBacchi nous avons siégé au bureau d'âge et avons dépouillé les bulletins en tant que secrétaire de séance ! 15 voix pour notre présidente @ElianeAssassi ! @senateursCRCE

pablo pillaud-vivien @ppillaudvivien 2/10 Emmanuel Macron : « Nous allons mettre dans la loi... » « voilà comment nous allons modifier telle ou telle loi... » Moi, j'aimerais bien qu'il y ait un peu plus de séparatisme entre l'exécutif et le législatif. Parce que là on dirait que le Parlement sert à rien.

Perspective communiste à @PerspCommuniste Jacques Duclos aurait eu 120 ans aujourd'hui (il est né le 2 octobre 1896 à Louey). Il fut un éminent dirigeant du @PCF, député et sénateur. Il remporte 21,3% des voix à la présidentielle de 1969, meilleur score obtenu par un candidat du PCF à une élection présidentielle.

Média, propagandes

Frédérique Vidal @VidalFrederique 13/9 Plus d'une dizaine de clusters au sein d'établissements d'enseignement supérieur identifiés : j'en appelle à la responsabilité de chacun afin de limiter la propagation du virus. **Zdarbillgang @Marowan-Mohad 14/9 C'est de notre responsabilité ça ? Ou encore une fois le ministère a abandonné nos universités et ses étudiant.e.s ? #MonAmphiVaCraquer @UNEF**



La CGT @lactgcommuniqué 15/9 Et après on nous dira encore que les questions de la délinquance sont au cœur des préoccupations des Français ?

PRÉOCCUPATIONS DES FRANÇAIS

COVID 19 : 49 %
Pouvoir d'achat : 39 %
Protection sociale : 37 %
Environnement : 36 %
Délinquance : 36 %

la
cgt

Source Le Monde du 15/09/2020

Le Dauphiné du 18/9 accorde 1/3 de page à un jeune savoyard qui crée un nouveau parti de droite... mais ne trouve jamais 3 lignes pour rendre compte des communiqués du quasi-centenaire PCF savoyard...

Le Parisien @le_Parisien 21/9 Tenues à l'école : «On vient habillé d'une façon républicaine», estime Blanquer <https://l.leparisien.fr/yqmE> **Ian Brossat @IanBrossat-21/9 Cette capacité à saturer l'espace médiatique avec des débats ineptes sur des histoires de tenues vestimentaires... La politique, ça devient les Reines du Shopping...**

Robert Injey 28/9 Pourquoi nos grands medias ne communiquent pas sur cette info : les électeurs genevois ont porté le SMIC du canton de Genève à 23 francs suisses de l'heure, soit environ 4023 euros mensuels... **La réponse est dans la question**

Jean Claude Guionie 28/9 Pour FR3 il n'y aurait pas de groupe communiste au sénat.... Honte à ces journalistes aux ordres de la pensée unique

Aqua @jnaqua 29/9 Campagne d'affichage LREM : Ensemble nous réussirons... reste à trouver quoi. Je propose :
- foirer la fourniture de masque
- mettre les hôpitaux à genoux
- être incapables de fournir des tests covid
À compléter...

« Un chiffre absolument énorme » : le Secours populaire a vu exploser le nombre de précaires... Pendant les deux mois du confinement, près d'1,3 million de personnes ont sollicité l'aide du Secours populaire, dont 45 % étaient jusque-là inconnues de l'association. lemonde.fr <https://t.co/OYIQ-Ky1Th9?amp=1> **Ian Brossat @IanBrossat 30/9 1,2 millions de personnes ont eu recours au @SecoursPopParis pendant le confinement. La pauvreté explose. Pas souvenir d'un seul débat télé sur une chaîne info sur ce sujet.**

Sébastien Fontenelle @vivelefeu 30/9 Est-ce qu'on sait s'il y a beaucoup d'autres pays où un néonazi dispose (presque) tous les soirs d'une tribune à la télé?

Pierre Laurent @plaurant_pcf 30/9 Lancée par @jmblanquer, la polémique au sujet des "bonnes moeurs" et ses dégâts. Les jeunes filles, les femmes ne "pourraient" plus se vêtir comme elles l'entendent ! Des débats rétrogrades, faux dont se gargarisent les droites et ses extrêmes. #sondagemarianne #tenuerepublicaine

Le camp Mélenchon a déposé le nom de domaine "causescommunes.fr"

«**Chez Pol**». Mélenchon souhaite, lui-même, la formation d'une «nouvelle force politique» pour 2022, «celle de la suivante génération». La force ? Oui, la force. En attendant de voir cette nouvelle structure naître, le leader Insoumis s'active en coulisses. Le nom de domaine «causescommunes.fr» a été acheté le 25 août dernier par la société Mediascop, propriété de Sophia Chikirou. «Causes communes», une formule martelée depuis des semaines par le camp mélenchoniste, et qui est également le nom de «la revue d'action du PCF... Tout cela confirme la trajectoire pour l'instant privilégiée du côté de LFI en vue de 2022 : se présenter comme le «candidat commun» de son camp élargi. Pas mal pour le Parti de gauche - qui a annoncé son soutien à une candidature de Mélenchon à la prochaine présidentielle - et pour LFI, où on a longtemps dénigré toute union de la gauche.

Cartographe encarté @nico_lambert 1/10 Dis @JLMelenchon, je tiens à te signaler que "Cause Commune" c'est le nom de la revue d'action politique du @PCF. Pour mémoire, vous aviez aussi baptisé votre programme "L'avenir en commun" après que nous ayons nommé le notre "La France en commun". Bref, ça commence à se voir

Lutte des classes

Arve à Gauche @ArveGauche 21/9 L'annonce vient de tomber pour les ouvriers de Dynastar : sur 128 emplois, 61 vont être supprimés. Maintenant, il va falloir s'unir et lutter ! Les travailleurs n'ont pas à payer la crise : la bourgeoisie doit mettre la main au porte-feuille. #licenciements #crise

Thomas Portes @Portes_Thomas 21/9 C'est un peu passé inaperçu mais le Ministre de la Santé @olivierveran a pris le 3 septembre un décret permettant de licencier un fonctionnaire hospitalier. Absolument scandaleux. Après les avoir applaudis, après avoir été incapable de les protéger maintenant on les vire !

Aqua @jnaqua 21/9 La loi sur la Recherche LPR accentue la précarité pour les jeunes chercheurs.e.s et les financements sur projet. Et aucune embauche de jeunes enseignants.chercheurs alors qu'il y a 30.000 étudiant.e.s en plus chaque année. Une loi néfaste et sans moyens suffisants. #ESR <https://twitter.com/i/status/1308022013735432195>

Thomas Portes @Portes_Thomas 21/9 Dans @LesEchos le patron de la SNCF annonce que « 85 à 90% du plan de relance pour SNCF Réseau seront confiés à des entreprises sous-traitantes ». L'argent public va donc continuer à détruire des emplois à la SNCF et se passer du savoir faire des cheminots. C'est un scandale !

PCF @PCF 21/9 "Cargill dans le Nord va fermer et importer l'amidon qu'il produisait depuis l'Espagne. C'est 40 camions de plus par jour sur nos routes !" @Fabien_Rssl #le79inter

Julien Delohen @DelohenJulien 21/9 A @SorbonneParis1, les étudiant.e.s en rattrapage n'ont toujours pas pu se réinscrire cette année alors que nous sommes déjà le 12 septembre ! Résultat : Une impossibilité de choisir ses TD pour coïncider avec des horaires de boulot Pas de pass navigo à prix étudiant

Les autorités sanitaires européennes donnent l'alerte sur les perfluorés L'exposition de la population européenne excède largement le seuil fixé par l'agence de sécurité des aliments. lemonde.fr Aqua @jnaqua 24/9 **Des niveaux de 10 à 180 fois supérieur aux seuils sanitaires : les perfluorés menacent les nouvelles générations. Business as usual ou on réglemente ?**

Thomas Portes @Portes_Thomas 25/9 Le scandale des autoroutes. Alors que les contrats de concession courent jusqu'à 2031/2036 selon les sociétés, la rentabilité sera atteinte en 2022. Le montant des dividendes versés aux actionnaires sera de 40 milliards d'€ dès 2022, dont 32 rien que pour Vinci et Eiffage.

En Marx ! @TeamEnMarx 29/9 Le capitalisme, c'est du vol !



Laurence Cohen @LaurenceCohen94 29/9 3400 nouveaux lits supprimés en 2019! Il faut arrêter le massacre de l'hôpital public!

Thomas Portes @Portes_Thomas 30/9 Selon @Le_Figaro désormais tout passage urgences sera payant avec un montant fixe pour le patient si celui-ci n'est pas suivi d'une hospitalisation. Un pas de plus vers la marchandisation de la santé. Cela va renforcer les inégalités d'accès aux soins. Insupportable. Aqua @jnaqua 1/10 **Dissuader les pauvres d'aller aux urgences. Il fallait oser. @EmmanuelMacron l'a fait. Il y a tellement de qualificatifs qui me viennent à l'esprit ...**

Impôts La sécession des riches encouragée Par la fraude fiscale, mais aussi les baisses légales d'impôts, certains Français les plus riches sortent du pacte républicain. humanite.fr <https://t.co/HCCxM4P8as?amp=1>

CGT-Éduc'action @cgt_educ 1/10 Le ministère n'est jamais à une mesquinerie près... les profs de lycée, anciennement Zep, perdent cette année leur prime.

En Marx ! @TeamEnMarx 2/10 La lutte des classes au quotidien

La fortune du patron d'Amazon augmente de 24 milliards grâce au coronavirus

Le confinement semble être une aubaine pour Amazon et notamment pour son principal actionnaire Jeff Bezos, plus riche milliardaire du monde qui a vu sa fortune augmenter de 24 milliards de dollars pour atteindre 138 milliards sans rien faire... À l'inverse, des salariés de l'entreprise qui sont au front pour maintenir une activité non-essentielle avec de maigres protections sanitaires.

PRÈS DE 20.000 SALARIÉS D'AMAZON ONT ÉTÉ TESTÉS POSITIFS AU CORONAVIRUS AUX ETATS-UNIS

J.B. avec AFP La 02/10/2020 à 6:25



La CGT @lactgcommuniqu 2/10 Les accords de performance collective : le revolver sur la tempe Plus d'infos : <https://bit.ly/3n8FCfJ>

Droites

Éric Jalade @Ejalade 22/9 Les dégâts occasionnés par la gestion Laporte du rugby français sont considérables tant en termes d'image que de résultats. Cet épisode judiciaire désastreux en constitue hélas le paroxysme. Espérons que cette période prenne bientôt fin et que la justice puisse passer.

Maxim Cavacas Gordulič @CavacasGordulic 23/9 L'écologie de pacotille — celui des polémiques inutiles — ne doit en aucun cas faire d'ombre à la véritable gauche écologiste et anti-libérale. Ne mélangez pas tout !

Public Sénat @publicsenat 23/9 Covid-19 : « On a souffert d'un défaut d'acculturation scientifique dans la population » estime Sibeth Ndiaye PCF @PCF 23/9 **Se faire traiter de con, mais avec des mots savants. Voici la nouvelle responsable "idées" de @enmarchefr**

France Bleu Pays Basque @Bleu_Basque 23/9 A Biarritz, le maire fait la différence entre "les SDF traditionnels et les punks à chien des pays de l'Est" Olivier Dartigolles @Dartigolles 23/9 **Voilà...comment dire...mais comment faire la différence entre la sottise et la bêtise ?**

Zdarbillgang @MarowanMohad 24/9 Blablabla... On a encore rien pour les jeunes et les étudiant.e.s. On parle de distanciel mais on oublie celles et ceux qui ne le sont pas, on parle pas de fracture social, et numérique... Être soporifique c'est une marque de fabrique de ce gouvernement! #VALP

Distributions de repas aux migrants interdites à Calais : des associations déposent un recours... Leur demande, qui promeut le « principe de fraternité », a été rejetée par le tribunal administratif de Lille, mardi. lemonde.fr **Cartographe encarté @nico_lambert 25/9 Interdire la solidarité, il n'y a que la droite pour avoir des idées pareilles**



Paris : l'étonnante campagne d'affichage sauvage en faveur d'Emmanuel Macron La Ville a envoyé ses équipes d'urgence de propreté après que le parti présidentiel a collé 200 000 affiches en France dont une grande partie... leparisien.fr <https://t.co/xHJwgTWg47?amp=1> **Julia Castanier @Julia-Castanier 1/10 Tout est mauvais dans cette campagne : la photo (sombre et de dos), le message (de candidat pas de Président), le timing (2eme vague et crise eco) et la stratégie de collage sauvage.**

L'Humanité @humanite_fr 2/10 Avec sa réélection en ligne de mire, macron a investi le terrain sécuritaire, flirtant avec les thématiques chères à la droite voire à l'extrême-droite. 2 camps politiques auxquels la Macronie, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin en tête, a emprunté son vocabulaire



Sébastien Fontenelle @vivelefeu 2/10 Rare photo d'Emmanuel Macron en guerre contre «l'islam radical».

Extrêmes droites

Anne-Christine Lang @Achristine_Lang 17/9 En tant que députée et féministe, attachée aux valeurs républicaine, à la laïcité et aux #droitsdesfemmes, je ne peux accepter qu'une personne vienne participer à nos travaux à l'AN en hijab, qui reste pour moi une marque de soumission. J'ai donc quitté cette audition #DirectAN **Elsa Faucillon @ElsaFaucillon 17/9 Refuser d'écouter une femme pour ce qu'elle a à dire et appeler ça du féminisme, il faut vraiment être aveuglée par l'islamophobie... Honte !**

CNEWS @CNEWS 22/9 Charlotte d'Ornellas, journaliste de Valeurs Actuelles, sur la «tenue républicaine» exigée à l'école : «ces enfants sont les fruits de leur époque, ce sont les enfants de ceux qui ont fait mai 68» dans #HDPro **PCF @PCF 22/9 Gros niveau de calcul mental chez Valeurs Actuelles.**

Fabien Roussel @Fabien_Rssl 25/9 Encore une fois l'ignominie a frappé aux portes de #CharlieHebdo. Mes pensées vont aux victimes. Nous ne laisserons pas la liberté de la presse, le droit à la caricature et la République se faire attaquer à travers elles !

Tweeter



Étienne Chouard @Etienne_Chouard · 41 min
Intéressants rappels.

jay jay 🇫🇷 WWC1WGA @scudexo1000 · 22h

Lorsque la fiction devient réalité. Regardez, écoutez et comprenez que nous sommes en dictature.
Extrait tiré du film "V pour vendetta".

[Afficher cette discussion](#)



Veille Extrême @ExtremeVeille 25/9 Il n'y a qu'Étienne Chouard qui ne s'est pas aperçu qu'il était au fond du fond. Il continue à creuser.

L'Humanité 28/9 « Une troisième condamnation pénale, et des micros toujours ouverts. » Éric Zemmour a été reconnu coupable, vendredi, d'injure publique et provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence à raison d'une religion, ce qui lui a valu une amende de 10 000 euros.

MIGRANTS MINEURS ISOLÉS



Traduisons Les @TraduisonsLes 30/9 Tous les enfants migrants sont donc voleurs, violeurs et assassins. Dans le plus grand des calmes. Ordure. **Elsa Faucillon @Elsa-Faucillon 30/9 Il paraît qu'il ne faut pas s'abaisser à l'insulte avec cet ignoble personnage... alors il faut dire ce qu'il est : un raciste à qui Cnews permet la récidive. Ces gamins sont victimes de viol, de traite, de la lâcheté des gouvernants. Les droits de l'Humain sont une force bordel !**

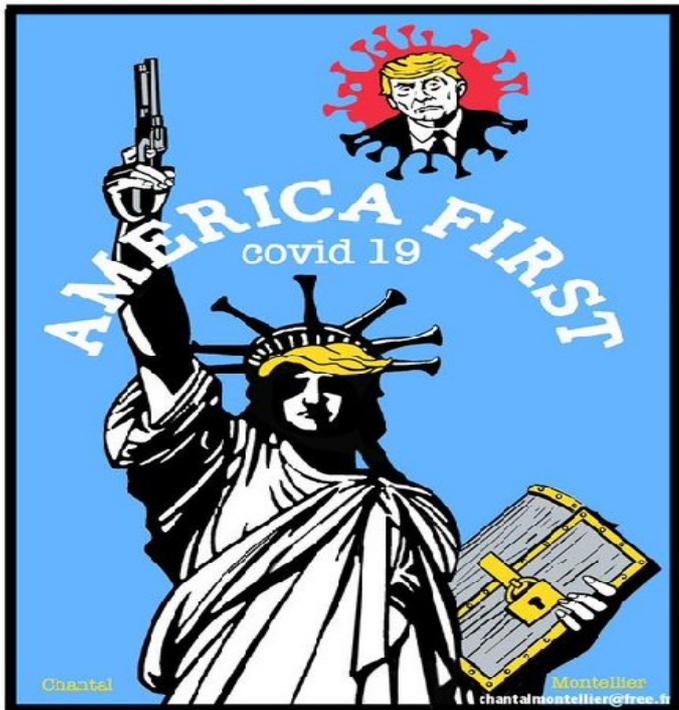
L'Humanité @humanite_fr 1/10 #Migrants #Darmanin Dans un courrier adressé aux préfets, le ministre de l'Intérieur demande de « reconduire systématiquement dans leur pays les étrangers » représentant une menace « pour l'ordre public ». <https://shar.es/abDu08>

Thomas Portes @Portes_Thomas 1/10 Abasourdi d'apprendre que l'émission animée par @christine_kelly sur @CNEWS était enregistrée. La direction de la chaîne comme la présentatrice auraient pu demander que le passage de Zemmour soit coupé. Il ne s'agit plus de complaisance mais de complicité. Dangereux.

Sébastien Fontenelle @vivelefeu 2/10 Impressionnante performance du chef de l'État français, qui récite par cœur une longue allocution d'Éric Zemmour.



Anne Sabourin @nnesabourin 2/10 Fortunately, Donald Trump knows how to cure #COVID19. A votre santé ! #TrumpHasCovid



Pierre Laurent @plaurant_pcf 2/10 Obama avait tiré la sonnette d'alarme: « Je n'ai jamais vu de mon vivant, ou même dans l'histoire politique récente du pays, un candidat à l'élection présidentielle s'efforcer de discréditer le scrutin et le processus électoral avant même que le vote ait eu lieu" #DonaldTrump

Résistances

LA FRANCE ET TOUS LES ETATS DU MONDE DOIVENT RATIFIER LE TRAITE D'INTERDICTION DES ARMES NUCLEAIRES NON AU DOUBLEMENT DES CREDITS POUR LES ARMES NUCLEAIRES Pétition en direction des parlementaires, du Président de la République et du gouvernement français <https://www.mvtpaix.org/wordpress/petition-pour-un-traite-dinterdiction-des-armes-nucleaires>

<https://twitter.com/i/status/1306863662238445575> Sénateurs CRCE @senateursCRCE 18/9 Commission d'enquête sur les concessions autoroutières Un travail utile qui confirme l'ampleur du scandale, mais les propositions de la commission ne vont pas assez loin. Renationaliser nos autoroutes est urgent et tout à fait possible, comme le souligne @EricBocquet

Jeunes Communistes @MJCF 18/9 Mobilisation du 17 septembre Les Jeunes Communistes étaient mobilisé·e·s hier, aux côtés des salarié·e·s à l'appel de leurs syndicats, sur l'ensemble du territoire contre la précarité et la politique antisociale du Gouvernement pour revendiquer zéro jeune au chômage !

Fabien Gay @fabien_gay 19/9 Stigmatisation d'une syndicaliste étudiante à l'Assemblée "Il ne faut pas instrumentaliser la laïcité pour combattre une partie de la population et la stigmatiser. Une partie de la classe politique le fait. Et je le dis, ce jeu est extrêmement dangereux !" <https://twitter.com/i/status/1307265155256983555>

Laurence Cohen @LaurenceCohen94 21/9 licenciements des fonctionnaires hospitaliers?! J'alerte @olivieveran à ce sujet! #HopitalPublic #Décret Question à lire ici en intégralité: <https://senateurscrce.fr/activite-des-senateurs/les-questions-au-gouvernement/les-questions-ecrites/article/licenciement-des-fonctionnaires-hospitaliers>

Jeunes Communistes @MJCF 21/9 Journée internationale de la paix Cette journée internationale pour la paix nous invite à rappeler, surtout en cette période de crise sanitaire mondiale, l'urgence et l'importance de la solidarité, de l'entraide, du partage et de la coopération entre les peuples.

Hélène Bidard @Helenebidard 21/9 Conseil d'arrondissement @Mairiedu11 : le groupe communiste défend le droit au repos dominical de salariéEs de futurs projets de logements sociaux les personnes vivant à l'hôtel et les conditions de travail de tous les agentEs des services publics : premierEs de corvées

Aqua @jnaqua 21/9 Notre vœu contre les élèves non affectés à la rentrée adopté en conseil d'arrondissement de #Paris13. L'éducation nationale a besoin de postes enseignants, pas d'austérité. #CA13 @FCPE_Paris @SNUippFSUParis @vincent_boulet @jerome_coumet

Ian Brossat @IanBrossat 22/9 La justice européenne vient de valider la loi française sur la régulation des locations Airbnb. Cette décision fait suite à différend qui opposait la Ville de Paris à un propriétaire qui louait illégalement deux appartements dans le 7e. Belle victoire !

<https://twitter.com/i/status/1307725880140197888> C Politique @CpolF5 20/9 "Il y a une grande différence entre être contre le voile et s'attaquer à une femme voilée." L'écrivaine Leïla Slimani dans #Cpolitique **Majdi Chaarana @Majdi-Chaarana 21/9 1 minutes 26 pendant lesquelles #LeïlaSlimani exprime une parole juste, laïque, féministe, humaniste et républicaine. Pendant que les politiques nous font vivre dans un monde de silhouette... #Cpolitique**

Olivier Dartigolles @Dartigolles 21/9 C'est la définition même de la laïcité. Merci Leïla Slimani.

MRAP @MRAP_Officiel 22/9 Aujourd'hui le MRAP, représenté par @Pierre_Mairat - co-président - était présent à l'AssembléeNat dans le cadre de l'audition pour la mission d'information sur l'émergence et l'évolution des différentes formes de racisme et les réponses à y apporter #luttecontreleracisme

Correcteurs CGT @CorrecteursCGT 23/9 Il y a 125 ans, la Confédération générale du travail (CGT) était créée. Bon anniversaire à elle, à nous toutes et tous. Et vive l'émancipation !

Allongement du congé paternité : une première avancée !
Le gouvernement vient d'annoncer l'allongement du congé paternité, le faisant passer de 11 à 25 jours auxquels viennent s'ajouter les 3 jours de congés de naissance qui deviendraient obligatoires... cgt.fr **La CGT @lacgtcommuniqué 23/9 « Il s'agit donc d'une première avancée mais le chemin reste long avant que ce congé ne devienne obligatoire sur la durée et rémunéré à 100% pour l'ensemble des actifs ! »**

Laurence Cohen @LaurenceCohen94 24/9 Avec mon collègue @OuzouliasP, j'alerte le Ministre de la Santé: il ne faut pas fermer l'hôpital Poincaré-Garches! #hopitalpublic

Laurence Cohen @LaurenceCohen94 24/9 Suite aux nouvelles mesures annoncées par @olivierveran hier soir, j'attire à nouveau son attention sur la situation des #personnesvulnérables! Nul ne doit être sacrifié pour relancer l'économie! #AlerteRenforcee pour les plus fragiles! #COVID19 #reconfinement

Étudiant.e.s Communistes @UEC_org 24/9 Après 20 jours de campagne pour un revenu étudiant dans toute la France, porte après porte, discussion après discussion, débat après débat dans les groupes de promo, on est 3000. Ce n'est que le début : rejoins-nous <https://etudier-cest-travailler.fr>

Pierre Laurent @plaurant_pcf 25/9 #toucheapasamonMaire @AzzedineTAIBI, parce qu'il est communiste, anti-raciste, parce qu'il prend des positions courageuses avec et pour les habitants et parce que son nom, sa tête, son faciès ne feraient pas "gaulois", il est menacé de mort! Soyons nb samedi . @PCF @pcf93

SAMEDI 26 SEPT
Rassemblement citoyen à 11h
Hôtel de ville de Stains

SOLIDARITÉ

Face aux agressions racistes

AZZÉDINE TAÏBI

TOUCHE PAS À MON MAIRE

Jeremy Bacchi @JeremyBacchi 25/9 Devant le tribunal de commerce pour la défense des salariés et du tissu économique face au mépris du gouvernement. Il ne nous faut pas des décisions arbitraires mais des moyens pour l'hôpital, les services publics et des masques 100% sécu pour tous #MARSEILLEENCOLERE #COVID19

https://twitter.com/_MJCF/status/130977839945243443
Jeunes Communistes @_MJCF 26/9 Toujours aussi déterminés après la rentrée Cette semaine, les JC étaient encore sur tous les fronts, comme ici à Bourges, Lille, Tours, Roubaix, Poitiers, Paris, Bordeaux, Lyon, Ivry, Champigny et Le Havre, pour porter leurs valeurs de solidarité et de justice sociale.

IL A SIGNÉ LA PÉTITION POUR UN REVENU ÉTUDIANT



Jérémie Bacchi

Sénateur
des Bouches-du-Rhône



SIGNE TOI AUSSI !
etudier-cest-travailler.fr



PCF @PCF 27/9 Bravo à Karine Lebon (PLR) nouvelle députée de la première circonscription de la Réunion

LÉGISLATIVE
PARTIELLE 2020

La Réunion

**Karine
LEBON**

GAGNÉ



Jeunes Communistes @_MJCF 27/9 Libérez Marwan Barghouti ! Marwan Barghouti est un homme politique palestinien, condamné 5 fois à la prison à perpétuité par Israël pour avoir résisté à la colonisation de son pays. #Palestine

MARWAN BARGHOUTI
DIRIGEANT POLITIQUE PALESTINIEN,
CONDAMNÉ 5 FOIS À LA PRISON À PERPÉTUITÉ
POUR AVOIR RÉSISTÉ À L'OCCUPANT ISRAËLIEN

**LIBÉREZ MARWAN BARGHOUTI !
VIVE LA PALESTINE LIBRE !**

JC MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE

Catherine Philippe @KatyPhilippe 1/10 Nous n'acceptons pas à Montauban la venue de Ménard invité par @BrigitteBareges. Honte pour notre ville de voir la droite extrême roucouler avec l'extrême droite. Rassemblés aujourd'hui devant la mairie nous dénonçons cette union des droites et continuerons à les combattre

Éric Bocquet @EricBocquet 1/10 J'ai souhaité alerter @education_gouv sur la situation inacceptable d'un professeur affecté à 800km de son domicile alors qu'il a la charge de son grand-père de 94ans, et qui renonce donc à enseigner. On ruine des vocations plutôt que d'en créer!

<https://ericbocquet.fr/actualite/article/eric-bocquet-alerte-le-ministre-sur-la-situation-incomprehensible-d-un>

MRAP @MRAP_Officiel 1/10 Le MRAP étudie la responsabilité de la chaîne dans les propos racistes à répétition qu'elle accepte **Fanny P. dite Coucou @FPantalon 1/10 Je ne voulais pas voir la vidéo de Zemmour sur les MNA. Et puis je suis tombée dessus et j'ai pleuré de rage. Les mineurs isolés se sont mes élèves. Je suis prof en classe d'accueil, je les accompagne depuis 6 ans. Mardi encore, y a un ancien qui est venu me dire bonjour.**

In Def. of Communism @id_communism 1/10 More than 25 Communist and Workers Parties have signed the joint statement against the proliferation of biological weapons, calling to the closure of all U.S military biological laboratories ▶□

<http://idcommunism.com/2020/09/against-proliferation-of-biological-weapons-joint-statement-by-communist-and-workers-parties.html> #NuclearWeapons #BiologicalWeapons #Communist #Workers #Parties

La CGT @lactgcommuniqu 2/10 LES HAUSSES DE SALAIRES, TOUT DE SUITE ! <https://bit.ly/34852Sh>



Augmentez les salaires ! 

In Def. of Communism @id_communism 2/10 Armenian communists call for an immediate ceasefire in Nagorno-Karabakh conflict <https://idcommunism.com/2020/10/armenian-communists-call-for-immediate-ceasefire-in-nagorno-karabakh.html> #NagornoKarabakh #Armenia #Azerbaijan #Artsakh #Peace #War

Le Conseil Départemental de Haute-Vienne porte plainte contre Eric Zemmour 5/10 <https://www.flashfm.fr/a-la-une/le-conseil-departemental-de-haute-vienne-porte-plainte-contre-eric-zemmour>

A voir ou à revoir sur le blog

<https://gemcran.wordpress.com>

10/9 11-12-13 septembre – La Fête de l'Humanité va se tenir autrement

11/9 Première victoire pour Anthony Smith : Amplifions la mobilisation jusqu'au retrait des sanctions (PCF)

12/9 Pas un seul jeune au chômage – Le 17 septembre toutes et tous dans la rue ! #MJCF

13/9 Le télétravail, nouveau terrain de l'affrontement de classe #PCF

14/9 Vente d'armes à la Grèce : « Cette escalade militaire est une mauvaise réponse » (Fabien Roussel – #PCF)

16/9 Un programme pour les luttes et pour la France #PCF

17/9 Une priorité : Organiser la riposte à Macron dans l'action ! #PCF

20/9 Agenda du 19 septembre au 5 octobre 2020

23/9 9 et 10 octobre : "Pas un seul jeune au chômage ! Un emploi ou une formation pour chaque jeune" #MJCF

24/9 États généraux de la paix – ARAC – Message de Fabien Roussel #PCF

25/9 Gratuité pour tous les Européens du vaccin à venir #PCF

27/9 Élections sénatoriales : le #PCF progresse avec deux sénateurs supplémentaires !

28/9 Bridgestone : Fabien Roussel et Cathy Apourceau-Poly #PCF écrivent à l'ambassadeur du Japon

29/9 Criminelle offensive de l'Azerbaïdjan contre la République d'Artsakh #PCF

30/9 Sénatoriales : Le #PCF progresse en sièges, en voix et en pourcentage

1/10 Pour nous, l'urgence, c'est la sécurité de l'emploi ! #PCF

2/10 Séparatisme : Emmanuel Macron s'engage sur une pente dangereuse #PCF

3/10 Le Ministre de la Justice doit garantir l'indépendance de la justice qu'il a tant défendue auparavant #PCF

4/10 Nouvelle-Calédonie : « Poursuivre et amplifier le processus d'autonomie et de responsabilité » #PCF

5/10 Action pour l'emploi le 10/10 #Annecy #PCF

6/10 Agenda du 5 au 30 octobre 2020

7/10 L'urgence, c'est de sécuriser l'emploi ! – Derniers jours de préparation des journées d'actions des 9 et 10 octobre #PCF

8/10 Liberté, égalité, justice #PCF

A voir ou à revoir

Replay " MUMIA EN DIRECT " avec la Fête de l'Humanité : <https://www.humanite.fr/mumia-abu-jamal-sest-entretenu-depuis-sa-prison-en-direct-avec-les-invites-de-la-fete-de-lhumanite> Cet événement a été diffusé dans la France entière sur une plateforme numérique - et en direct - auprès de 600.000 internautes. Merci aux organisateurs de la Fête de l'Humanité pour cette prouesse technique. Grand merci à Johanna Fernandez (porte-parole de Mumia) sans qui il n'aurait pas été possible de vivre ce moment émouvant.

COLLECTIF FRANÇAIS "LIBÉRONS MUMIA !" rassemblant une centaine d'organisations et de collectivités publiques MEMBRE DE LA COALITION MONDIALE CONTRE LA PEINE DE MORT Vous retrouverez toutes les informations ci-dessus sur le site www.mumiabujamal.com

<https://twitter.com/i/status/1305440994196951041> BFMTV @BFMTV 14/9 Covid-19: une rentrée universitaire qui inquiète - BFMTV répond à vos questions **Amandine Escherich @EscherichA 14/9 Bravo à la présidente de L @UNEF @Luce_melanie qui, clairement, dénonce les amphibondés et l'absence de gestion du MESR en le renvoyant à ses obligations**

Étudiant.e.s Communistes @UEC_org 21/9 Des centaines d'enseignant.e.s chercheur·ses, de BIATSS, d'étudiant.e.s étaient présent.e.s devant @AssembléeNat pour s'opposer à la LPPR, nous continuerons à défendre aux côtés du personnel mobilisé un enseignement supérieur et une recherche publique et accessible à tous·tes

Stéphanie Loncle @StephanieLoncle 19/9 Dans @humanite_fr du week-end @amabanckou « Le racisme est un déparlement de la lutte des classes »



Sébastien Jumel @sebastienjumel 23/9 Audition du patron de Veolia Le marchand d'eau se fait marchand de promesses sur l'emploi, sur le prix de l'eau... pour rassurer sur son OPA inamicale contre #Suez Mais c'est compte dessus et bois de l'eau, comme on dit chez moi. <https://twitter.com/i/status/1308718895570849793>



Laurence Cohen @LaurenceCohen94 24/9 C'est une question de choix politiques! J'interroge @olivierveran : Comment, à la lumière de la #COVID19, on donne de nouveaux moyens à l'hôpital? Comment comptez-vous protéger les #personnesvulnerables? Comment éviter de nouveaux morts liés à l'isolement? @senateursCRCE @PCF <https://twitter.com/i/status/1309159877173022720>

Éric Bocquet @EricBocquet 21/9 Après la publication du rapport de la Commission d'enquête du Sénat... Rapport sur les autoroutes : les renationaliser, "c'est défendre l'intérêt général et la transpar... Éric Bocquet, sénateur PCF du Nord, a participé à une commission d'enquête sur les concessions d'autoroute. Il pointe notamment les milliards de dividendes versés aux actionnaires. <https://t.co/cXw1eFZAXF?amp=1>

<https://twitter.com/i/status/1308074253653286913> PCF @PCF 21/9 Le coronavirus est devenu le partenariat officiel du MEDEF. A Bridgestone comme ailleurs, c'est un plan de licenciement boursier. #ZeroLicenciement @Fabien_Rssl

UNEF @UNEF 21/9 Communiqué de presse : Les étudiante*s n'en peuvent plus du sexisme et de l'islamophobie : nous renouvelons notre soutien à notre Vice-Présidente, Maryam Pougetoux !

Muriel Ternant @Mternant 21/9 Le @pcf soutient le rassemblement des salariés de GE aujourd'hui à 13h45 devant le Novotel de #Belfort pour mettre en échec le PSE dans Hydro. Il porte des propositions pour enrayer la destruction programmée des outils indispensables à la production d'électricité.

L'Humanité @humanite_fr 21/9 L'Humanité demain mardi 22 septembre 2020 chez les marchands de journaux et dès ce soir 22h00 sur ordinateur

<https://boutique.humanite.fr/common/categories/1716> tablettes et smartphones avec nos applis IOS <https://apple.co/2xRmrkm> et Android <http://bit.ly/2D7IzVZ>

Frederick M #JeSuisAmish n°3775 @Frederick_M_ 22/9 Reportage sur le rassemblement le 20 septembre à Paris pour demander l'accueil des exilés du camp de Moria qui vient de brûler sur l'île de Lesbos #EuropeMustAct #NousAvonsDeLaPlace #RefugeesWelcome #evacuatemorianow #FranceMustAct La [VIDÉO]: <http://youtu.be/XDIHkdUj3C8> M C Vergiat @MCVergiat 22/9 De nombreux militant.e.s de la @LDH_Fr ont participé à ce rassemblement Mon intervention à partir de 4 minutes Merci @Frederick_M_ pour ce super reportage

<https://twitter.com/i/status/1308393042144038912> PCF @PCF 22/9 "L'Etat doit montrer qu'en France, on ne peut pas faire ce qu'on veut! C'est une agression vis à vis de notre pays et de nos emplois. La France doit pouvoir mettre en place des mesures de rétorsion contre le Japon." #Bridgestone @Fabien_Rssl

<https://twitter.com/i/status/1308646713620672512> France Inter @franceinter 23/9 Vincent Lindon : "Je vois des gens qui veulent toujours avoir plus, financièrement, je crois que c'est un signe de folie" #le79inter PCF @PCF 23/9 Ça fait du bien un peu de sagesse au réveil le matin

Thomas Portes @Portes_Thomas 24/9 Alors que le gouvernement parle de fermer les bars et les restaurants, rien sur les transports où la situation est de plus en plus catastrophique. Les images de la Gare de Lyon ce soir sont terribles. #COVID19

Elsa Faucillon @ElsaFaucillon 24/9 Quelles ont été les décisions et les actes pris par le gouvernement entre le mois de mars et aujourd'hui pour créer des lits de réanimations ? Rien. <https://twitter.com/i/status/1309135666689839105>

Ina.fr @Inafr_officiel 24/9 LA MUSE DE SAINT-GERMAIN. "Les braves gens qui habitaient cette rue ont commencé à nous verser sur la tête des brocs d'eau sale..."

<https://twitter.com/i/status/1309082320822046721> Du Bar Vert au Tabou : les nuits (blanches) du Saint-Germain-des-Prés d'après-guerre, racontées par Juliette Gréco #Juliette-Greco M C Vergiat @MCVergiat 24/9 Une grande dame symbole de liberté Je l'avais vu dans ma banlieue où elle aimait venir pour sa tournée d'adieux qu'elle avait appelé "Merci" Un moment magique

Patrice Bessac @PatriceBessac 25/9 « Il est faux de dire que la République ne déboulonne pas : il n'y a plus de statue de Pétain nulle part. » Un grand merci à Léonora Miano pour ses mots justes. De France Inter <https://twitter.com/i/status/1309419707045416960>

Ian Brossat @IanBrossat 25/9 Cours d'alphabétisation, activités culturelles, insertion professionnelle : on trouve tout cela à la Maison des Réfugiés. Belle visite aujourd'hui avec @carine_petit Bravo @EMMAUSolidarite ♥ Toutes les infos ici <https://maisondesrefugies.paris>



In Def. of Communism @id_communism 30/9 Emblems of the Soviet Socialist Republics of Armenia and Azerbaijan. When the people of the two countries were living peacefully without the poison of nationalism and foreign interventions. #USSR #History #NagornoKarabakh #Армения #Հայաստանի #Azərbaycan #Азербайджан

<https://twitter.com/i/status/1310465456839569408> PCF @PCF 28/9 Mais qu'attend ce gouvernement pour mettre en fin les moyens tant attendus dans nos hôpitaux ?!

@Fabien_Rssl #COVID19 @SudRadio

<https://twitter.com/i/status/1311690681014943744> Députés Communistes @deputesPCF 1/10 État d'urgence sanitaire : "La prorogation du régime complètement hybride juridiquement et gravement attentatoire aux libertés que vous défendez n'est qu'un confort de gouvernance!" @stephane1peu #DirectAN

<https://twitter.com/i/status/1311576792835162112> Pierre Jacquemain @pjacquemain 1/10 Qui sépare qui ? Il y a infiniment plus d'habitants et de territoires qui ont été abandonnés et exclus par la République que d'habitants qui se seraient mis en marge des lois de la République. Il ne faut pas plus de lois il faut des moyens humains pour les appliquer. #séparatisme **M C Vergiat @MCVergiat 1/10 ils sont infinitésimaux et plutôt que de prendre encore et encore des mesures sécuritaires, on ferait mieux de développer les moyens sanitaires, sociaux et éducatifs dans ces territoires abandonnés de la République Il faut cesser de mélanger cause et conséquences i**

Lina Sankari @LinaSankari 1/10 Profitant de la désertion touristique depuis le printemps et des conflits armés persistants, des pilleurs ont visité une trentaine de sites birmanais classés. Des vols qui alimentent le trafic international. A lire dans @humanite_fr Dimanche de cette semaine.



Éliane Assassi réélue présidente du groupe communiste au Sénat La sénatrice de Seine-Saint-Denis a été réélue à l'unanimité, ce 30 septembre, présidente du groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste. publicsenat.fr

<https://t.co/0mozyLc8DG?amp=1> **Laurence Cohen @LaurenceCohen94 1/10 Une présidente de groupe qui porte nos combats avec détermination. Une femme politique engagée qui perpétue la volonté des communistes de nommer une femme présidente de notre groupe au sénat. De +, à valeur égale responsabilité égale, donc une très bonne candidate au perchoir**

<https://twitter.com/i/status/1311542610205401088> Fabien Gay @fabien_gay 1 oct. Covid-19 / Dégradation de l'Hôpital public "La dégradation depuis des années et des années des hôpitaux publics, la fermeture de lits, on est en train de le payer ! [...] Il y a des choix politiques Mme Lévy qui ont conduit à ce qu'on dégrade l'Hôpital public !"

Patrice Bessac @PatriceBessac 1/10 À l'occasion du centenaire du @PCF, très heureux d'accueillir au musée d'histoire vivante de Montreuil une exposition consacrée au Congrès de Tours. Plus que jamais, les valeurs de solidarité, d'égalité et de justice portées par notre parti, sont d'actualité. **Pierre Laurent @plaurant_pcf 1/10 Bravo à l'expo du #Muséedhistoirevivante "Aux alentours du congrès de Tours" @PCF**

<https://twitter.com/i/status/1311709734672699394> Députés Communistes @deputesPCF 1/10 État d'urgence sanitaire : "En plus d'être dangereux, votre loi est inutile car plusieurs dispositifs de droit commun suffisent à agir efficacement en cas de recrudescence de l'épidémie." @stephane1peu #DirectAN

Arve à Gauche @ArveGauche 8h Depuis quelques semaines, les annonces s'empilent dans l'entreprise pour préciser les détails du plan "social", forçant les ouvriers à trouver la bonne voie pour s'unir et s'organiser. #crise #licenciements #luttedesclasses

Licenciements à Dynastar : où en est la lutte des ouvriers ? Depuis notre article sur l'imminence d'un plan "social" à l'usine de production de ski Dynastar à Sallanches, beaucoup de choses se sont passées. Notre précédent article a eu le mérite d'arveagauche.fr <https://t.co/v8tkrEurp?amp=1>

<https://twitter.com/i/status/1311684409419018247> Public Sénat @publicsenat 1/10 @ElianeAssassi "prend acte" de l'élection de Gérard Larcher. "J'ai toujours dit que c'était un adversaire politique coriace, mais que c'est un homme que je respecte éminemment. Il a une capacité à respecter l'opposition sénatoriale" #DirectSénat

CGT-Éduc'action @cgt_educ 1/10 Où en est-on des mesures sanitaires et obligations afférentes dans les établissements scolaires? Le tract mise au point de la CGT Education.



"Les misérables" et Victor Hugo - Au nom du peuple - Regarder le documentaire complet | ARTE Partout dans le monde, on connaît le nom des Misérables et de ses personnages principaux : Jean Valjean, Fantine, Gavroche... Suradapté, simplifié, le texte Victor Hugo n'a pourtant pas été vidé de... arte.tv **Abdelkader @KheiraA2 1/10 Ca donne la chair de poule...**

ORIENT XXI @OrientXXI 1/10 Orient XXI a 7 ans ! Fréquentation en hausse de 60% par rapport à l'année dernière, une lettre qui compte plus de 12 000 abonnés, et un travail de résistance à contre-courant d'une information formatée et réductrice, que nous continuons grâce à vous

<https://bit.ly/34hdmr> **M C Vergiat @MCVergiat 1/10 Merci à vous @OrientXXI pour vos précieux articles permettant de mieux comprendre le monde**

Ian Brossat @IanBrossat 2/10 Faire du logement social en priorité là où il y en a peu et à destination de ceux qui en ont le plus besoin : exemple ici dans le 7e avec 254 logements sociaux qui vont remplacer les anciens bureaux du Ministère des Armées. À lire dans @le_Parisien.

<https://leparisien.fr/paris-75/ce-projet-va-faire-grimper-d-un-tiers-le-parc-hlm-dans-le-7e-arrondissement-de-paris-01-10-2020-8395371.php>

Olivier Dartigolles @Dartigolles 2/10 "Sans la nommer" / ouverture du congrès <https://youtu.be/5rPs9fBXbGs> via @YouTube Une pensée pour les 75 ans de la sécurité sociale et pour les camarades de la CGT 64 en congrès départemental.

<https://twitter.com/i/status/1311969830019444738> MRAP @MRAP_Officiel 2/10 L'émission #Facealinfo sur @CNEWS, présentée par @christine_kelly, ayant été diffusée en différé le 30/09, la responsabilité de la chaîne, qui connaissait les propos qu'allait proférer @ZemmourEric, doit nécessairement être engagée. #PasDeRacisteALaTélé #StopRacisme #Zemmour

La Sécurité sociale a 75 ans aujourd'hui, 4 octobre 2020.

Elle est de plus en plus attaquée : défendons ce "conquis social", ce "bien commun", encore plus indispensable en temps de crise et d'inégalités croissantes.

Ci-dessous, le lien d'une petite vidéo de la CGT très bien faite sur la Sécurité sociale, les attaques qu'elle subit et les solutions pour la financer. A faire tourner sans modération ! <https://www.cgt.fr/actualites/droits-sociaux/protection-sociale-mobilisation/video-la-reconquete-de-la-securite>

Du fait de la pandémie de coronavirus, des risques sanitaires qu'impliquent les rassemblements, et des difficiles conditions actuelles d'organisation,

la fête des Allobroges 2020 est annulée.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous avons pris une telle décision. Le Conseil départemental du PCF, le Comité de rédaction des Allobroges, le Collectif de la fête ont longuement réfléchi, pesant le pour et le contre. Mais les conditions sanitaires (*et aussi financières*) de l'organisation de la fête ne permettaient pas de la tenir. La décision d'annulation a été prise en toute conscience.

Nous remercions Madame le maire de Montmélián et la responsable des services techniques de la ville qui avaient, sans problème, accepté la tenue de la fête, dès lors, évidemment, que les gestes barrières étaient respectés et les masques utilisés. Mais nous ne voulons pas prendre des risques inconsidérés. Notre fête est annulée.

C'est un coup dur pour le journal qui, à chaque fête, réalisait de nombreux abonnements, c'est un coup dur pour les sections communistes qui s'investissaient dans l'initiative, c'est un coup dur pour les associations.

Mais nous ne baissons pas les bras :

une journée de soutien au journal sera organisée le 7 novembre sur le bassin chambérien.

Tous les progressistes du 73, tous les amis du journal y sont conviés. Nous précisons les choses ultérieurement.

Rassemblement fourre-tout et dangereux mélange des genres



Le 6 septembre un attroupement, de 150 à 200 personnes, assez hétéroclite, s'est tenu place du palais de Justice à Chambéry. Gilets Jaunes, Savoisiens, anti-masques, anti-5G, antivaccins, CNT (*Un Conseil national de la « transition », pas le syndicat anarchiste*) et d'autres groupes plus ou moins identifiés, dont certains coiffés de perruques blondes. Le tout était organisé et coordonné par le «*Sénat souverain de Savoie*», un des groupuscules savoisiens.

Un point commun rassemblait les participants : le complotisme. La 5G, les vaccins, la CIA, Satan lui-même auraient été inventés par de sombres comploteurs pour nuire au bon peuple... Mélangez le tout, secouez, et vous aurez le propos du principal orateur savoisien, Thierry Becourt (*chaman de « métier » et adversaire résolu de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires*). Exigeant l'indépendance de la Savoie, il a réaffirmé son existence face à «*l'envahisseur armé*» qu'est la France. Dans quel camp se serait-il trouvé en 1942 ? Le «*Sénat souverain de Savoie*» (*élu par qui et quand ?*) demande l'arrestation du ministre Blanquer pour faits de maltraitance infantile, ainsi que la suppression des drapeaux tricolores. Les intervenants qui se sont succédé ont nié la réalité de l'actuelle pandémie (*et affirmé que les virus étaient nos amis !*). Au passage, en consultant le CV de ces «*spécialistes*», nous avons appris que le sida n'existait pas ! Et la terre est sûrement plate...

Alors que le décès de Patrice Abeille avait considérablement affaibli les Savoisiens, ses successeurs font feu de tout bois en s'appuyant sur les propos hallucinés des complotistes. Heureusement pour eux, le ridicule ne tue pas.

Lettre aux amis et amies de l'extérieur

Frère Betto

Dominicain et écrivain, assesseur à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et aux mouvements sociaux

Chers amis et amies, Au Brésil, il se passe un véritable génocide ! Au moment où je vous écrivais, le 16 juillet 2020, le Covid-19, qui est apparu ici en février, avait déjà tué 76 000 personnes. Et nous avons déjà 2 millions de personnes infectées. Aujourd'hui, en ce début de mois de septembre, le pays compte plus de 120 000 morts, et près de 4 millions de personnes infectées. Quand je me souviens de la guerre du Vietnam, au long de vingt années, 58 000 vies de militaires américains furent sacrifiées, je vois jusqu'où va la gravité de ce qui se passe dans mon pays. Cette horreur engendre indignation et révolte. Et tous nous savons que les mesures de précaution et de restriction qui ont été adoptées dans tant d'autres pays auraient pu éviter une telle mortalité.

Ce génocide n'est pas le résultat de l'indifférence du gouvernement Bolsonaro. C'est intentionnel. Bolsonaro se réjouit de la mort d'autrui. Quand il était député fédéral, dans une interview à la TV, en 1999, il déclarait : « Par le vote, vous ne changerez rien dans ce pays, rien, absolument rien ! Cela changera seulement, malheureusement, que si, un jour, nous déclarions une guerre civile ici, à l'intérieur du pays, et si nous faisons le travail que le régime militaire n'a pas fait : celui de tuer quelque 30 000 individus. »

Lors du vote en faveur de la destitution de la présidente Dilma, il a offert son suffrage à la mémoire du plus célèbre tortionnaire du Brésil, le colonel Brilhante Ustra. Pour être tant obsédé par la mort, une de ses principales mesures de la politique de son gouvernement est la libération du commerce des armes et des munitions. Questionné à la porte du palais présidentiel pour savoir s'il était préoccupé par les victimes de la pandémie, il a répondu : « Je ne crois pas à ces chiffres » (au 27 mars, 92 morts) ; « de toute façon, nous allons tous mourir un jour » (au 29 mars, 136 morts) ; « et alors ? Que voulez-vous que j'y fasse ? » (28 avril, 5 017 morts). Pourquoi cette politique nécrophile ? Depuis le début, il a déclaré que le plus important n'était pas de sauver des vies, mais plutôt l'économie. D'où son refus de décréter le

lockdown, en réponse aux orientations de l'OMS, et d'importer des respiratoires et des équipements de protection individuelle. Il a été nécessaire que la Cour suprême délègue cette responsabilité aux gouverneurs et aux maires.

Bolsonaro n'a même pas respecté l'autorité de ses propres ministres de la Santé. Depuis février, le Brésil a vu deux d'entre eux démissionner pour refus d'adopter la même attitude que le président. Aujourd'hui, à la tête du ministère, c'est le général Pazuello, qui ne comprend rien à la question sanitaire ; il a tenté de dissimuler les données sur l'évolution du nombre de victimes du coronavirus ; il a engagé 38 militaires dans les postes importants du ministère, sans la qualification requise, et il a supprimé les comptes rendus journaliers au cours desquels la population recevait des orientations.

Jair Bolsonaro se réjouit de la mort d'autrui.

Il serait sans fin d'énumérer ici le nombre de mesures de libération de ressources pour l'aide aux victimes et des familles de faible revenu (plus de 100 millions de Brésiliens) qui n'ont jamais été honorées.

Les raisons des intentions criminelles du gouvernement Bolsonaro sont évidentes. Laisser mourir les personnes âgées pour économiser sur le budget de la Sécurité sociale. Laisser mourir les porteurs de maladies préexistantes pour économiser sur le budget du SUS, le système national de santé. Laisser mourir les pauvres pour économiser sur les ressources du Bolsa Família et des autres programmes sociaux destinés aux 52,5 millions de Brésiliens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté et aux 13,5 millions qui se trouvent dans l'extrême pauvreté (données du gouvernement fédéral).

Non satisfait de ces mesures assassines, maintenant le président a mis son veto, dans le projet de loi sanctionné le 3 juillet, à l'article qui rendait obligatoire l'usage de masques dans les établissements commerciaux, les temples religieux

et les institutions d'enseignement. Il a mis son veto également à l'imposition d'amendes à ceux qui ne respectaient pas les règles et à l'obligation faite au gouvernement de distribuer des masques aux plus pauvres, principales victimes du Covid-19, ainsi qu'aux prisonniers (750 000). Ces veto, cependant, n'annulent pas les législations locales qui prescrivent déjà le caractère obligatoire de l'usage des masques.

Le 8 juillet, Bolsonaro a barré les articles de la loi, pourtant approuvée par le Sénat, qui obligeaient le gouvernement à acheminer eau potable et matériel d'hygiène et de propreté, réseau Internet et distribution de colis alimentaires, semences et outils agricoles, pourtant destinés aux villages indigènes. Il a aussi mis son veto aux aides d'urgence en faveur de la santé des communautés indigènes, mais également à l'accès des indigènes et quilombolas (communautés noires) à l'indemnité d'urgence de 600 reals (100 à 120 dollars) tous les trois mois. De plus, il a mis son veto à l'obligation faite au gouvernement d'offrir davantage de lits hospitaliers, de ventilateurs et d'appareils d'oxygénation sanguine aux peuples indigènes et quilombolas.

Les communautés indigènes et quilombolas ont été décimées par la croissante dévastation socio-ambientale (socio-environnementale - NDLR), spécialement en Amazonie.

S'il vous plaît, faites connaître au maximum ce crime de lèse-humanité. Il est important que les dénonciations de ce qui se passe au Brésil parviennent aux médias de votre pays, aux réseaux sociaux, au Conseil des droits humains de l'ONU, à Genève et au tribunal de La Haye, mais aussi aux banques et entreprises qui recèlent des investisseurs si convoités par le gouvernement Bolsonaro.

Bien avant que le journal *The Economist* le fasse, sur les réseaux sociaux, je traite le président de Bolso-Neron - alors que Rome part en flammes, il joue de la lyre et fait de la propagande pour la chloroquine, remède qui n'a aucune efficacité scientifique contre le nouveau coronavirus. De plus, ses fabricants sont des alliés politiques du président...

Je vous remercie pour votre engagement solidaire à divulguer cette lettre. C'est seulement la pression extérieure qui sera capable d'arrêter le génocide qui afflige notre cher et merveilleux Brésil.

Fraternellement, frère Betto. ●



N'écoutez plus les perroquets de la pensée unique ! **Lisez :**

Le gALopin

